

LA

RÉFORME MONÉTAIRE ET L'ÉTALON OR EN IRAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

Z.-M. CHIDFAR

Diplômé de l'École des Sciences politiques.

Président : M. AFTALION, professeur.

Suffragants { *MM. NOGARO, professeur.*
PIROU, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

**LA RÉFORME MONÉTAIRE
ET L'ÉTALON OR EN IRAN**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
RÉFORME MONÉTAIRE
ET L'ÉTALON OR
EN IRAN

Il y a trois choses qui ne peuvent durer
sans trois autres :

Les biens sans le commerce.
La science sans la discussion.
L'Etat sans la politique.

SAADI (8^e Chap. de *Gulistan*.)

Et si le grand poète et philosophe de
Schiraz avait vécu à notre époque, peut-
être aurait-il ajouté une quatrième chose :

La monnaie sans la stabilisation.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

Z.-M. CHIDFAR

Diplômé de l'École des Sciences politiques.

Président : M. AFTALION, professeur.

Suffragants { MM. NOGARO, professeur.
PIROU, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

*38550.



A MES PARENTS

LA RÉFORME MONÉTAIRE

ET L'ÉTALON-OR EN IRAN

AVANT-PROPOS

Au terme de nos études, nous exprimons notre gratitude envers ceux dont la bienveillance nous a rendu facile la tâche.

Nous aurions mauvaise grâce à ne pas rendre hommage à cette terre de France, pays d'arts, de sciences, d'harmonie et de culture, où nous avons trouvé un accueil si aimable, tant de douceur et de tendresse.

Les liens d'amitié et les rapports intellectuels, qui ont toujours existé entre l'Iran et la France, ainsi que les précieux souvenirs que nous gardons de ce pays et du temps que nous y avons vécu, nous portent à lui témoigner toute notre estime et à l'aimer comme notre seconde patrie.

Nous exprimons notre grand respect et notre profonde reconnaissance à nos maîtres et à nos professeurs, dont les précieux enseignements nous ont inspiré tant d'idées, enrichissant ainsi notre esprit et développant notre culture.

Le but de nos études, ainsi que notre idéal, a toujours été de nous rendre capable de servir dignement notre pays. Ce pays, qui a défendu si courageusement la cause de l'humanité et de la civilisation dans les temps les plus reculés

de l'histoire des peuples, a été éclipsé un moment par les gros nuages du temps ; mais il se relève aujourd'hui, se rappelle de son passé glorieux et prend conscience de sa destinée et de son rôle dans la collaboration internationale vers le progrès. Et cela, grâce aux efforts inlassables, à la volonté ferme, au dévouement sans bornes et à la grandeur d'âme de notre Auguste Souverain, Sa Majesté Impériale Reza Chah Pahlavi.

INTRODUCTION

Depuis la guerre et spécialement à partir de l'apparition de la crise mondiale, on ne connaît guère de pays, qui n'ait subi sinon la crise, du moins des difficultés sérieuses dans son mécanisme monétaire. La guerre, entre autres malheurs, a provoqué l'inflation dans les pays belligérants, de sorte qu'à l'issue de la catastrophe, la maladie monétaire était un fait général.

Dans certains pays, l'atteinte était si grave que la démonétisation était la seule voie de délivrance. Tel le cas de l'Allemagne et le sort du Reichsmark.

Dans d'autres pays, tel que la France, la dévaluation de la monnaie étant déjà un fait accompli, il n'y avait plus que la stabilisation à souhaiter. La réalisation de celle-ci fut faite le 25 juin 1928 par de grands et admirables efforts.

Si la Grande-Bretagne, persévérante et tenace dans sa politique monétaire, est parvenue au prix de grands sacrifices à la revalorisation intégrale de la livre en 1925, ce n'est qu'un cas exceptionnel.

A peine l'équilibre monétaire était établi en Europe que la crise économique, dont les prodromes étaient discernables depuis 1925-1927, éclate en 1929. La vague de méfiance qui a déferlé sur l'Europe centrale, grande débitrice de l'Angleterre, à la suite de la défaillance du Kredit Anstalt autrichien, jointe au déficit de la balance des

comptes, et au déséquilibre budgétaire, provoqua la crise de crédit et détermina la sortie des capitaux étrangers en Grande-Bretagne. Celle-ci se trouva obligée de suspendre la convertibilité de la livre en or (21 septembre 1931).

Presque aussitôt, les pays, dont les monnaies étaient rattachées plus ou moins à la livre, en raison de la couverture en livres de leur encaisse, ou bien pour des raisons purement commerciales, abandonnèrent l'étalon-or.

Notre pays, ayant nouvellement adopté l'étalon-or, avait deux raisons pour se raviser en se détournant du métal jaune ; d'abord une grande partie de son encaisse consistait en livres Sterling, déposées dans les grandes banques à Londres, ensuite, vu l'importance du commerce extérieur de l'Iran avec l'Angleterre et la hausse des prix, qui en aurait résulté, par rapport aux pays ayant répudié cet étalon, aurait rendu impossible le commerce d'exportation de notre pays.

Nous avons divisé cet exposé en trois parties :

La première partie est consacrée à l'étude historique de la monnaie iranienne depuis les premiers Achéménides jusqu'à notre siècle. Il est bien entendu que ce sommaire ne contient pas toute l'histoire monétaire de notre pays. Ce sont les grandes lignes seules, que nous avons essayé de dégager et de mettre en relief, pour donner une idée aussi exacte que possible, de l'évolution de notre système monétaire et des vicissitudes dont il a été l'objet au cours des siècles.

Les documents sur la période archaïque de notre histoire (les Achéménides, les Arsacides et les Sassanides) sont abondants et développés, à cause de l'intérêt que les grands érudits et savants ont pris à notre numismatique.

Dans la seconde partie, nous traitons de la crise et de la chute de l'unité monétaire de notre pays. Cette dernière ayant été basée sur l'étalon-argent, c'est la dépréciation de ce métal corroborée par une balance des comptes défavorable ainsi que par la spéculation, qui a déterminé la crise du change en Iran. Nous parlerons de différentes lois, qui sont intervenues en vue de réagir contre cette crise, telles la loi sur le contrôle des devises étrangères et la loi sur l'étalon-or. Le vote de la loi adoptant cet étalon, attendu depuis si longtemps, compte pour l'événement le plus important survenu à la suite de la crise du change.

Remarquons les répercussions qu'un fait économique est susceptible d'engendrer sur l'ensemble du système, à cause de la complexité et de la solidarité même de tous les rouages économiques d'un pays. De là, la nécessité de ne pas se borner au seul sujet dont il s'agit dans notre étude, mais de prendre aussi en considération les autres faits et phénomènes connexes, subissant l'effet du mouvement et réagissant à leur tour. Aussi, avons-nous entrepris, après l'étude proprement dite de la crise du change et de la loi concernant l'étalon-or, de mettre en lumière l'état de la balance des comptes, qui nous a amené à parler du commerce extérieur et de la balance commerciale. Nous verrons l'inquiétude causée par l'état déficitaire de cette dernière, conduire le Gouvernement à projeter et à faire voter la loi sur le monopole du commerce extérieur. Enfin dans le même ordre d'idées, nous avons mis à jour l'état de l'équilibre budgétaire de notre pays.

La troisième partie commence par la crise monétaire en Angleterre. Nous avons expliqué les raisons pour lesquelles on a suspendu l'étalon-or en Iran à la suite de son aban-

don par la Grande-Bretagne. On est revenu, en fait, à l'étalon-argent par la loi du 13 mars 1932. Enfin, la situation économique après la loi du 13 mars 1932, le change, les prix, ainsi que l'état de la crise économique en Iran constituent le chapitre final de notre humble travail.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE LA MONNAIE EN IRAN

CHAPITRE PREMIER

DES ACHÉMÉNIDES A L'INVASION ARABE

SECTION I. — Monnayage Achéménide.

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

Au moment de la formation de l'Empire Iranien, les différents pays composant cet Empire, avaient chacun son propre système monétaire. Les pays, tels que la Lydie, les Colonies Ioniennes, et la grande Babylone possédaient, chacun un type particulier de monnayage. La seule puissance, qui ne possédât pas un type monétaire à elle propre était l'Empire lui-même.

C'était, certes, une grande lacune dans un Empire dont les fondateurs avaient pour but de réaliser l'unité et le rapprochement des diverses parties, ainsi que l'établissement des relations économiques et commerciales entre divers pays, soumis à leur domination. Cyrus et Cambyse, les deux premiers Achéménides, eurent trop d'occupations au cours de leurs règnes pour combler cette lacune, c'est-à-dire pour créer une monnaie pour tout l'Empire.

Le troisième prince, Darius, fils d'Histaspe (521-486 av. J.-C.), grand roi organisateur et administrateur, a réalisé le principe de l'uniformité du poids, du titre et des

types des monnaies ayant cours sur toute l'étendue des territoires faisant partie de l'Empire. Le système monétaire établi par Darius a pour principale unité d'or la « Darique », appelée ainsi du nom même de son créateur. C'est au moins l'avis des grands auteurs ¹ numismates, qui ont précédé Ernest Babelon.

Ce dernier prétend que le nom de la Darique est bien antérieur à Darius et que cette monnaie est d'origine chaldo-assyrienne. D'après Ernest Babelon, on trouve le nom « Dariku » mentionné dans les documents cunéiformes, datés les uns du règne de Nabonide, roi de Babylonie de 555 à 538, les autres, du règne éphémère du faux Smerdis en 521 (av. J.-C.).

Nous serions hors du cadre de cet exposé en entreprenant le développement de cette discussion étymologique ². Il n'y a pas de doute que le monnayage existait avant Darius, mais il n'est pas moins certain que c'est lui, le Grand Roi Darius, qui a érigé l'institution du monnayage en droit régalien, privilège exclusif de la couronne. Le fait même de donner cours légal à la Darique dans toute l'étendue de l'Empire explique toute l'importance de l'œuvre de Darius, qui a pu imposer sa loi aux divers royaumes, faisant partie de son Empire ; cela nous dispense de chercher la gloire du Grand Roi du côté étymologique de la Darique.

§ 2. — SYSTÈME MONÉTAIRE ACHÉMÉNIDE

La Darique, unité or est du poids de 8 gr. 416 (la mine

1. Madden, Barclay et Fr. Lenormant.

2. On peut trouver le développement de ce sujet dans une thèse de 1933 de M. Kian, intitulée *Introduction à l'histoire de la monnaie et l'histoire monétaire de la Perse des origines à la fin de la période Parthe.*

d'or, unité babylonienne est de 505 grammes et le talent d'or pèse 30 kgr. 300 gr.).

On frappe, à côté de la Darique en or, des sieles médiques en argent, valant le vingtième de la pièce d'or. Le siele est du raport de 1/100 avec la mine d'argent de 561 gr. La mine elle-même est la soixantième partie du talent babylonien d'argent de 33 kgr. 660.

La monnaie divisionnaire était représentée par les pièces d'argent et de bronze frappées par les cités ou par les princes locaux.

En somme, le système monétaire achéménide est un régime bimétalliste d'or et d'argent; le rapport légal entre les deux métaux est de (1 : 13 1/3).

ASPECT ET CARACTÈRES DE LA DARIQUE ET DU SICLE. — La Darique et le Siele se présentent sous forme d'un disque métallique plutôt épais et aplati sur les deux faces, aux bords arrondis.

Sur la face figure le roi couronné d'une tiare dentelée, le plus souvent se tenant sur un genou dans l'attitude d'un combattant, tourné à droite, tenant de la main droite une javeline et de la main gauche un arc ¹.

Darius a entrepris la réforme monétaire et la frappe des Dariques, cinq années après son avènement en 516 avant Jésus-Christ. On peut prendre cette date comme le début du nouveau monnayage, mais comme les pièces ne portent aucune légende, on ne peut déterminer ni leur date ni le règne du monarque sous lequel elles ont été frappées ².

Néanmoins par l'examen du portrait du prince et des caractères artistiques des médailles, on est par-

1. Comte de Gobineau.

2. Clément Huart, p. 122.

venu à déterminer quelques émissions de ces monnaies.

Darius avait eu le soin de faire donner à sa monnaie par l'affinage toute la pureté possible. D'une façon générale, les Dariques et les sicles médiques possèdent trois grandes qualités qui leur donnent le premier rang parmi les monnaies antiques : la pureté de leur métal, la régularité de leur poids et la commodité de leurs divisions pour les changes et les opérations de commerce.

Le grand événement, qui mit fin à la dynastie Achéménide, est l'invasion d'Alexandre. Le conquérant macédonien, pour ménager l'amour-propre des vaincus et s'attirer leur sympathie, eut soin de ne pas bouleverser les habitudes et usages du pays. En ce qui concerne le monnayage, il continua la frappe des Dariques, parallèlement avec les numéraires macédoniens. Cette politique fut suivie, après la mort d'Alexandre, par ses généraux, de sorte qu'il y eut deux systèmes monétaires en usage : celui d'Iran et celui de Macédoine. Nous pouvons donc, sans nous arrêter à cette époque du règne d'Alexandre et de ses généraux, passer directement à la période arsacide.

SECTION II. — Monnayage des Arsacides.

§ 1. — MÉTAL MONÉTAIRE

L'or n'est plus en usage monétaire à l'époque des Arsacides ; les pièces monnayées sont en argent ou en bronze ; cela n'empêchait pas l'entrée des pièces en or par la voie du commerce extérieur. Les dommages de guerre payés par les souverains pendant le règne d'Ardavan IV firent affluer une grosse quantité d'or en Iran.

L'absence des monnaies d'or Arsacides s'explique par le fait que Rome se réservait exclusivement la frappe de ce

métal, et chaque fois qu'elle entrait en relations avec un État, signait un traité, dont un article obligeait l'autre partie contractante à adopter sa monnaie or et à s'abstenir de battre des pièces en or. C'était une façon d'assurer la suprématie de Rome. Le roi Arsacide, bien que vainqueur à plusieurs reprises de Rome, et, pour le moins, grand rival des Romains à l'aveu même de ces derniers, ne pouvait s'affranchir de cette obligation ; car le Sénat romain défendait à ses ressortissants d'accepter aucune autre monnaie or que celle appartenant à Rome, et ils devaient rompre leurs relations commerciales avec les sujets d'un État frappant des pièces or. Les rois Parthes ne pouvaient pas se passer des transactions avec les Romains, sous peine de s'exposer à des pertes économiques et à des difficultés inextricables. C'est donc pour sauvegarder leurs intérêts que les rois Arsacides s'abstinrent de battre de la monnaie d'or.

§ 2. — MONNAIES PARTHES. LEURS TYPES

Les Arsacides adoptèrent le système monétaire en usage à leur arrivée au pouvoir. Les numéraires consistaient à cette époque, en drachmes et tétradrachmes, au nom d'Alexandre ou de ses successeurs, qui s'étaient substitués presque entièrement aux pièces achéménides.

Le drachme pèse environ 4 grammes. Sur le droit des monnaies arsacides on trouve l'effigie du prince de l'époque, de profil ou de face.

Les premières Arsacides sont coiffés du bonnet Satrapal Achéménide, et ils sont rasés. A partir de Mithridate I^{er}, ils portent la barbe longue orientale et sont généralement représentés tête nue, portant le diadème, qui se modifie suivant les époques ¹.

1. M. Kian, *Histoire monétaire de la Perse*.

Pendant le règne de Mithridate II apparaît la tiare arsacide, qui est spéciale à l'Iran. C'est un haut bonnet en étoffe, brodé de perles fines ou de pierres précieuses, et qui passe pour le symbole de la puissance.

Les revers des drachmes arsacides présentent l'image d'Arsace I^{er}, fondateur de la dynastie, assis sur un siège, ayant un arc à la main droite. Quelquefois aussi, on trouve sur le revers à côté d'Arsace I^{er} Jupiter, assis sur un trône tenant un long sceptre. Cela montre l'hellénisme de l'Asie occidentale dans cette période d'autant plus que l'écriture des monnaies arsacides est aussi en grec.

Les légendes sont souvent l'imitation des monnaies grecques ; au début, l'inscription consistait en ces mots : « le roi Arsace », un siècle plus tard, on trouve : « le roi des rois, justicier, célèbre, généreux, ami des Grecs ».

Sur les monnaies des derniers Arsacides il y a aussi des mots pahlevis en plus de l'écriture grecque. On trouve la date, sur bon nombre de pièces, surtout à l'époque de Phraate IV, où presque toutes les pièces sont datées.

SECTION III. — Période Sassanide.

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

A l'avènement d'Ardachir Bâbékan, fondateur de la dynastie Sassanide, il y avait deux systèmes monétaires différents dans le pays : l'un d'après les pièces or romaines et l'autre suivant les numéraires en argent des Arsacides. Toujours avec le même souci d'épargner au pays des malaises et d'éviter d'entraver le commerce, le grand roi Sassanide trouva sage de garder l'état de choses existant.

Les pièces d'or appartenant à l'époque de Sâpur I^{er} et II (Châpour) ont aussi des liens avec les monnaies or romaines.

Le poids des monnaies or sassanides varie entre 14 gr. 8 et 0 gr. 86.

Quant à la monnaie d'argent, c'est le drachme, qui continue à circuler, mais il ressort des recherches qu'à l'époque Sassanide le mot « drachme » n'était plus en usage et la pièce d'argent s'appelait : « corché » ; ses poids atteignent 4 grammes à 4 gr. 7 et les divisions de cette monnaie étaient : $\frac{2}{3}$ $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{3}$ $\frac{1}{6}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{15}$.

On a évalué le prix du drachme à 88 centimes de franc français d'or.

Dans les hôtels de monnaie Sassanides, on déployait de multiples efforts pour réduire au minimum la différence de poids entre les pièces. Les historiens attachent une importance particulière à l'exactitude du poids des numéraires et louent les bons directeurs de la monnaie de ce temps-là. Toutefois la différence de poids ne pouvait pas être moins de $\frac{1}{15}$ de gramme et pour les pièces lourdes elle atteignait $\frac{5}{100}$. Cette différence était tolérable ¹.

§ 2. — ASPECT DES MONNAIES SASSANIDES

L'époque Sassanide compte pour la période la plus magnifique et la plus glorieuse de la civilisation iranienne. La splendeur et la pompe de ses rois se retrouvent encore aujourd'hui sur les bas-reliefs et les monnaies qu'ils ont laissés.

Ardachir I^{er} a fait frapper de belles pièces d'après les modèles arsacides, où le roi à barbe longue est représenté portant sur la tête la tiare à perles ². Sur ses monnaies plus récentes, la tiare a été munie d'un sommet en forme de ballon, qui est peut-être le symbole du globe terrestre ou du

1. Voir M. Pir Nia, *Irané Bastan*, p. 402.

2. Voir Christensen, *L'empire des Sassanides*, p. 89.

globe céleste. Sur un des côtés se trouve l'inscription pahlevi.

Châpour I^{er} porte une couronne dentée d'une forme particulière ornée du ballon. Le type de monnaie créé par ce roi est maintenu par les règnes suivants, seulement la couronne change ; tantôt elle porte des dents aiguës, tantôt elle a la forme d'un bonnet rond enfermé dans un diadème bas et denté ; tantôt ce bonnet est orné de rameaux à feuilles ; quelquefois le bonnet représente un aigle, la tête en avant et les ailes déployées, etc. Mais toujours la couronne est surmontée du ballon, qui décroît un peu pourtant pour chaque roi.

Bahram IV avait commencé à placer un croissant devant la couronne, et depuis le temps de Péroze (Piroûze), cette innovation est souvent imitée.

Khusrau I^{er} maintient le croissant devant la couronne en y ajoutant une étoile.

Khusrau II reprend la couronne ailée portée déjà par Péroze, mais ici, le globe provenant du ballon d'Ardachir s'est transformé en étoile.

Au revers de toutes les monnaies sassanides on voit le Pyrée¹. Généralement il y a aussi deux prêtres se tenant debout sur les côtés du Pyrée.

On trouve sur les monnaies des inscriptions en pahlevi comme : « Ardachir, adorateur d'Ahoura — Mazda, Roi des Rois spirituel de l'Iran et rejeton du ciel. »

Au début, la seule légende inscrite sur la monnaie était : « le Feu d'Ardachir », plus tard y figuraient aussi la date et le lieu de la frappe. D'après quelques historiens, à l'avènement de chaque prince on fondait la réserve du Trésor pour en frapper de nouvelles pièces au nom du nouveau roi.

1. Le foyer ardent dans la religion de Zoroastre.

CHAPITRE II

DE L'INVASION ARABE AUX SAFAVIDES

§ 1. — Lorsque les Arabes imposèrent leur domination aux pays d'anciennes civilisations, tels que l'Iran, l'Égypte, la Syrie, etc., ils adoptèrent les monnaies de ces pays. Ils imitèrent les monnaies d'argent des Sassanides en Orient et les pièces en cuivre byzantines en Occident ; la monnaie en usage en Afrique était celle en or de Byzance.

L'État islamique ne s'occupa de la frappe qu'en l'année 18 de l'Hégire, pendant le règne du second Kalife, Omar. Les monnaies battues à cette époque n'étaient que celles des souverains Sassanides avec les mêmes signes et empreintes : sur la face l'effigie du prince Sassanide, et, sur le revers le Pyrée, le nom de la ville et la date de la frappe. La seule caractéristique de ces monnaies était l'inscription de quelques versets du Coran (Loué soit Dieu, Mahomet est l'envoyé de Dieu, etc.), sur certaines d'entre elles.

Les premières monnaies arabes furent frappées en l'an 40 de l'Hégire, leurs inscriptions étaient en écriture arabe. La frappe monétaire fut régularisée au règne d'Abdol Malék Marvân, an 76 de l'Hégire et l'on eut trois sortes de pièces :

1^o Les pièces d'or appelées « dinars » qui vient du « denarius » romain, du poids de 4 gr. 3 ;

2^o Les pièces d'argent nommées « derhames » ayant pour

origine la drachme grecque et dont le poids maximum atteint 3 grammes ;

3^o Les monnaies de cuivre au nom de « folousses », imitées des Grecs.

Au début, 10 derhames équivalaient à un dinar ; plus tard, par suite de la frappe de différents dinars, la valeur atteignait jusqu'à 15 derhames.

Bientôt les numéraires arabes se substituèrent aux pièces sassanides et acquirent le cours légal en Iran. Ces nouvelles pièces restèrent semblables au point de vue de leur forme et de leur poids. Sur les monnaies on inscrivait souvent les versets coraniques en écriture koufide, sans aucune effigie ni images (la reproduction des êtres animés sous forme de dessin ou de sculpture était prohibée par la religion comme mesure de défense, probablement, contre le fétichisme).

Sur les espèces en argent et en cuivre on écrivait le nom de la ville et la date de la frappe ; y figurait aussi le nom du Kalife sous le règne duquel la pièce était battue. Au temps de Haroun al Rachide ¹, on ajoutait également le nom du Vizir « Djafar ² », qui avait obtenu la maîtrise de la Monnaie. Les pièces monétaires portant le nom Djafar étaient très recherchées et jouissaient d'une grande popularité par la qualité de leur titre.

§ 2. — A la décadence des Abbassides, il apparut en Iran des gouverneurs, qui n'étaient soumis au Kalifat que nominalelement ; certains même combattaient le Kalife et se déclaraient ouvertement indépendants, agissant de la sorte comme des rois locaux.

1. Kalife de la dynastie Abbasside.

2. De la famille Bérakmé, d'origine iranienne et très estimée par les Abbassides.

Les monnaies frappées à cette période comprenaient, outre le nom du Kalife celui du roi de l'époque. L'écriture koufide avait fait place à celle de naskh sur les pièces.

La majeure partie des frappes des dynasties Tahérides Saffarides, Samanides, Ziarides et Bouides était en argent (les Bouides battirent des pièces d'or aussi). Les rois Gaznavides et Seldjughides ont des monnaies d'or et d'argent. La plupart des monnaies mongoles sont en argent.

L'existence des dinars de Tchanguise Khan et les derhames d'Arghoun Khan, ainsi que les espèces frappées par Teymour et les derhames de Schahrokh, témoignent de la frappe et du cours légal des dinars et des derhames à la période mongole en Iran.

D'une façon générale, les dinars et les derhames étaient les unités monétaires officielles de l'Iran, depuis l'invasion arabe jusqu'aux Mongoles ; seulement, le poids et le titre de ces monnaies variaient suivant les époques, pour atteindre une valeur de plus en plus réduite.

Il y a lieu de considérer qu'après quelques siècles de leur cours, le dinar signifiait dans la langue populaire, la monnaie d'or et la derhame, la monnaie d'argent.

Par exemple, les rois mongoles, avaient une monnaie d'or au nom d' « Alten » et appelé dinar par les Iraniens, ayant pour valeur les $\frac{3}{5}$ de dinar du début de l'Islam.

Au début du ^{vi}e siècle de l'Hégire furent frappées des pièces d'argent nommées « bistis », appartenant vraisemblablement à l'époque de Sultan Mahomoud.

Depuis les Seldjughides et après eux pendant la période mongole on employait le mot « touman » pour désigner dix mille dinars. En réalité, la valeur du dinar avait tellement baissé que l'on ne s'en servait plus que comme monnaie

divisionnaire ou comme monnaie de compte. Cet état de choses provenait évidemment de la mutation monétaire. Les rois, particulièrement à l'époque des Mongoles, trouvaient une source de profits en diminuant le poids et le titre des pièces monnayées.

CHAPITRE III

PÉRIODE SAFAVIDE. — RÈGNE DE NADIR CHAH

§ 1. — PÉRIODE SAFAVIDE

A cette époque le métal monétaire est l'argent ; les pièces d'or ne sont battues qu'à l'avènement des rois ou à l'occasion de la fête de Novrouze pour faire des libéralités au peuple. Ces pièces d'or, qui ne sont point des monnaies courantes peuvent valoir environ cinq francs et sont au titre des ducats d'Allemagne ¹. Les espèces en or n'ont pas un nom spécial et s'appellent « Or » ou « Achrafi ».

Quant aux espèces d'argent, il y en a quatre : les Abassis, les Mahmoudis, les Chahis et les Bistis. Les monnaies divisionnaires sont en cuivre et s'appellent Kasbakés ; il y en a de simples et de doubles.

D'après Tavernier, le simple Kasbaké vaut cinq deniers et une maille, le double vaut onze deniers. Les quatre simples ou les deux doubles valent un Bisti. Les dix simples Kasbakés ou les cinq doubles valent un Chahi. Deux Chahis font un Mahmoudi, et deux Mahmoudis font un Abassi. L'Abassi vaut 18 sols, 6 deniers.

Toutes ces espèces d'argent sont rondes, hormi le Bisti, qui est oval. On voit d'un côté le nom du roi sous le règne duquel la pièce a été battue et de l'autre le nom de la ville avec l'année de l'Hégire de Mahomet.

En ce qui concerne la monnaie de cuivre, d'un côté, il y

1. Tavernier, livre I, chap. XII, *Des monnaies de Perse*, p. 109.

a un lion avec un soleil sur le dos, de l'autre côté le nom de la ville où elle a été fabriquée.

Dans tout le littoral du Golfe Persique, il y avait une espèce monétaire appelée Larin ayant cours jusqu'à l'île de Ceylan. Cette monnaie est un fil d'argent plié en deux de grosseur d'un tuyau de plume ordinaire et long de deux travers de doigt environ. Sur ce fil d'argent ainsi plié on voit le nom du prince dans le pays duquel cette monnaie a été fabriquée. Les huit Larins font un Or, et les quatre-vingt Larins font un Toman. Un Or n'est pas le nom d'une espèce, mais seulement une manière de compter entre les négociants, et un Or fait cinq Abassis.

Un Toman n'est pas non plus une espèce de monnaie, mais seulement une manière de compter.

En résumé, l'unité monétaire, au début des Safavides était Mahmoudi, unité d'argent dont la valeur était de 100 dinars. (Le dinar était une unité de compte.)

A l'époque de Chah Abas le Grand, on frappa une monnaie d'argent au nom d'Abassi, équivalant à 200 dinars et du poids de 8 gr. 43.

Le Toman valait 50 Abassis ¹ et était équivalent à trois livres sterling et sept shillings.

Rappelons que les derniers rois Safavides diminuèrent le poids des pièces d'argent. Le Toman valait seulement deux livres, six shillings et huit pence, au temps de Chah Suleiman et ne valait que deux livres et quatre shillings à l'époque de Chah Sultan Hussein.

Une autre observation : les espèces monétaires n'étaient pas de quantité suffisante, à l'époque des Safavides, pour répondre aux besoins des transactions.

1. Ou 10.000 dinars.

§ 2. — PÉRIODE DE NADIR CHAH

Lors de la conquête de l'Inde, Nadir Chah emporta un butin appréciable de ce pays, constitué par des métaux précieux, des pièces monnayées d'or et d'argent et des bijoux. D'après Sir John Malcolm, la valeur de ce butin est de 70 à 30 millions de livres sterling. Sur les espèces monétaires les appréciations sont divergentes ; ce qui est certain, c'est que l'expédition des Indes fit affluer une quantité remarquable de pièces d'or et d'argent en Iran et porta remède à la pénurie monétaire, qui était apparue à la fin de l'époque Safavide.

Les pièces d'argent ayant cours à l'époque de Nadir sont les suivantes :

La pièce de 500 dinars, qui est la même chose que la roupie ou le Nadiri.

La pièce de 300 dinars ou six chahis.

L'Abassi, qui est de 200 dinars.

La pièce de 100 dinars ou Mahmoudi.

Le Chahi = 50 dinars.

Le Bisti = 20 dinars.

Le Kasbaké = 5 dinars.

Les pièces en or sont les Achrafis, qui sont de plusieurs variétés. Il y a l'Achrafi de trois ducats au poids de 10 gr. 944 et l'Achrafi du Bukhara à 4 gr. 608 ; il faut signaler aussi l'Achrafi de Meched, l'Achrafi de Nadir Chah et l'Achrafi ture ou Fandougli, ainsi que l'Achrafi au titre des ducats hollandais, qui pèsent invariablement 3 gr. 456 ¹.

1. Equivalent à 18 nokhod.

CHAPITRE IV

LES KADJARS

Quelques espèces monétaires de l'époque de Nadir Chah continuèrent à avoir cours pendant le règne des Zandes et le début de la dynastie Kadjar; cependant les pièces d'argent de Chahi, Abassi et Mahmoudi se mirent à disparaître et l'unité monétaire fut la pièce de mille dinars, dixième de Touman. Cette dernière fut appelée « Sahebkrân » à la trentième année du règne de Fataliⁱ Chah et prit la dénomination de « Krân » dans l'usage. Il y avait aussi la pièce de demi-krân appelée « Pahnabade » (Panahabade).

À l'époque de Fatali Chah, une grande quantité de ducats hollandais fut importée en Iran par la voie de la Russie. Les ducats hollandais ainsi que les pièces d'or iraniennes s'appelaient « Badjagli » à cette époque¹.

Kechvarsetan était le nom de la pièce en or du poids de 3 gr. 456 ayant cours à la fin du règne de Fatali Chah.

Quelques autres espèces courantes à la même époque (règne de Fatali Chah) étaient :

Karapoule ou Poule, espèce en cuivre égale à 1/2 chahi ou 25 dinars. Djendak, pièce de cuivre, égale à 12,5 dinars et ayant cours à Khorassan. Plus tard, ces espèces en cuivre furent remplacées par des pièces en nickel.

1. Voir Djamal Zadeh, *Gandjé Chaïgan*, p. 173 et s.

Ghaz était une monnaie de compte équivalent à 5 dinars, et Chahi, monnaie de cuivre égale à 50 dinars, équivalent à 2 Poules ou à 10 Ghaz.

Règne de Nassérod-Dine.

Réforme dans l'Hôtel des Monnaies.

Au début du règne de Nassérod-Dine le poids légal du Kran était 5 gr.367 (28 nokhod) contenant 95 p. 100 d'argent pur. A cause de leur titre avantageux, ces Krans prirent bientôt la route des Indes et les bonnes pièces d'argent se raréfèrent de plus en plus sur le marché national pour faire place aux mauvaises. Ces dernières provenaient de la frappe des différentes villes. Les gouverneurs obtenaient le droit de battre monnaie, en payant forfaitairement chaque année une somme déterminée au Directeur Général de la Monnaie. Pour augmenter la source de leurs profits, ces dits gouverneurs diminuèrent le titre du Kran dans la mesure du possible. Ainsi voyait-on une différence de 20 à 30 p. 100 entre les Krans de Téhéran et ceux des autres villes comme Hamadan, Tabriz, Meched, Estrabad. On ne pouvait se servir de ces Krans dans les transactions qu'en payant deux ou trois chahis de plus pour chaque Kran.

D'autre part, l'État ne retirait pas de la circulation les pièces usées ayant diminué de valeur, et les possesseurs étaient obligés de les vendre aux bijoutiers. C'était encore une raison pour raréfier les pièces monétaires légales dans le pays.

En 1863 le ministre d'Iran à Paris¹ reçut l'ordre de Nassérod-Dine d'acheter des nouvelles machines et l'outillage nécessaire pour l'institution d'un Hôtel des Monnaies moderne.

1. Hassan Ali Khan Garroussi Amir Nézam.

Pour mettre de l'ordre dans le nouvel établissement, un fonctionnaire de la Monnaie autrichienne, Pechan, fut engagé et en 1874, on réussit à frapper des pièces pour la première fois dans le nouvel établissement monétaire.

Les examens de Pechan sur les vieux Krans à cours légal démontrèrent que leur poids variait entre 4 gr. 90 et 5 gr. 01 et leur titre entre 760 et 900 /1.000. On peut bien se rendre compte de la gêne subie par la population à cause de la différence de l'unité monétaire dans les diverses parties d'un même pays.

Pechan proposa à l'État de frapper dès lors des Krans, qui auraient 5 grammes de poids et 90 p. 100 de titre et seraient de valeur égale à celle du franc français.

D'après cette proposition on battit en 1877 une quantité de Krans portant sur le droit le nom et le titre du roi, entouré d'une marge de feuilles de chêne. Sur le revers on trouvait l'armoirie de l'Iran (le lion portant le soleil sur le dos et tenant un sabre à la main) entourée moitié par des feuilles de chêne et moitié par des feuilles de laurier-rose et surmontée de la couronne Kianide ; en bas étaient inscrites la somme et la date de la frappe. Le lieu de la frappe était écrit sur le droit.

Quant à la valeur du Kran, on ne suivit pas la proposition de Pechan et le titre en fut encore diminué.

Le directeur de la Monnaie en ce temps était Aminos-Soltan, et les nouveaux Krans frappés à son époque prirent le nom de Kran Aminos-Soltani dans l'usage courant.

Les pièces d'or (Achrafis), équivalant à dix Krans devaient être d'un poids de 3 gr. 456 au titre de 95 p. 100 d'or fin avant 1876. Dans ces conditions, la valeur d'un Achrafi en francs français serait de 11 fr. 40 ; mais au moment de la frappe, le poids en était au-dessous du poids

normal et le prix moyen des pièces n'était que de dix francs. C'était à cause de cette différence entre le poids et le prix des Achrafis que l'on se trouvait obligé à peser les pièces lors des transactions.

En 1876, Pechan fit battre des Achrafis ayant 3 gr. 206 de poids au titre de 90,55 de fin. Ces nouvelles pièces valaient exactement dix francs.

La monnaie divisionnaire était en cuivre jusqu'à 1900 et consistait en chahi (50 dinars) et demi-chahis. Depuis lors, on ne battit que des pièces en nickel d'un chahi et de 100 dinars (2 chahis), et on ne vit plus de monnaie de cuivre dans la circulation.

Pénurie monétaire.

A cette époque, il n'y avait pas de mines d'argent en état d'exploitation dans le pays, et on était obligé d'importer le métal blanc de l'étranger pour alimenter l'Hôtel des Monnaies.

Les lingots d'or et d'argent, entre autres trophées et butins que Nadir avait emportés avec lui de l'expédition de l'Inde¹, servirent pendant longtemps, la cause de la frappe, dans les Monnaies en Iran. Un siècle plus tard, à l'époque que nous envisageons ici, plusieurs causes contribuèrent à la pénurie d'argent :

1^o Une certaine quantité d'argent était nécessaire pour la consommation industrielle (bijouterie, etc.) ;

2^o On entassait, sans aucun autre profit que d'avoir une réserve, une quantité de pièces d'or et d'argent dans le Trésor (à partir de 1847 on thésaurisait, par ordre de Nas-

1. En 1745.

sérod-Dine, chaque année une somme d'un demi-million de tomans);

3° La Banque Impériale de Perse gardait en réserve une quantité de métal précieux en contre-partie de ses émissions ;

4° Les particuliers montraient un goût acharné pour la thésaurisation ;

5° Les importations dépassaient de beaucoup les exportations, et le déficit était comblé par la sortie d'or et d'argent. Un chiffre donné par Lord Curzon ¹ à cet effet est bien significatif : en 1889 les exportations de l'Iran atteignirent 7.442.000 tomans et les importations 13.696.900 tomans.

Dans ces conditions on avait de plus en plus besoin des métaux précieux étrangers. Dans certains endroits du pays, les pièces monétaires iraniennes avaient même, pour ainsi dire, disparu. Dans son rapport de 1880, le Consul britannique à Tabrize, Abbot, écrit à ce sujet :

« Le défaut, ou plutôt la disparition complète de la monnaie dans cette province (Azerbaïdjan) a porté atteinte aux transactions et causé de lourdes pertes aux commerçants. Tout l'argent de la province est attiré à Guilan pour régler les achats de soie effectués par les commerçants d'Azerbaïdjan et de là prendra le chemin de Téhéran en fin de compte ; voilà pourquoi les pièces d'argent russes (20, 15 et 10 Kopeg) ont pris cours dans cette province.

« Dans ces conditions, les négociants européens se trouvèrent obligés de remédier au mal ou de renoncer au commerce avec l'Iran. Ils se mirent donc à importer des lingots ; dans les deux derniers mois on a importé ainsi

1. Persia and the Perian Question.

40.000 livres sterling de lingots d'argent de l'Angleterre à Téhéran pour être frappés à la Monnaie. Si l'on obtient des résultats satisfaisants, l'affaire prendra de plus en plus de développement. »

Les mêmes difficultés avaient pris jour dans le Sud. Il y a lieu de citer à cet effet le rapport du Consul russe à Bouchir, rédigé en 1877 : « Le manque des pièces d'or, d'argent et de cuivre est un grand obstacle pour les transactions commerciales et risque d'arrêter les roues du commerce s'il ne trouve pas de remède. L'or a complètement disparu, l'argent est sur le point de disparaître, et on se procure très difficilement le cuivre. Il paraît que la meilleure solution est l'institution d'une Monnaie à Bouchir ¹. »

Exploitation de la Monnaie.

On avait adopté le système de la concession au début. Nous citons quelques passages de Lord Curzon, consacrés à ce sujet :

« Le Maître de la Monnaie paie annuellement à l'État 5.000 tomans pour le droit de concession. Il reçoit 5 p. 100 de droit pour chaque quantité de métal qu'il frappe ; mais il ne renoncera pas cependant à ses autres profits. En 1889, les pièces d'argent contenaient 881 2/3 de métal fin sur mille et les pièces d'or en contenaient 885 1/2, le reste était de cuivre. Autrefois le concessionnaire payait une plus grande somme à l'État et gagnait beaucoup par la frappe des pièces en cuivre ; mais à cause de la dévaluation honteuse des pièces courantes, on lui retira la concession. Néanmoins on lui rendit la permission de frapper les pièces en cuivre pour une durée de six mois, et il s'engagea

1. Djamel Zadeh, *Gandjé Chaïgan*, p. 175.

à payer annuellement 25.000 tomans pour le droit de concession. »

La frappe des pièces divisionnaires en cuivre était, certes, une source de profits pour le Maître de la Monnaie, car leur valeur intrinsèque était bien au-dessous de leur valeur monétaire et légale. Mais l'exagération fut telle, dans cette voie, qu'en 1899 un kran valait 80 ou 83 chahis, autrement dit, la valeur monétaire des pièces en cuivre fut égale à leur valeur métallique. En 1900 l'État adopta le nickel pour frapper les pièces divisionnaires et pour ce qui restait des pièces en cuivre, admit une équivalence de 40 chahis à un kran. Aujourd'hui, on ne voit plus guère de pièces en cuivre.

Avant le régime constitutionnel de 1906, les particuliers concluaient des contrats avec l'État pour l'importation et le transport de l'argent métal pour la Monnaie ; à partir du nouveau régime, l'importation, ainsi que la détermination de la quantité du métal blanc furent exclusivement réservées à l'État. Tout le métal frappé à la Monnaie était acheté préalablement par l'État, qui payait les détenteurs en numéraire.

Les vieux Krans se mirent à disparaître. Quant à la Monnaie, d'assez bonne heure, la concession en fut abolie et le fonctionnement assuré par la régie. En 1897, l'État engagea un fonctionnaire belge nommé Angloss, pour mettre de l'ordre dans l'établissement de la Monnaie. Il remplit honnêtement ses fonctions et créa une nouvelle organisation qui dure jusqu'aujourd'hui.

Il ne nous reste plus à envisager sur la partie proprement historique de la monnaie en Iran, que les variations du prix de l'argent métal et ses répercussions sur l'unité monétaire, le Kran.

Nous avons préféré de traiter cette question dans la seconde partie de notre exposé étant donné qu'elle était la cause principale donnant lieu aux lois monétaires nouvelles et à la réforme monétaire contemporaine en Iran.

CHAPITRE V

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'IRAN

SECTION I. — État économique de l'Iran dans les trois derniers siècles.

Il nous est impossible dans ce court exposé d'entrer dans l'étude de l'histoire du commerce en Iran. Nous y ferons allusion cependant à partir du ^{xvii}e siècle, et nous citerons quelques traités et concessions pour nous mettre au courant de l'évolution économique à notre époque.

§ 1. — DÉCADENCE DU COMMERCE AU MOMENT DU TROUBLE AFGHAN. ÉPOQUE DE NADIR CHAH. LES ZANDES ET LES KADJARS.

Le prestige que le Chah Abbas le Grand avait donné à son empire, s'écroula pendant le règne du dernier roi Safavide.

Le roi Chah Sultan Hossein, personnage superstitieux et faible d'esprit, était sous l'influence du clergé : il confia les affaires de l'État à l'intrigue des courtisans et des mollah¹. C'est pendant son règne que les gouverneurs des provinces s'insurgèrent. Un de ces gouverneurs, Mir Veiss Afghan, se révolta et tua le gouverneur de Ghandahar² ; après lui,

1. Le clergé.

2. Province très importante à l'Est, chemin du commerce avec l'Inde et qui appartenait aux rois Safavides.

son fils Mahmoud, mena les Afghans vers Ispahan. Les Grands et les chefs iraniens, mécontents du mauvais traitement et des abus des courtisans et du clergé restèrent indifférents et Ispahan tomba entre les mains des Afghans. Ils se livrèrent au pillage et massacrèrent la population au grand regret des Grands, qui se rendirent compte de la gravité de leurs erreurs. L'anarchie et le désordre causés par les Afghans en 1130 (1720) dura jusqu'à 1142 (1730).

L'avènement du Nadir est une période de grandeur et de gloire pour l'Iran. Mais Nadir, presque toujours pris avec les guerres intérieures et extérieures, n'avait pas l'occasion de s'occuper sérieusement du commerce et de l'industrie. Cependant, chaque fois que l'occasion fut favorable, il ne manqua pas d'y apporter des améliorations. L'une des guerres les plus importantes du Nadir fut avec les Ottomans. Il réussit à les chasser du pays et dans le traité qu'il signa avec la cour d'Istamboul, il fut convenu que les marchandises iraniennes payeraient seulement le tarif général et ordinaire en douane et que les dites marchandises seraient exemptes des péages et des charges exorbitantes dans l'intérieur de l'État ottoman.

Lorsque les Russes évacuèrent, sur un simple message de Nadir, le territoire de l'Iran (les côtes de Darband, la Caucasic et le Guilan), il y eut des arrangements amicaux concernant le commerce, entre Pierre le Grand et Nadir. Il est bien probable que si Nadir avait trouvé quelque temps libre, il aurait fait des efforts pour le relèvement économique et commercial du pays.

Les dernières années du règne de Kerim Khan le Zand furent pour l'Iran — tout au moins pour le Sud de l'Iran — une période de paix et de prospérité commerciale; malheureusement cet état de choses fut anéanti après sa mort et les

troubles intérieurs reprirent et portèrent atteinte à la paix.

LES KADJARS. — Le premier prince de cette dynastie, avant d'arriver au trône, gouvernait avec beaucoup d'autorité dans la province d'Isterabad. Un Russe nommé Vovanowitch, parti avec une flotte d'Astrakan, arriva à Isterabad et sollicita d'Agha Mohamet Khan l'autorisation de construire un établissement pour leur commerce.

On se rendit compte ensuite que les Russes avaient construit une forteresse à 70 kilomètres d'Isterabad pour y loger des canons et des munitions. Agha Mohamet Khan invita Vovanowitch et les officiers russes et leur fit une réception étrange en les rendant prisonniers. On obligea les Russes à réembarquer leurs munitions et à repartir avec leurs vaisseaux ainsi chargés.

Ainsi fut terminé le plan des Russes pour la pénétration de leur influence en Iran.

§ 2. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'IRAN DEPUIS LA RÉVOLUTION DE 1906

A partir de la révolution iranienne de 1906, où le pays a adopté le régime de la monarchie constitutionnelle, le commerce extérieur et intérieur de notre pays a toujours été en progression. Cela se constate par la considération de la statistique douanière, et quoique dans cette période, contrairement à ce qui se passait au temps des Safavides, les importations aient toujours été supérieures aux exportations, cela n'en constitue pas moins un progrès. En effet, la plupart des pays du monde sont en déficit de la balance commerciale, et ce n'est pas toujours un danger tel qu'on le croit.

De toutes façons depuis vingt-cinq ans ce déficit va en s'atténuant, et on aura bien raison d'espérer qu'avec l'indépendance douanière et les mesures prises constamment en vue d'amélioration de la balance commerciale, que nous pourrons arriver à une balance satisfaisante.

En 1319-1320, les exportations étaient de 33,52 p. 100 et les importations de 66,47 p. 100, tandis que dix ans plus tard, en 1328-1329, les exportations atteignent le chiffre de 43,657 p. 100 et les importations 56,343 p. 100.

§ 3. — PAYS EN RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'IRAN

La majeure partie du commerce iranien se fait avec les deux grands pays, l'U. R. S. S. et l'Angleterre.

Quant à l'U. R. S. S. les exportations et importations sont presque égales et après la guerre, quelquefois les exportations de l'Iran ont excédé ses importations. D'après une dernière convention, nos exportations en Russie doivent être de 10 p. 100 supérieures à nos importations vis-à-vis de celle-ci.

Il n'en est pas de même pour l'Angleterre. Les importations provenant de l'Angleterre et de l'Inde sont de cinq à sept fois supérieures à nos exportations dans ces pays.

Après la Russie et l'Angleterre vient immédiatement la Turquie et après elle, la France, l'Allemagne et l'Autriche.

Notre balance commerciale avec la Turquie a toujours été bénéficiaire. Après la guerre surtout, le commerce franco-iranien a pris de l'essor. Les relations commerciales avec l'Allemagne, éclipsées pendant la guerre ont repris et se développent actuellement. Il faut citer les États-Unis qui

ont aussi un commerce d'une certaine importance avec notre pays.

Les autres États en relations commerciales avec l'Iran, surtout après la guerre, sont : l'Italie, l'Afghanistan, les pays Balkaniques, la Pologne, la Hollande, les pays Scandinaves, le Japon et l'Égypte.

SECTION II. — **Traités.**

§ 1. — **TRAITÉ DE GULISTAN**

C'est le traité entre la Russie et l'Iran. Bien que ce traité nous fasse perdre quelques provinces du Caucase au profit des Russes, il nous donne l'égalité des droits sur les autres matières, telles que le commerce, la douane, le transit et la navigation.

Le chapitre 5 de ce traité consacre la liberté de navigation pour les flottes marchandes des deux pays dans la mer Caspienne, et leur donne la jouissance du droit de secours réciproque.

Le chapitre 8 donne la liberté aux caravanes et commerçants des deux pays. Ils ont le droit d'entrée, de séjour et de transit, à condition d'être munis d'un passeport.

Le chapitre 9 détermine les droits de douane. Les marchandises russes doivent payer un droit *ad valorem* de 500 dinars pour un toman et sont exemptées des autres taxes et péages. Le même traitement est consacré aux marchandises iraniennes.

§ 2. — **LE TRAITÉ DE TURKEMANTCHAI**

Vers l'année 1826, de nombreuses plaintes arrivèrent à Téhéran des provinces du Caucase qui subissaient les mau-

vais traitements des Russes. D'un autre côté, l'armée russe avait pris l'état d'agression et occupait irrégulièrement quelques villages d'Iravan.

Ces motifs émurent le clergé et les grands prêtres schiites qui se réunirent à Tehamané Sultanié, où se trouvait le camp de Fatalishah et demandèrent, avec beaucoup d'insistance, la guerre sainte avec la Russie. Le roi accéda à leur désir, malgré les conseils pacifiques du ministre russe.

L'Iran perdit dans cette guerre toutes les provinces du Caucase au delà d'Aras, après une lutte de deux années ; et en 1243 de l'Hégire (1828) le traité du Turkemantchaï intervint entre l'Iran et la Russie.

Ce traité porta la plus grave atteinte au prestige international de l'Iran et l'obligea à accepter la capitulation.

Il est annexé au traité de Turkemantchaï un traité commercial de 9 chapitres.

Le chapitre premier consacre la liberté du commerce des ressortissants de chacun des deux pays, dans le territoire de l'autre.

Le chapitre 3 est le plus important à notre point de vue. Il établit un droit de 5 /100 *ad valorem* pour les marchandises importées de chacun des deux pays dans l'autre. L'État russe s'engage à ne pas faire payer plus de 5 p. 100, les marchandises de l'Iran, même en cas de changement de ses tarifs.

Le chapitre 7 traite des conflits : Entre les ressortissants russes, ainsi qu'entre les sujets russes et les étrangers, le conflit est tranché par des consuls russes. Dans ce cas, le consentement des deux parties est nécessaire pour porter le conflit auprès des consuls. Quant aux conflits entre les ressortissants russes, et les sujets iraniens, c'est le tri-

bunal civil ou religieux qui jugera le différend, mais la présence du consul ou de son délégué et d'un interprète est indispensable pour que la sentence ait la force obligatoire.

Le chapitre 9 traite de la justice pénale et contient des mesures de protection et de privilège à l'égard d'un délinquant russe.

Le principe de capitulation se justifie, dit-on, par le fait que le droit est basé sur la religion dans les pays musulmans, et se confond en quelque sorte avec elle.

Logiquement, le droit ne doit pas être appliqué au non-musulman, celui-ci doit recourir à son consul et revendiquer l'application du droit de son pays.

Cela n'en porte pas moins atteinte à la souveraineté du pays soumis à la capitulation. Les capitulations ont été annulées par la dernière réforme judiciaire et il n'en reste aucune trace à l'heure actuelle.

§ 3. — CONVENTION DOUANIÈRE DE 1901

Pendant le règne des Safavides, la douane était confiée aux fonctionnaires de l'État. A partir du ^{xix}^e siècle on imita le système d'affermage, pratiqué dans les pays d'Europe. On établit des droits de douane dans l'intérieur même du pays et les marchandises exportées devaient payer ces droits aussi bien que les marchandises importées.

Les gouverneurs de provinces taxaient les marchandises de certains droit, tels que le péage, le droit de sécurité, etc. Le traité de Turkemantchaï abolit ces droits sur les marchandises russes et le même régime fut appliqué, peu de temps après, à l'égard d'autres pays. Il ne subsista que le droit *ad valorem* de 5/100 reçu à l'entrée et à la sortie.

La convention douanière du 27 octobre 1901 entre l'Iran et la Russie abolit ce système et le remplaça par un autre.

Le chapitre 1 de cette convention annule les droits douaniers jusque-là en vigueur, et établit un droit de douane nouveau avec les tarifs (a), (b) et (c).

Le chapitre 3 annule le droit de sortie de 5/100 imposé aux marchandises exportées de l'Iran, à l'exception de quelques articles soumis au tarif (c), et le droit de sortie. Ce chapitre renferme en principe la liberté en matière de commerce extérieur.

Le chapitre 4 abolit tout droit de péage.

Enfin, le chapitre 5, qui est très important, abolit l'affermage et prescrit l'établissement des bureaux réguliers de douane sur toutes les lignes frontières.

SECTION III. — Concessions.

Le gouvernement iranien a, depuis les soixante-dix dernières années donné des concessions, soit aux nationaux, soit aux ressortissants des pays étrangers.

LA CONCESSION DE LA BANQUE D'ESCOMPTE DE L'IRAN¹

Lorsque le Gouvernement se mit à emprunter à l'État russe celui-ci trouva nécessaire de fonder une banque en Iran, et en obtint la concession. Mais c'était un instrument du développement de l'influence russe dans notre pays. Au début et pendant longtemps son occupation principale était de concurrencer avec l'Imperial Bank of Persia, banque anglaise.

La Banque d'Escompte fit des exagérations inédites, elle prêta des sommes fantastiques aux courtisans, aux aristocrates, au clergé et à tous ceux qui avaient du prestige et

1. *Gandjé Chaïgan*, p. 87.

exerçaient de l'influence en Iran. La somme prêtée par la Banque était toujours plusieurs fois plus importante que les revenus et le crédit réel de l'emprunteur. La Banque d'Escompte alla si loin dans cette voie qu'en 1322 (de l'Hégire ¹) le ministère des finances russe mit fin au crédit politique de la Banque. On se rendit alors compte que, de 30 millions de roubles, capital premier de la Banque, il ne restait que trois millions. Le reste se trouvait chez les insolvable, parmi l'aristocratie ruinée, les commerçants et le clergé. Rien que dans la ville de Téhéran la créance de la Banque se montait à 16 millions à l'égard des particuliers.

La Banque d'Escompte de l'Iran a été une succursale des finances russes.

Le succès et les progrès de cette Banque sont dus aux efforts et à l'œuvre de Groubi, directeur de la banque à Téhéran. Plus tard, quand la Banque se développa, le Gouvernement russe créa en Iran un ministère de banque, et nomma un envoyé spécial, supérieur hiérarchique, qui devait surveiller et commander le directeur général de la Banque d'Escompte à Téhéran et les directeurs de ses succursales dans les Provinces.

Le premier envoyé, muni de ce grade a été Stroglodsky, qui donna beaucoup de prestige à l'Institution.

La Banque d'Escompte possédait aussi une filiale, qui pratiquait le prêt sur gage, créée par une concession spéciale dont la centrale se trouvait à Moscou.

LA CONCESSION DE L'IMPERIAL BANK OF PERSIA

En 1856 une compagnie anglaise entreprit la construction d'une ligne de chemin de fer de Vienne à Constantinople

1. Correspond avec l'année 1903.

et de là jusqu'au Golfe Persique s'étendant au sud de l'Iran jusqu'aux Indes.

En 1872, un Anglais, le Baron Julius de Reuter¹, voulant poursuivre le même plan, obtint du Gouvernement iranien la concession du chemin de fer de Recht à Téhéran et de Téhéran au Golfe Persique pour une durée de soixante-dix ans.

Le Baron Reuter devait commencer son ouvrage quinze mois après la convention (1874) sous peine de perdre 40.000 livres sterling déposées dans la Banque au profit du Gouvernement.

D'après le contrat, le Gouvernement avait un droit de 20 p. 100 du bénéfice net et un droit de rétrocession de toutes les lignes au bout de soixante-dix ans. En contrepartie, Reuter avait le droit d'exploitation de toutes les mines non concédées, à l'exception des mines d'or, d'argent et de pierres précieuses. Il devait payer à l'État 15 p. 100 du revenu net.

Au cas de découverte d'une mine, il avait droit d'acheter le terrain au prix du terrain ordinaire. Bien plus, le Gouvernement mettait à sa disposition gratuitement tous les terrains nécessaires pour les travaux d'exploitation lui appartenant.

Pour les terrains appartenant aux particuliers c'était encore le Gouvernement qui devait les acheter à ses frais.

Le concessionnaire avait droit d'importer les outils et autres articles nécessaires, sans avoir rien à payer à la douane. Il était aussi exempt de tout impôt et pouvait exporter n'importe quel produit. Le Baron Reuter avait droit de fonder une banque, un établissement de poste et

1. *Gandjé Chaigan*, p. 87.

télégraphe et tout établissement industriel, il avait encore toute liberté pour l'usage des forêts et des cours d'eau.

C'est-à-dire que le Baron Reuter avait obtenu, non pas la concession mais le droit de propriété de tout ce qu'il y avait en Iran.

Heureusement pour l'Iran le Gouvernement se rendit compte de l'étendue de son erreur et se mit à créer des difficultés ; de sorte qu'au jour convenu, Reuter ne réussit pas à commencer l'ouvrage de construction. Par là même, il perdit son droit.

Après seize ans de conflits ¹ et de discussions au sujet de cette importante concession, Nassérod-Dine accorda à Reuter, en dédommagement, la concession de l'Imperial Bank of Persia. Mais Reuter revendiquait encore une somme de 40.000 £ de garantie qu'il avait perdue au profit du Gouvernement iranien.

La concession de la Banque Impériale fut signée à Téhéran, et en voici les stipulations les plus importantes :

Le dit Baron, ses associés ou commissionnaires, ont droit de fonder en Iran une banque sous la nomination de « Banque Impériale de Perse ».

La durée de cette concession est de soixante ans à dater de la signature de la concession.

Le siège central de la Banque est à Téhéran, mais elle peut avoir des succursales dans les villes intérieures et les pays étrangers.

La Banque Impériale, en plus des opérations bancaires, peut, à ses frais ou à ceux d'un tiers, entreprendre toutes les affaires industrielles ou commerciales qu'elle trouvera

1. *Gandjé Chaïgan*, p. 109.

utiles à son but, à condition d'avertir préalablement le Gouvernement de l'Iran.

La Banque ne peut acheter des immeubles que pour son établissement à Téhéran et ses succursales dans les provinces.

Le capital de la Banque est de 100.000.000 francs ou 4 millions de livres sterling, il se formera par l'émission des actions.

La souscription de 25 millions de francs suffit pour qu'on considère la Banque comme étant constituée. La Banque aura le droit d'augmenter son capital et le nombre de ses actions d'accord avec le Gouvernement.

La Banque étant un établissement d'État a le droit exclusif d'émettre des billets payables à vue, ne dépassant pas le montant de 20 millions de francs, sauf autorisation du Gouvernement.

Pour limiter la circulation des pièces d'argent et augmenter les pièces d'or, pendant les dix premières années, la Banque émettrait des billets basés en principe sur le Toman, cependant les circonstances exigeaient qu'au début, l'émission des billets de banque soit basée sur le Kran argent.

La Banque s'engageait à posséder une réserve au comptant, qui serait égale pendant les deux premières années au moins à la moitié, et après deux ans au tiers de ses émissions.

La différence entre la réserve et le total des billets émis sera garanti par des biens, meubles, et immeubles situés en Iran et appartenant à la Banque.

Au début, la Banque n'avait pas le droit d'émettre des billets de moins de 2 tomans, mais elle obtint par la suite celui d'émettre des billets d'un toman.

La Banque et les terrains de ses succursales sont exempts de tout impôt, mais si l'on établit un droit de timbre,

la Banque ne peut accepter aucune traite non timbrée.

La Banque doit payer au Gouvernement 6 p. 100 de ses bénéfices nets annuels. Ce paiement ne peut être inférieur à 100.000 francs (4.000 £). D'après sa constitution, la Banque a l'obligation de prêter au Chah 1 million de francs) (40.000 £) à un taux d'intérêt de 6 p. 100 et pour une durée de dix ans.

Le capital et l'intérêt de cette somme sont imputés sur le droit de 6 p. 100 revenus nets, dû au Gouvernement.

En plus de cette somme, la Banque versera toute avance ou prêt nécessaire, qui seront acquittés au terme convenu. Le total des intérêts sera payé à la fin de l'année financière (20 mars).

La première de ces avances jusqu'à 5 millions de francs (200.000 £) sera faite à un taux de 8 p. 100 d'intérêt.

La Banque a le droit exclusif d'exploiter pendant soixante ans les mines de fer, plomb, cuivre, mercure, houille, pétrole, etc., non concédées à un autre, dans toute l'étendue du territoire. Les pierres et métaux précieux font exception à cette règle.

Si la Banque n'est pas constituée dans la durée de neuf mois à dater de cette concession, la garantie de 40.000 £ sera transférée au Gouvernement, et la concession sera considérée comme nulle et non avenue.

Plus tard, d'autres conventions furent annexées à cette concession.

Le 27 juillet 1889, une convention intervint en vertu de laquelle la Banque devait posséder au moins le tiers de ses billets émis, et l'encaisse ne devait pas dépasser le montant du capital payé.

Ces conventions furent changées à leur tour en 1898 Ministère de Hadj Cheik Mohsen Khan Mochirod-Dowlé),

et le droit de contrôle et de surveillance du Gouvernement sur les billets de banque fut aboli.

D'après la convention de 1898, les avances et prêts ne devaient être versés qu'avec garantie suffisante et leur montant total ne pouvait pas dépasser un tiers du capital payé.

Nous avons cité quelques traités et concessions pour leur intérêt historique. Mais nous verrons au cours de notre étude qu'à l'heure actuelle les dits traités et concessions n'existent pour ainsi dire plus. Le traité Irano-Russe de 1921 abolit toutes les conventions du régime tsariste pour adopter des arrangements nouveaux basés sur un terrain libéral et égalitaire. L' U. R. S. S. a renoncé aussi à ses créances et cédé au Gouvernement iranien la « Banque d'Escompte de l'Iran ».

Quant à la « Banque Impériale de Perse », elle a perdu dernièrement le droit d'émission des billets au profit de notre Banque Nationale. Le développement de cette dernière limite de plus en plus le champ d'action de l'« Imperial Bank of Persia » dans le domaine financier et la réduit à un établissement de prêt sur gage.

DEUXIÈME PARTIE

CRISE MONÉTAIRE EN IRAN. — ADOPTION DE L'ÉTALON-OR

CHAPITRE PREMIER

DÉPRÉCIATION DE L'ARGENT

SECTION I. — Historique.

Avant de nous préoccuper de la dépréciation du Kran, unité monétaire de l'Iran, nous trouvons à propos de donner un aperçu général de la dépréciation de l'argent métal, étalon monétaire de notre pays. Cette dépréciation est, par rapport à l'or et, conséquemment, on ne peut pas aborder la question sans parler parallèlement de l'or ; de cette façon, nous serons amenés à faire quelques allusions aussi au bimétallisme.

Nous allons suivre brièvement l'oscillation du rapport entre l'or et l'argent à travers les différents âges et époques.

DANS L'ANTIQUITÉ ¹. — Les étalons métalliques découverts dans les fondations du palais de Khorsabad, construit 700 ans avant Jésus-Christ, et les plus anciennes monnaies de l'Iran et de l'Asie mineure attribuent à l'or 13 fois ou 15 fois et demie la valeur de l'argent.

1. Nous avons reproduit ici, avec certains changements d'ailleurs, la partie historique de la conférence que nous avons faite à l'École des Sciences Politiques sur le bimétallisme.

En Grèce, c'est 12, 11, 10. C'est encore 12 à Rome au temps de la République et même au commencement de l'Empire, à part quelques moments de crise.

AU MOYEN AGE. — Le fait même de féodalité comportait la diversité du droit de monnayage, et il devient difficile de tirer des conclusions précises à notre sujet, d'autant plus qu'il y a d'innombrables textes à ce propos.

Dans cette période, l'argent avait tendance à s'approcher de l'or ; on pouvait acquérir une livre d'or moyennant 10 ou même 9 livres d'argent.

Un fait à constater, c'est que le législateur à cette époque qualifie souvent l'argent fin un argent qui contient cependant un alliage, tandis que pour l'or, la pureté est la règle. Cela ne contribue pas moins à la confusion.

A L'ÉPOQUE MODERNE. — Après la découverte de l'Amérique et au commencement du ^{xvi}^e siècle, l'or, en Castille, à Florence, en Allemagne valait dix fois et demie ou onze fois l'argent. Mais bientôt l'écart allait augmenter. Nous donnerons quelques chiffres ci-dessous pour montrer ce rapport :

Année.	Rapport.
1501-1520	10,75
1601-1620	12,25
1621-1640	14
1681-1700	15

Au temps de Louis XIV le rapport, qui s'éloignait peu de 15 et demi, fut plus tard celui du système bimétalliste.

Au premier abord l'esprit tend à attribuer ce changement de rapport au développement des mines d'argent en Amérique. Cependant, Soetbeer, spécialiste allemand, prétend

que la cause de ce changement réside dans l'état économique et politique de l'Europe. Les gens étaient plus avides, dit-il, de posséder l'or, métal moins connu, moins vulgaire et plus apprécié par la masse.

C'est un métal plus commode à cacher et déplacer, au moment où une guerre éclate. L'argent est plus encombrant et ne jouit pas des mêmes avantages que l'or.

Malgré tout cela, nous soutenons la première idée et verrons dans les pages qui suivent, que ce sont les découvertes des mines d'argent de l'Amérique, qui ont déversé le métal blanc dans le continent européen et en ont diminué la valeur vis-à-vis de l'or.

Au XVIII^e siècle, un mouvement inverse s'annonce, mais ne dure pas longtemps. Entre 1751 et 1761, le rapport était de 14,56. A partir de 1782, l'or tend à reconquérir le terrain qu'il avait perdu.

En fait, depuis la Révolution jusqu'à la guerre Franco-Allemande, les cours commerciaux s'y sont docilement conformés. Entre 1801-1810 le rapport était 14,71 et en 1870 environ 15,5.

Jusqu'ici on peut dire qu'une accalmie régnait, le rapport entre les deux métaux restait à peu près constant ; les oscillations étaient de peu d'importance. Mais voici venir la crise décisive de l'argent. Le métal jaune va faire des pas de géant pour s'éloigner de son compagnon blanc. Nous allons les suivre dans leur marche.

CRISE DE L'ARGENT AU XIX^e SIÈCLE

Quelques chiffres peuvent nous donner une idée exacte de la décadence monétaire de l'argent. Voici le rap-

port des deux métaux au cours des années suivantes¹ :

Année.	Rapport.	Année.	Rapport.
1870	15,6	1893	26,5
1874	16,2	1894	32,6
1876	17,9	1900	34,4
1879	18,4	1902	39,1
1885	19,4	1905	34
1886	20,8		

L'origine de la disqualification de l'argent remonte à 1870, au lendemain de la guerre Franco-Allemande.

L'extraction de l'argent se développait d'une façon intensive, plus particulièrement dans l'Amérique du Nord, en même temps que les procédés d'extraction se perfectionnaient pour devenir de plus en plus économiques. De toute façon, il est évident que les variations du rapport commercial de l'or et de l'argent sont la cause profonde de la désaffection croissante des États, à l'égard du métal blanc.

Certains milieux, cependant, ont attribué la dépréciation de l'argent à l'adoption de l'étalon-or par l'Allemagne et certains autres États comme les pays Scandinaves, les Pays-Bas et la Finlande. Dans cette accusation figure surtout l'Union Latine. Mais il faut nous rappeler que le ralentissement, puis la suppression des frappes à Paris, à Bruxelles, à Berne et à Rome avaient été précisément motivés par cette dépréciation du métal blanc. Ce qu'on ne peut pas nier, c'est que les conquêtes successives remportées par l'étalon-or ont accéléré la précipitation de l'argent. M. Groshen disait en 1878 : « Nous sommes dans un cercle vicieux. Les États ne veulent plus monnayer l'argent parce que l'argent a baissé, et la baisse de l'argent continue parce que les États ont cessé de le monnayer. »

1. M. de Foville.

L'offre de l'argent se développait, tandis que la demande en était décroissante, même de la part des pays d'Orient, où il était, pour ainsi dire, l'objet d'un culte. Léon Say opposait plaisamment le goût de la race jaune pour le métal blanc au goût de la race blanche pour le métal jaune. En 1870 les pays d'Orient ont fait le minimum d'achat de l'argent.

Pendant la guerre de sécession, l'Inde anglaise, qui était le fournisseur de coton pour l'Europe, recevait beaucoup d'argent. D'un autre côté, pour l'achèvement de ses voies ferrées, l'Inde empruntait beaucoup à l'Angleterre. Vint ensuite le moment où elle dut payer l'intérêt de ces capitaux et cela réduisit considérablement l'importation métallique dans ce pays.

Ce sont, en somme, tous ces facteurs défavorables, qui conspiraient contre l'argent et déclenchèrent la crise de ce métal.

SECTION II. — Production des métaux précieux.

L'argent, dans les temps anciens, venait en partie de l'Inde et des bords du Golfe Persique. Il y en avait en Epire et surtout en Laurium, près d'Athènes. La Grande-Bretagne en possédait aussi; mais c'était surtout la Péninsule Ibérique qui était riche en métal blanc. Enfin, près de Carthage, s'étendait une vaste région argentine, où on avait vu travailler jusqu'à 40.000 hommes à la fois.

MOYEN AGE. — Le moyen âge a été en Europe un véritable temps d'arrêt pour la production des métaux précieux.

DE LA FIN DU XV^e SIÈCLE AU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE. —
En 1499 Christophe Colomb a découvert le Nouveau-Monde. Les envahisseurs s'appliquèrent à mettre en coupe réglée les richesses souterraines de l'Amérique.

En 1545, un pauvre Indien, conducteur de lamas, découvrit par hasard, dans les plus arides solitudes du Haut Pérou, une mine d'argent d'une richesse sans précédent. On s'y porta en foule, et dans ce désert une ville s'éleva comme par enchantement.

DEPUIS 1875. — Cette période se caractérise par la baisse rapide de l'argent. Cependant, la production de l'or est considérablement augmentée grâce aux mines du Transwal, et son extraction surpasse celle de l'argent.

Les entreprises s'occupant de l'extraction de l'argent s'agrandissent, leurs frais généraux diminuent aussi; d'autre part, on se sert de moyens de traitement de plus en plus économiques. Dans ces conditions, pour l'argent, plus encore que pour l'or, le coût de production a pu être successivement diminué. D'ailleurs, l'argent s'obtient souvent d'une manière accessoire avec l'or, le plomb, etc.

CHAPITRE II

DÉPRÉCIATION MONÉTAIRE EN IRAN

SECTION I. — Évolution de la dépréciation.

Il est temps maintenant de nous occuper de la valeur de l'unité monétaire de l'Iran et de son évolution dans le passé. Bien entendu, cela ne sera qu'une comparaison avec les monnaies d'autres pays, à base plus stable. Nous prenons pour échelle la livre sterling, car celle-ci est plus usitée pour solder et régler le commerce extérieur de l'Iran.

Selon Tavernier ¹, le commerçant joallier français, qui a voyagé en Iran au xvii^e siècle, le toman (équivalent de 10.000 dinars) avait la valeur de trois livres et neuf shillings.

Le Chevalier Chardin ² lui donna une valeur de trois livres et dix shillings à l'époque du Shah Soleiman ³.

Grossinsky, un père jésuite, au début du xviii^e siècle, écrit que la valeur du toman est de 60 livres françaises ou 4 livres sterling et demie.

D'après Sir John Malcolm ⁴, qui a écrit au début du xix^e siècle, le toman équivalait, dans ce temps-là, à une livre Sterling. Un autre Anglais dit qu'entre les années 1820-1830 le toman avait la valeur de 11 shillings.

1. *Le voyage en Perse et description de ce royaume.*

2. *Voyage en Perse et autres lieux de l'Orient.*

3. *De la Dynastie des Safavides.*

4. Anglais.

Entre les années 1242-1288 ¹ la moyenne annuelle de la baisse du Kran si l'on le compare à la livre anglaise était :

Année.	Livre Sterling en Krans.	Année.	Livre Sterling en Krans.
1242.	21,20	1249.	25
1243.	21,20	1250.	22,65
1244.	21,95	1255.	27
1245.	24,70	1260.	27,5
1246.	25	1265.	33
1247.	25	1268 (1889). . . .	36,25
1248.	25		

D'après les chiffres ci-dessus, le total des baisses du Kran a atteint 41,5 p. 100. Pour les mêmes années sa baisse par rapport au prix de l'argent métal, dans les marchés mondiaux n'était que de 35,53 p. 100.

D'après Rabineau, la cause principale de la baisse du Kran est la dépréciation de l'argent ; les autres causes sont la différence considérable entre les importations et les exportations dans le pays.

Avant la guerre, les provinces du Nord vendaient beaucoup de marchandises à la Russie et en échange obtenaient des traites sur Londres. Avec ces livres on réglait le solde débiteur de notre balance commerciale avec l'Angleterre et les autres pays.

Dans les provinces du Sud, où nous avons des relations commerciales avec l'Inde, les choses se passaient de la même façon. Les Roupies gagnées étaient transformées en traites sur Londres pour compenser notre déficit commercial.

Lorsque la guerre éclata, les exportations à la Russie et parallèlement les lettres de change achetées à Pétersbourg sur Londres, diminuèrent, et il n'y eut plus pour les

1. 1863-1909 J.-C.

importateurs, moyen de s'acquitter de leurs dettes. En quelques mois la demande de la livre augmenta si bien qu'il fallait donner 67 Krans pour une livre Sterling (papier sur Londres). Quelques mois plus tard, il y eut une amélioration et les exportations en Russie reprirent. En juillet 1914 la £ valait 57 1/2 Krans, en août 65 Krans, en septembre 68.

En janvier 1915 la reprise du commerce avec la Russie fit baisser les devises étrangères et la livre anglaise fut cotée à 54 Krans. Mais en mai 1915 la baisse apparut. Le prix de la livre atteint 59 Krans, puis en juillet 69. En mars 1916 la hausse de notre monnaie fit baisser la livre à 43 Krans.

En 1916 le Kran monta, la hausse continua jusqu'à 1920. Les importations restèrent les mêmes, mais comme leur prix était monté pendant les hostilités, leur quantité diminua.

Au cours de la guerre, les belligérants dépensaient beaucoup pour leur ravitaillement dans les pays neutres et ils offraient des devises en paiement.

Donc, d'une part la hausse du prix de l'argent-métal et d'autre part l'accroissement de l'offre des devises étrangères causèrent la hausse du Kran. Pendant les années 1918 à 1920 nos exportations en Russie subirent un énorme déclin, par suite des révolutions, qui semèrent des troubles dans ce pays. Malgré tout, l'offre des devises dont la plus grande quantité provenait des achats faits par les soldats et les troupes étrangères, sauvegarda la hausse du Kran.

Dès que l'offre des devises étrangères déclina et que les importations augmentèrent dès 1922, la demande de livre Sterling s'accrut de plus en plus, et son cours monta.

D'après ce qui précède, nous constatons que le Kran est

en baisse depuis plus de deux siècles. L'intensité de cette baisse est particulièrement remarquable dans la seconde moitié du XIX^e siècle, où les autres pays ont adopté l'étalon-or.

SECTION II. — Baisse rapide de l'argent métal.

Crise monétaire en Iran.

Poussant plus loin l'étude des variations du prix de l'unité monétaire iranienne, parallèlement aux fluctuations de l'argent métal, nous arrivons à la période critique de cette évolution.

A partir de l'année 1929-30 l'argent métal commence à baisser; alors qu'en 1928-29 le prix d'une once d'argent à Londres était de 26,75 pence, il descend à 24,45 en 1929-30, à 17,67 en 1930-31 pour arriver à 14,60 en 1931-32, cours inconnu jusqu'alors pour le métal blanc.

On comprendra facilement que le cours du Kran ne pouvait plus garder la stabilité, toute relative d'ailleurs, qu'il avait acquise pendant quelques années. La livre sterling passe de 48,03 Krans qu'elle était en 1928-29 à 58 Krans en 1929-30 et à 89 Krans en 1930-31.

PARITÉ DU KRAN AVEC L'ARGENT MÉTAL

En principe le cours du Kran doit être basé sur la quantité d'argent fin contenu dans une pièce d'un Kran.

Puisque nous avons choisi la livre sterling comme l'échelle des variations du change du Kran, nous allons déterminer la parité du Kran par rapport à la livre sterling, c'est-à-dire le cours théorique de ces deux monnaies réciproquement d'après la valeur métallique du Kran.

Une once d'argent standard consiste en 31,1 gr. d'argent

au titre de $\frac{925}{1.000}$, ou bien en 28,77 gr. d'argent fin. Cette quantité d'argent équivaut à 6,944 Krs.

Supposons maintenant que le prix d'une once d'argent soit x en pence, et, comme chaque penny a comme valeur $\frac{1}{240}$ de la livre sterling, il faut multiplier x par $\frac{1}{240}$ pour trouver le prix en livre sterling.

Nous aurons : une once = $\frac{x \times 1 \text{ £}}{240}$ et d'après ce qui précède : une once = 6,944 Krs.

donc :

$$\frac{x \times 1}{240} = 6,944 \text{ krs.}$$

de là :

$$1 \text{ £} = \frac{240 \times 6,944 \text{ krs.}}{x}$$

Avec la frappe libre de l'argent, le cours effectif du Kran ne devait pas accuser un écart au-dessous ou au-dessus de la parité, ou, pour parler plus exactement, du silver-point, ce dernier se détermine en tenant compte des frais de transport, d'assurance et de monnayage le cas échéant.

Or, il est une loi économique, en matière de change d'après laquelle, chaque fois que le prix courant d'une monnaie basé sur un métal dépasse sa parité, il y aurait une certaine limite à partir de laquelle le cours effectif de la monnaie ne pourrait plus monter ni descendre. Si la monnaie est en baisse, elle ne peut pas monter au-dessus du gold ou silver point (de sortie), car dans ce cas, au lieu d'acheter les traites on a plus d'avantage à expédier du métal. Dans le cas contraire, quand la devise est en baisse et dépasse le gold ou le silver point d'arrivée, le débiteur étranger préfère envoyer du métal, ayant plus de valeur sur le marché de l'autre pays, plutôt que de la monnaie nationale, momentanément dépréciée.

Pour déterminer les « silver-points » il faut tenir compte d'une marge, de 6 p. 100 représentant le transport, l'assurance et les frais d'affinage éventuel de l'argent métal.

Le tableau suivant nous montre les cours de la livre sterling en Krans, le prix d'une once d'argent à Londres (en pence) et les parités du Kran à partir de 1900 :

Année.	Cours.	Prix de l'argent.	Parité.
1900-1901	52 1/2	28 1/4	59
1901-1902	53	27,19	61,3
1902-1903	57	24,09	69,2
1903-1904	56	24,77	67,3
1904-1905	60,60	26,41	63,1
1905-1906	61,50	27,84	59,9
1906-1907	55	30,88	54
1907-1908	49 1/2	30,20	55,2
1908-1909	52 1/2	24,37	68,4
1909-1910	54	23,72	70,3
1910-1911	54,53	24,67	67,6
1911-1912	55,10	24,59	67,8
1912-1913	55,78	28,03	59,5
1913-1914	55,51	27,59	60,4
1914-1915	61,74	25,30	65,9
1915-1916	58,43	23,67	70,4
1916-1917	38,90	31,31	53,2
1917-1918	29,15	40,88	40,8
1918-1919	27,70	47,56	35
1919-1920	25,50	57,06	29,2
1920-1921	34	61,48	27,1
1921-1922	51,29	36,89	45,2
1922-1923	56,56	34,44	48,4
1923-1924	47,28	31,92	52,2
1924-1925	42	33,99	49
1925-1926	43,50	32,10	51,9
1926-1927	48,60	28,68	58,1
1927-1928	49,25	26,03	64

Le tableau ci-dessus nous démontre que la valeur monétaire du Kran était normalement au-dessus de sa valeur métallique, le cours du Kran en réalité se trouvait d'une

façon à peu près continue, de 10 à 25 p. 100 au-dessus de sa parité, autrement dit, la livre sterling était de 10 à 25 p. 100 moins chère qu'elle n'aurait dû l'être d'après le titre d'argent du Kran.

Cet état de choses n'a pu, cependant subsister pendant les années comprises entre 1920 et 1923. Les circonstances exceptionnelles firent monter soudainement le cours de l'argent métal et le Kran n'ayant pas pu suivre la hausse, son cours s'est trouvé temporairement au-dessous de sa valeur métallique.

Reste à expliquer pourquoi la valeur monétaire du Kran était normalement au-dessus de sa valeur métallique.

Cette contradiction avec ce que nous avons dit au sujet de la parité, vient de ce que la frappe des pièces d'argent n'était point libre en fait.

Cependant, si c'est une cause nécessaire, elle n'est pas suffisante pour qu'une monnaie garde une marge de différence assez remarquable entre son cours et sa valeur métallique.

On a expliqué ce phénomène en prétendant que les exportations continuelles de l'or, ont rendu la balance des comptes favorables.

Cette explication ne nous paraît point plausible, rien ne peut d'ailleurs démontrer les émigrations continuelles du métal jaune. En effet les exportateurs d'or ne pouvaient être que de deux catégories :

1^o Ceux qui exportent de l'or en achetant des devises étrangères, en vue de se prémunir contre les aléas des fluctuations de la monnaie nationale ou pour s'assurer des intérêts, tout en étant sûr de ne pas perdre leur capital.

Mais ces gens auraient constitué une catégorie de demandeurs de devises étrangères qui n'auraient aucunement con-

tribué à la hausse de l'unité monétaire au-dessus de la parité.

2° Les spéculateurs qui veulent profiter de la différence entre le cours effectif et la valeur métallique de la monnaie, et qui auraient dû exporter de l'or en vue d'acheter de l'argent pour le transformer en pièces monétaires. Mais du moment que la frappe n'était pas libre, les dits spéculateurs n'auraient pas procédé à cette opération.

Nous ne voyons donc pas de ce côté une explication convaincante, d'autant plus que la balance des comptes était loin d'être favorable, comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

Une autre considération nous permet encore de repousser cette opinion :

Supposons même que la balance des comptes ait été favorable et que par suite des demandes croissantes de monnaie nationale, sa valeur monétaire ait monté au-dessus de sa valeur métallique ; mais cela n'aurait pas pu durer assez longtemps : les exportations auraient diminué par suite de la hausse du Kran au-dessus de la parité et l'équilibre n'aurait pu s'établir que par le retour de la monnaie à sa parité.

Nous pensons devoir chercher l'explication du dôté du « pouvoir d'achat » du Kran dans l'intérieur du pays. Nous regrettons de ne pas avoir le moyen de mettre l'indice des prix sous les yeux du lecteur, mais il est un fait indéniable : le pouvoir d'achat du Kran, toute chose égale d'ailleurs, a été supérieur dans l'intérieur du pays, non seulement pendant la guerre, ce qui est évident, mais même après la guerre le pouvoir d'acquisition de notre monnaie a continué d'être plus grand dans le pays même.

Cela seul, pourrait expliquer l'écart continu entre le cours du Kran et sa valeur métallique.

Nous rappelons un fait pour étayer notre opinion : dans ces temps-là le pays subissait une pénurie monétaire ; il n'y avait pas suffisamment de numéraires ou de billets de banque pour subvenir aux besoins des transactions.

A plusieurs reprises le Gouvernement intervint et fit voter par Madjless des lois prohibant la sortie des métaux précieux pendant un certain temps.

En 1914, la Chambre vota une loi aux termes de laquelle la sortie de l'or et de l'argent en lingots et en pièces monnayées fut prohibée pendant six mois à partir du vote de la loi.

Après l'expiration des six mois, les armées de quelques pays belligérants pénétrèrent dans le pays et y trouvèrent un champ d'action d'autant plus libre que le Gouvernement d'alors était dans l'incapacité absolue de manifester quelque résistance. On ne pensait plus à ce moment-là à la sortie des métaux précieux, et on n'a pris aucune mesure pour renouveler ou prolonger la loi concernant l'exportation de l'or et de l'argent.

Après les hostilités les ravages causés par la guerre cessèrent et les affaires reprirent. Les achats faits par l'Iran aux pays étrangers s'accrurent et les métaux précieux en lingots ou en pièces monnayées reprirent le chemin de l'étranger. Cela causa de l'inquiétude et en deymah 1301 (janvier 1923) le parlement vota une loi pour interdire la sortie de l'or et de l'argent monnayés ou non pendant trois ans à partir du vote de la loi. Cette loi fut améliorée cinq mois après, en mai 1923 et la sortie des roupies qui avait pris de l'élan dans les provinces du Sud, fut arrêtée. (Cette sortie portait atteinte indirectement à l'unité monétaire de l'Iran.)

La loi prohibitive de 1923 fut renouvelée en 1926 et on

interdit de nouveau l'émigration des deux métaux. Le commerce se développait par suite de la sécurité réapparue dans le pays, sous l'égide du Souverain actuel ; cet accroissement du commerce fit ressentir plus vivement le besoin des pièces monnayées dans les transactions.

Voilà des faits qui mettent à jour, d'un côté le développement des transactions, et de l'autre la pénurie monétaire, et plus spécialement le manque des pièces monnayées.

Dans un pareil état de choses, le pouvoir d'acquisition de la monnaie augmente dans l'intérieur du pays et la répercussion sur le change, de cette augmentation, ne se fait pas attendre longtemps.

En termes plus précis, la monnaie peut atteindre, dans le change étranger, un cours supérieur à sa valeur métallique par suite de l'augmentation de son pouvoir d'achat dans l'intérieur du pays.

Nous avons insisté sur cette question de parité métallique du Kran, d'abord parce que personne jusqu'ici, n'a pris en considération ce point, qui mérite cependant d'attirer l'attention ; et, dans la technique monétaire ce serait une erreur que de négliger pareilles observations. En second lieu, dans l'explication que nous avons entrepris de donner au sujet de la dépréciation rapide du Kran à partir de 1929-30, nous avons fait une distinction basée sur cette parité métallique. Nous pensons que cela éclairera beaucoup ce problème, que nous allons reprendre dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

OPINIONS ÉMISES SUR LA CHUTE RAPIDE DE LA MONNAIE IRANIENNE

Nous avons suivi jusqu'ici la baisse du Kran, presque parallèle à la baisse de l'argent métal. Mais voici qu'à partir de 1929 le Kran se met à fléchir considérablement par rapport à la livre sterling. Cette dernière qui valait 46 à 47 Krans vers la fin de 1928, atteignait 55 Krans vers la fin de juillet 1929 et montait jusqu'à 63 Krans au début de janvier 1930.

Suivant d'un autre côté, les cours de l'argent métal, on constate que le prix de l'argent métal a baissé de 27 pence en octobre 1928, à 32 pence 1/2 en octobre 1929 et à 21 pence 3/106 au début de 1930.

Nous indiquons dans le tableau ci-après la moyenne des cours de la livre sterling en Krans, le prix moyen d'une once d'argent métal à Londres (en pence) et la parité moyenne du Kran pour les trois années en question :

Année.	Cours.	Prix de l'argent.	Parité.
1928-1929.	48,03	26,75	62,3
1929-1930.	58	24,45	68,2
1930-1931.	89	17,67	94,3

L'étude du tableau ci-dessus montre que la valeur du Kran fléchit par rapport à la livre sterling lorsque l'argent

métal baisse de cours ; mais le fléchissement du Kran est plus considérable que l'effondrement de l'argent métal.

Alors qu'entre le prix courant du change et la parité métallique du Kran il y avait environ 14 points de différence en 1928-29, cet écart n'est que de 10 points en 1929-30 et de 5 en 1930-31.

De là vient notre distinction entre deux sortes de baisses subies par l'ancienne unité monétaire de l'Iran : l'une, provenant de la baisse de l'argent métal, et l'autre en dehors de cette baisse métallique.

Ceci dit, nous allons mettre à jour les opinions et les doctrines apparues jusqu'ici, pour expliquer la baisse rapide de notre unité monétaire, le Kran.

I. — BAISSÉ DE L'ARGENT MÉTAL

Personne ne conteste que depuis une quarantaine d'années, la baisse de notre monnaie, sur le marché du change a été causée par la baisse de l'argent métal.

Le Kran a suivi fidèlement les fluctuations du prix de son étalon monétaire, l'argent. La difficulté vient de ce que cette fois, la chute du Kran avait pris de l'accélération, sa rapidité pour descendre était plus grande que celle de l'argent.

En d'autres termes, si la régression du prix de l'argent métal explique en partie la baisse du Kran, elle est loin de nous révéler entièrement les causes de cette baisse.

II. — BALANCE DES COMPTES

Nous parlerons ci-dessous en détail, de la balance commerciale et de la balance des comptes dans un chapitre spécialement réservé à ce sujet. Cepenat, nous abordons

ici cette question de la balance, pendant les années de la crise monétaire seulement, pour entamer la discussion, et examiner son rôle dans cette crise en Iran.

Pour la balance commerciale, nous devons voir les chiffres de la statistique commerciale de l'Iran.

Le tableau suivant montre l'état du commerce extérieur de l'Iran, au cours des premières années où la crise monétaire est apparue dans notre pays.

Année ¹ .	Importations.	Exportations.	Déficit.
	En millions de Krans.	—	
1928-1929 (1307)	820	480	340
1929-1930 (1308)	920	487	433
1930-1931 (1309)	840	459	351

Dans les chiffres ci-dessus, on n'a pas pris en considération l'exportation des huiles minérales, effectuée par l'Anglo-Iranien Oil Co; car les devises en provenant, ne profitent guère directement à notre marché de change. Cela n'empêche que la dite compagnie dépense annuellement 200 millions de Krans environ, pour couvrir ces frais en Iran.

Cela se fait au moyen de la vente des livres sterling.

D'un autre côté, la Société a l'obligation de payer au Gouvernement iranien 70 à 80 millions de Krans à titre de redevance annuelle. Ce paiement s'effectue avec des devises, des livres sterling en l'occurrence.

Encore un point à ajouter pour corriger la balance commerciale :

La même société, l'Anglo-Iranien Oil Co, fait des importations de machines-outils et d'autres matières et

1. Année iranienne : 21 mars 1928 jusqu'au 20 mars 1929, il est de même pour les années 1929-1930 et 1930-1931.

objets nécessaires à son exploitation. Elles atteignent le montant de 50 à 70 millions de Krans chaque année. Cette somme est comprise dans les chiffres des importations bien qu'elle n'affecte en rien le marché des changes.

Au cours des trois années dont il s'agit, la balance commerciale est déficitaire en apparence, mais en tenant compte des considérations mentionnées ci-dessus, on trouve que l'équilibre de la balance commerciale s'établit grâce au rôle régulateur que l'Anglo-Iranien Oil Co joue dans cette balance.

Au moment où la crise du change éclatait en Iran, la doctrine qui rassemblait le plus d'adeptes parmi les publicistes et les gens, sinon spécialistes en matière monétaire, du moins éclairés dans la science économique, imputait la baisse rapide du Kran au déficit de la balance commerciale.

Il y aurait lieu de leur faire grief tout d'abord, d'avoir pris en main la balance commerciale plutôt que la balance des comptes. Dans le cas de l'Iran cela n'a cependant pas beaucoup d'inconvénients, étant admis que le commerce extérieur est de beaucoup la matière prépondérante dans l'équilibre de la balance des comptes dans notre pays.

Nous ne contestons pas qu'il y ait une part de vérité dans cette opinion, nous avons essayé comme il suit de préciser dans la mesure du possible, et de mettre en relief cette part. Mais nous sommes loin de croire que le déficit de la balance commerciale aurait été la cause unique ou même principale de la crise monétaire.

Nous nous rappelons les corrections que nous avons indiquées pour la balance commerciale. Ces corrections auxquelles nous attachons une valeur réelle, équilibrent la balance commerciale et de ce côté le déficit ne peut pas se faire jour.

Il est vrai que depuis le XIX^e siècle, le pays souffre d'un état de balance déficitaire, qui est devenu endémique pour ainsi dire; cependant, il y a un revirement dans les années d'après-guerre, et la balance des comptes peut se prévaloir d'une situation favorable de la balance commerciale.

Admettons même qu'il y avait une balance des comptes déficitaire, cet état de chose ayant un caractère chronique, ne devait pas engendrer des variations brusques et des mouvements saccadés dans le marché du change du Kran.

Maintenant, pour nous rendre compte de la part de vérité que contient la théorie de la balance des comptes appliquée à notre cas, rappelons-nous que les importations avaient augmenté de 100 millions de Krans, en chiffre rond en 1929-30. Alors qu'elles étaient de 820 millions en 1928-29, elles montent à 920 millions l'année suivante.

Les exportations dans les mêmes années étaient de 480 et 487 millions de Krans respectivement (l'exportation et la vente des huiles minérales n'entrent pas en ligne de compte dans ces chiffres).

Il est bien évident que cet accroissement des importations n'est pas sans influence sur l'offre et la demande des devises.

M. Aftalion ¹ dit : « A la base de la théorie de la balance des comptes on trouverait sans doute ce premier principe que le cours du change, le prix des devises étrangères (lettres de change, coupons, billets) obéit comme le prix de toute marchandise à la loi de l'offre et de la demande. »

Donc pour autant que la théorie de la balance des comptes peut avoir de l'influence sur le change, nous trouvons quelque chose dans notre cas qui est en faveur de cette théorie.

1. M. Aftalion. *Monnaie prix et change*.

Mais pourquoi cette augmentation d'importations dans une année exceptionnelle de crise monétaire ?

Parce que le Gouvernement devait faire face à des dépenses extraordinaires, nécessitées au cours de la construction du chemin de fer transiranien, pour l'achat du matériel, rails, traverses, fourgons, etc. On avait établi un impôt spécial sur le sucre et le thé (la loi du 9 Khordad 1304) dont le produit était affecté à la construction du chemin de fer. L'État recevait l'impôt en Krans, à la Douane, à l'arrivée de ces marchandises et payait les matériaux achetés pour sa voie ferrée, en devises.

Il faut citer encore d'autres dépenses exceptionnelles dans lesquelles l'État s'était engagé et dont le paiement devait être effectué au moyen de devises étrangères :

- 1° Achat des avions militaires ;
- 2° Achat de quelques bâtiments en vue de la police maritime ;
- 3° Un crédit pour le rapatriement des émigrés ;
- 4° Achat d'immeubles pour les légations dans les pays étrangers ;
- 5° Dépenses de l'État pour ses boursiers en Europe.

Voilà des éléments qui ont pesé sur le change et, à n'en pas douter, l'ont aggravé dans une certaine mesure.

Malgré tout cela, nous ne pouvons pas trouver du côté de la balance des comptes la clef de voûte de notre problème, savoir : la chute rapide du Kran.

L'indétermination même de la balance des comptes est un facteur qui nous empêche d'y ajouter foi outre mesure. Il y a des éléments invisibles dans les exportations et les importations qu'on est dans l'impossibilité d'atteindre.

D'ailleurs les variations du change modifient la nature et le montant du solde actif ou passif de la balance, à ce

propos nous citons ici le passage de M. Aftalion¹ consacré à ce point :

« La balance des comptes implique nécessairement la conversion en une même monnaie de ses éléments actifs et passifs. Or, lorsque sévit une grande instabilité du change, le taux moyen auquel cette conversion a lieu devient fort incertain à cause des dates très différentes où peuvent avoir lieu les opérations cambistes effectives. »

Enfin, nous devons mettre en lumière un point encore. C'est l'action que le déficit de la balance a, à *la longue*, sur le change ; même dans une année prospère où les exportations sont favorisées et qui laisse à la fin un solde créditeur, il y a des périodes momentanément déficitaires et qui sont réglées après coup. Ajoutons encore ceci : toutes les opérations commerciales avec les pays étrangers ne sont pas au comptant et n'arrivent pas à échéance le même jour ; voilà un ressort qui adoucit considérablement l'effet du choc et empêche les sursauts cahotiques du marché du change.

Il n'y a pas lieu de nous arrêter plus longuement sur l'explication de la crise monétaire en Iran par la balance des comptes. Ceux à qui on a recouru pour chercher immédiatement des remèdes, paraissent avoir eu des idées préconçues. Ces apôtres des questions monétaires, chargés de trouver des solutions, se sont basés sur des idées théoriques et en ont tiré des conséquences pratiques (nous le verrons dans le chapitre suivant).

Pour nous, au contraire, ce sont les faits qui constituent le point de départ, nous essayons de les examiner et de les mettre dans le casier théorique qui leur convient. Ainsi

1. V. M. Aftalion, *Monnaie prix et change*.

nous nous croyons plus réalistes que nos précurseurs, qui se sont avisés de résoudre le problème de la crise monétaire en Iran en s'attachant purement et simplement à une idée théorique.

III. — PLACEMENT INTERNATIONAL DES CAPITAUX. FACTEURS PSYCHOLOGIQUES

Si l'explication, au moyen de la balance des comptes, ne nous a pas paru déterminante en ce qui concerne la crise monétaire de notre pays, c'est que la balance des comptes est insuffisante par sa nature même à envelopper tous les côtés du problème. Elle ne comprend pas tous les facteurs quantitatifs. Les placements internationaux des capitaux ne rentrent pas dans la balance des comptes et cependant ils constituent un élément quantitatif important.

La théorie de la balance des comptes n'envisage pas plus les facteurs qualitatifs.

La suite de notre exposé portera sur ces deux points négligés non seulement par la théorie de la balance des comptes, mais aussi par ceux qui se sont efforcés à l'époque, de chercher des explications en vue de trouver les remèdes nécessaires.

1^o *Placement international des capitaux.*

Il ne faut pas donner un sens trop large à ce titre dans notre cas. En Iran, la circulation internationale des capitaux a été et continue à être presque inexistante. Nous reviendrons encore sur ce sujet dans la troisième partie de cet exposé ; ici, il s'agit simplement d'un placement tout à fait exceptionnel effectué par le Gouvernement.

Nous avons déjà parlé de la quote-part du Gouvernement

dans les bénéfices de l'Anglo-Iranien Oil Co ; à cette quote-part il faut ajouter les dividendes des actions en sa possession. D'après une décision du Gouvernement, ratifiée d'ailleurs par le Parlement, on devait déposer le fonds provenant de ces ressources dans une banque de Londres. En 1930, le Gouvernement avait comme dépôt, plus de 3 millions de livres sterling dont les intérêts s'ajoutaient au capital (un million de £ en moyenne par an).

Si ce fonds était libre et alimentait le marché du change, on ne serait peut-être pas si embarrassé avec les difficultés inextricables du change.

2^o *Facteurs psychologiques : la fuite devant la monnaie dépréciée. Spéculation au bazar.*

Il n'y a que du côté des facteurs psychologiques qu'on peut expliquer les variations rapides du change au moment de la crise.

Il est vrai que lorsque la monnaie d'un pays, pour une cause ou une autre, subit la baisse et continue quelque temps sa marche descendante, le public commence à s'alarmer et à perdre confiance dans cette monnaie. Ce fait même devient une cause nouvelle pour aggraver la situation. La baisse de la monnaie n'est plus alors en rapport avec les éléments défavorables réels du change, mais prend une envergure hors de proportion avec ces éléments à cause de la « fuite du public devant la monnaie dépréciée ».

En même temps, les spéculateurs trouvent une occasion favorable pour faire des opérations spéculatives à la baisse. Ce sont précisément ces spéculateurs qui, par les bruits qu'ils répandent, engendrent l'émoi et causent de vraies paniques. Or, quelques facteurs défavorables se sont

joint en 1930 pour abaisser le cours du Kran, nous avons vu la part qu'ils pouvaient avoir dans la crise.

Si la balance des comptes nous a paru impuissante à elle seule à expliquer la baisse du Kran, non imputable à la baisse de l'argent métal, c'est qu'il faut ajouter dans cette balance le contrepoids des facteurs psychologiques et la spéculation au bazar.

M. Kazémi, dans son livre ¹ sur le « Commerce extérieur de la Perse », a consacré quelques pages au sujet qui nous occupe; il nous dit :

« Nous ne croyons pas que la spéculation ait pu influencer sérieusement la baisse du Kran. Il n'y a pas de bourse en Perse ² et la monnaie persane n'est pas cotée dans les bourses étrangères. Dans le pays même où on a cru à l'existence de la spéculation, il y a peu de gens avertis des phénomènes monétaires, et il y a de très rares personnes jouant à la hausse ou à la baisse de la monnaie nationale... »

Avec tous les hommages que nous rendons à l'ouvrage de M. Kazémi, qu'il nous soit permis de signaler nos réserves sur ce point particulier.

M. Kazémi ne veut pas croire à l'existence de la spéculation, parce que selon lui il n'y a pas de bourse en Iran. Qu'il n'y ait pas un immeuble affecté spécialement à cet effet, et ayant un nom spécial comme la « Bourse » ou « Royal Exchange », etc., nous en convenons bien avec l'auteur, mais nous ne pouvons pas dire avec lui que les opérations spéculatives n'existent pas non plus.

1. *Thèse de doctorat*, 1930.

2. Avant le 21 mars 1935 notre pays était connu sous le nom de Perse, qui est en effet celui d'une de ses provinces. Par des conventions diplomatiques, les pays européens, à partir de la date ci-dessus, appelleront notre pays tel que nous l'appelons : « l'Iran ».

En Iran, comme dans la plupart des pays d'Orient, c'est le « Bazar » qui remplit la fonction de bourse.

Le bazar consiste en des couloirs envoûtés communiquant entre eux ; sur les deux côtés de ces corridors, il y a les magasins des commerçants en gros, des banquiers et des changeurs nommés « Sarrâf ». Ces sarrafs sont des banquiers particuliers faisant toutes les opérations d'une banque ordinaire. Ils sont dépositaires de fonds de leurs clients, les gens qui ont confiance en eux. Ces banquiers escomptent les effets de commerce, ils exécutent les transferts de fonds d'une ville à une autre ; ceux qui sont assez importants ont des filiales dans les villes importantes. Mais l'opération la plus importante à laquelle ils se livrent c'est la spéculation de toutes sortes sauf celle des valeurs mobilières. Ces dernières n'existaient même pas à cause de l'absence des sociétés anonymes. Ce n'est que depuis un temps relativement récent que ces sociétés apparaissent et se développent, et que leur nombre devient de plus en plus considérable.

Ce qui est absolument certain, c'est que les sarrafs font la spéculation sur les traites et les devises étrangères.

Bon nombre de ces sarrafs ont été ruinés à cause de la révolution russe et de l'effondrement de sa monnaie, devenue l'objet de leur spéculation acharnée dans le temps.

Pour les transactions des traites et des devises il y a des intermédiaires et des courtiers appelés « dallalé barate ».

Il y a aussi de la spéculation pour les marchandises ¹

1. Pour ce qui est de la Bourse des marchandises, ces grands corridors qui constituent le squelette du bazar, communiquent avec des corridors secondaires appelés « dalans » par de grandes portes, fermées pendant la nuit. Ces dalans sont la plupart du temps en plusieurs branches et contiennent une sorte de place de forme circulaire ou quadrangulaire appelée « Timtché » toujours à ciel couvert. Différents « timtchés » peuvent être contigus, mais chacun se ferme par des portes à lui et est aménagé selon le genre de la marchandise à laquelle il est affecté. De plus, il y a des dépôts de marchan-

qui ont leurs courtiers spéciaux. Ce qui n'existe pas, c'est la cote officielle et les règlements de bourse établis par le pouvoir public.

C'est une lacune et nous espérons qu'avec le développement de la législation commerciale en Iran, cette lacune sera comblée. Ce sont les coutumes du bazar et l'avis des experts qui régissent la matière, et résolvent le problème, au moment où des difficultés surgissent dans les opérations spéculatives.

Dans ces conditions nous ne pouvons pas nier l'existence de la spéculation, parce qu'elle ne s'effectue pas dans un palais spécial.

Nous sommes persuadés que c'est la spéculation à la baisse du Kran, qui a été, en fin de compte, la cause essentielle de la chute monétaire, et les événements postérieurs à l'année 1930 démontreront d'une façon évidente ce que nous avons essayé de justifier et d'établir ici, par la voie théorique.

disés dans le bazar qui s'appellent « Ambar » et les « Sérails » consistant en des espaces à ciel ouvert où l'on trouve des magasins autour de la cour, surmontés de chambres et d'habitations pour les occupants.

Cette sorte de labyrinthe qu'est le bazar, est le centre de toutes les opérations commerciales. La spéculation sur les marchandises y trouve libre cours. Lorsqu'on passe quelques minutes dans un magasin, on est impressionné de voir le commerçant vendre des quantités formidables de marchandises, alors que sa boutique est réduite à une table et quelques chaises.

CHAPITRE IV

MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

GÉNÉRALITÉS

Au moment du fléchissement du Kran, différentes opinions se sont fait jour, pour remédier à cet état de chose, d'après les causes qu'on avait admises pour expliquer la crise monétaire.

La Chambre de commerce de Téhéran, en contact direct avec les affaires, et témoin de ses perturbations dont la vie économique du pays était la première proie, avait tenu, le 29 janvier ¹, une séance pour examiner la situation. Il avait été décidé de présenter une série de projets au Ministère du Commerce, demandant des mesures restrictives en ce qui concerne l'entrée de l'argent dans le pays : l'augmentation des droits de douane sur l'importation des lingots d'argent et la surveillance de leur frappe.

Cette opinion fut soutenue par la presse qui préconisait des mesures en vue d'enrayer la frappe de l'argent par les particuliers importateurs de ce métal en lingots ².

Enfin, dans le courant de février on a convoqué une commission spéciale qui s'est réunie au Palais Impérial, en vue

1. *Bulletin de la Chambre de Commerce franco-persane*, mars 1930.

2. Ces suggestions ne sont pas restées sans effet sur le Gouvernement qui a décrété l'interdiction de l'importation de l'argent et la frappe de nouvelles pièces de monnaies. L'inefficacité de ces mesures ne s'est pas fait attendre longtemps.

d'étudier la question et les dispositions qu'on devait prendre pour enrayer la baisse du Kran vis-à-vis des devises étrangères.

Ce travail a été poursuivi par le Conseil de cabinet réuni au Ministère des Finances en date du 20 février (1930). Les dispositions suivantes ont été l'objet d'étude et de discussions :

1^o Changement de l'étalon-argent en étalon-or ;

2^o Achat d'une quantité suffisante d'or et retrait de la circulation des pièces d'argent ;

3^o Établissement de l'équilibre de la balance commerciale, en empêchant l'importation des articles de luxe et encourageant les gens à consommer les produits nationaux.

On se rendait bien compte que l'adoption de l'étalon-or, même votée d'urgence par le Parlement, ne pouvait pas fonctionner en fait, du jour au lendemain.

La réalisation de certaines conditions parmi lesquelles l'acquisition d'une réserve d'or suffisante, n'était pas chose à prendre à la légère. Alors on a pensé à une mesure plus expéditive : le Gouvernement a préparé un projet de loi portant contrôle de l'achat et de la vente des devises étrangères et l'a présenté au Parlement à la fin du mois de février.

SECTION I. — Contrôle des devises.

Donc, préalablement à l'adoption de l'étalon-or on a fait voter la loi du 25 février 1930 en vertu de laquelle devait être créé, à titre provisoire, un « office central » ayant pour fonction de contrôler l'achat et la vente de devises étrangères.

Cet office comprend ¹ :

1. *Bulletin économique de la Chambre de Commerce franco-persane*, juin 1930, n^o 2.

1^o Pour fixer le cours des devises étrangères, une commission composée de (d'après l'article 3 de cette loi) :

- a) Un représentant du Ministère des Finances ;
- b) Un représentant du Ministère de l'Économie Nationale (qui sera créé) ;
- c) Un représentant de l'Administration des Douanes ;
- d) Le contrôleur de l'État dans la Banque Nationale ;
- e) Un représentant pour chacune des banques siégeant régulièrement en Iran, et qui accepteraient de se soumettre aux prescriptions de cette loi.

C'est le Conseil de cabinet qui prendra des règlements relatifs à la Commission des devises.

2^o L'article 4 crée une autre commission, appelée Commission de contrôle, et composée de cinq membres nommés par le Conseil des ministres.

Ceux qui ont besoin d'acquérir des devises, doivent soumettre leur demande à cette commission ; celle-ci délivrera un permis d'achat (des devises) si l'impétrant est en état de justifier ses besoins réels et l'égitimes.

Le permis est nominatif, non transmissible.

Il y a lieu de citer l'article 2 de cette loi qui en est la partie essentielle (il contient 12 alinéas).

Le premier alinéa de cet article 2 défend l'achat et la vente, la cession et d'une façon générale toute transaction sur devises étrangères, qu'elle s'effectue au moyen de transfert télégraphique ou de traite, lettre de crédit, chèque, etc., à un taux autre que celui fixé par la Commission des cours de devises.

Sont prohibés aussi :

L'accaparement des devises (alinéa 3¹).

1. Le texte de la loi du 25 février 1930, selon le rapport du Ministère des Finances.

L'achat et la vente des devises en vue d'engendrer leur hausse ou baisse artificielle (alinéa 4).

L'importation de l'argent, qu'il soit monnayé ou non (excepté l'argenterie) (alinéa 8).

L'exportation de l'or sous toutes formes (alinéa 9).

L'exportation de l'argent sauf l'argenterie (alinéa 10).

L'exportation des billets de banque en dehors des limites indiquées par les lois et règlements (alinéa 11).

Le règlement de la Commission de contrôle donne, en annexe, la liste des marchandises pour le paiement desquelles l'achat de devises étrangères doit être autorisé par la Commission de contrôle ¹.

Tels sont les points importants de cette loi de contrôle sur les devises.

En dehors de la bonne volonté des gens qui en furent les promoteurs, nous ne voyons pas l'intérêt de cette loi; Encore si l'on s'y était tenu pour un court laps de temps cette loi aurait certes gardé plus de prestige. Mais elle est restée en vigueur pendant deux ans, en dehors d'un remaniement en 1931.

Le seul avantage de cette loi est qu'elle a mis un obstacle à l'importation des articles de luxe. Cette question a suscité des discussions; et certains même qui se déclaraient partisans de la loi, se sont montrés hostiles après coup, à cause de l'interdiction des articles de luxe. Ils en étaient sans doute des consommateurs fidèles, nous ne leur en faisons pas grief, étant donné qu'il est parfois difficile de distinguer entre l'utile et l'agréable, le luxe et le nécessaire.

1. La Commission de contrôle a fixé le 7 mai les cours des principales devises étrangères aux taux suivants : 1 livre sterling = Krans 59,5 (achat), 60 (vente); 100 francs français = Krans 47,9 (achat), 48,35 (vente); 1 dollar = Krans 12,25 (achat), 12,35 (vente).

D'autre part, tant d'articles qui passaient autre fois pour être de luxe sont aujourd'hui devenus d'une nécessité certaine.

Seulement, quand il s'agit d'une crise et de questions vitales dans un pays, il ne peut plus être question de se montrer consommateur acharné des articles de luxe, afin de rester partisan du progrès.

Nous donnons quelques chiffres, ci-après, pour avoir quelque idée de la nature et de l'importance des objets de luxe en question :

Tissus de soie	3 432.000	kran.
Rubans et broderies.	2.087.000	—
Boissons alcooliques	3.721.000	—
Bonbons, chocolats, etc.	742.000	—
Gramophone et ses accessoires.	1.193 000	—
Parfumerie.	346.000	—
Jouets et cartes à jouer.	588.000	—
Conserves	218.000	—
Total général.	12.237.000	kran.

Ce sont les objets de luxe importés d'après les statistiques de 1927.

En temps normal, ce chiffre n'a rien d'alarmant, mais à certains moments critiques cette prodigalité peut devenir ruineuse et dangereuse.

Nous disions que l'avantage de la loi en question, était d'interdire l'importation de ces objets. Cet avantage était obtenu indirectement : au moyen du refus des permis de devises. Si on voulait défendre ouvertement cette importation par la voie des douanes, etc., on se serait heurté aux conventions avec les pays étrangers et de toute façon les pays avec lesquels nous sommes en relations commerciales, auraient agi par représailles. Et encore cette façon d'agir ne peut être justifiée que pendant un temps court et d'une manière provisoire.

Nous n'ignorons pas qu'à la suite de la crise de crédit, il y a eu le contrôle des devises dans beaucoup de pays en Europe. Les restrictions au commerce des devises ont été destinées à exercer un contrôle sur :

1^o Les opérations portant sur les capitaux, telles que : les exportations de capitaux et le remboursement des dettes étrangères ;

2^o Les opérations en compte courant, surtout les importations de marchandises, ce qui signifie qu'une nouvelle méthode pour maintenir les importations dans les limites désirables est venue s'ajouter à celle déjà employée, par les divers pays, dans leur politique commerciale ¹.

Examinons maintenant l'effet du contrôle des devises en Iran sur ces deux points :

En ce qui concerne l'exportation des capitaux, nous avons déjà fait allusion à ce point et dit qu'il n'y a pas de circulation internationale de capitaux en Iran. Si cela existait, la loi aurait bien trouvé sa raison d'être.

Quant à son effet sur l'importation des marchandises, à part les quelques articles de luxe dont nous avons parlé, notre pays ne peut s'en passer sans éprouver d'insupportables privations.

On sait qu'après la guerre, l'Iran a porté son attention sur les progrès industriels de l'Europe. Mais le mouvement n'a pris de l'élan que depuis l'avènement du nouvel Empereur, Sa Majesté Reza Chah Pahlavi, souverain actuel de l'Iran.

Depuis cet heureux avènement, entre autres progrès, une industrialisation rapide s'est introduite dans le pays. Aujourd'hui les usines et manufactures se développent et

1. Elver, Le contrôle sur les devises et le maintien nominal de l'étalon-or. *Revue d'économie politique*, 1932.

nous fournissent les articles pour lesquels nous étions auparavant tributaires des pays européens. Ces principales industries nouvelles et en plein progrès sont : les industries sucrière, électrique, du cuivre, du ciment, des filatures, des tissus, etc.

La naissance et l'essor de ces industries pour un pays qui n'a conquis son indépendance économique et douanière que depuis quelques années, prouve sa pleine capacité à se lancer dans la voie du progrès. Mais si grand qu'ils soient le courage de l'État et le sacrifice des particuliers pendant quelques années ne suffisent pas à combler les lacunes produites par la dernière dynastie régnant sur l'Iran.

En un mot, il faut voir aussi le revers de la médaille. Il y a des industries qui n'existent pas encore en Iran. Par exemple, l'industrie métallurgique et la fabrication de certains produits chimiques et pharmaceutiques.

Or, pour exister, ces industries exigent certaines conditions non seulement techniques, mais aussi économiques. La question de débouchés se pose et nous ne trouvons pas encore dans le pays, la capacité d'absorber les produits d'une grande entreprise fabriquant en série et en grande quantité. La population, son pouvoir d'achat, l'intensité de ses besoins, sont des facteurs qu'on doit prendre en considération pour fonder une entreprise industrielle dans un pays.

Dans l'état actuel des choses, nous ne trouvons pas souhaitable la création de telles industries. Mieux vaudrait s'occuper, pour le moment, de l'exploitation des richesses naturelles du pays que de fonder une industrie automobile, par exemple, qui ne trouverait même pas assez d'acheteur pour écouler le produit de sa fabrication.

La loi sur le contrôle des devises a causé de nombreux malaises dans les affaires. On s'est mis à acheter et vendre des devises en dehors des prix indiqués par la Commission des devises. On faisait par la bourse noire ce qu'on ne pouvait pas faire ouvertement.

Voici la traduction de quelques paroles d'un témoin ¹ :

« Au moment où nous écrivons ces lignes, le commerce
« d'importation est complètement paralysé. On ne sait
« pas encore si le Gouvernement pourra stabiliser le change
« à un taux artificiel. Les prix des cotonnades de Man-
« chester et de Russie ont monté de 30 p. 100 sur le marché
« de Téhéran et ceux des marchandises de luxe de 35 à
« 40 p. 100. La crise aura pour effet de liquider les stocks
« accumulés et d'éclairer un peu la situation, mais c'est
« une consolation médiocre dans l'état de malaise actuel
« des affaires. »

D'une façon générale, le contrôle des devises a diminué le commerce extérieur.

EXPORTATIONS. — Lorsque la monnaie d'un pays baisse, il est plus avantageux pour un importateur, de payer son débiteur étranger au moyen d'exportations que de le payer en devises acquises à un prix exorbitant. Du moment que les pouvoirs publics fixent arbitrairement la cote des devises, cette incitation disparaît d'autant plus que la différence entre le prix imposé et le prix normal est plus grand.

IMPORTATIONS. — Nous avons déjà dit que dans l'état actuel des choses les articles de nos importations comptent pour les premières nécessités du pays.

1. M. E. R. Lingeman, *Rapport sur la situation économique de la Perse.*

Pour voir plus clair dans cette question nous divisons les importations en deux catégories :

1^o La première catégorie comprend des articles dont on peut trouver des succédanés dans le pays, ou bien dont la fabrication y existe déjà.

C'est l'insuffisance de production de ces articles qui nécessite leur importation. Bien qu'ils arrivent sur le marché avec un prix plus élevé que les articles nationaux, ils y trouvent acheteurs. Tels sont le sucre, le thé, les tissus. La fabrication de ces articles n'est pas encore suffisante, bien que le progrès et le développement de ces industries soient de plus en plus remarquables, et que chaque année, on voit surgir de nouvelles usines et manufactures.

Les produits de celles-ci bénéficient de deux avantages par rapport aux produits étrangers :

a) leur coût de production est moindre dans le pays.

Le prix de revient est moindre parce que celui des matières premières et les salaires y sont moindres.

b) Ils sont exempts des surcharges douanières, contrairement à ceux des produits étrangers.

Donc cette première catégorie d'importations n'est pas préjudiciable au marché intérieur ; elle répond à l'insuffisance de la production nationale, loin de pouvoir concurrencer et supplanter celle-ci.

2^o Il y a une seconde catégorie comprenant les produits de la grande industrie et des entreprises d'une large envergure. Pareilles industries sont encore inexistantes en Iran. L'industrialisation du pays ne date que depuis quelques années et tant que les conditions techniques et économiques de ces industries ne sont pas réalisées dans le pays, on est obligé d'acheter et d'importer les produits étrangers.

Comme exemple, citons les produits de la grande indus-

trie métallurgique et certains produits chimiques et pharmaceutiques.

Pendant la réglementation de la transaction des devises il y a eu une grande gêne parmi les consommateurs.

Les marchandises d'importation augmentèrent excessivement de prix. Entre autres les malades privés de médicaments, se consolaient difficilement par le rétablissement de la balance commerciale du pays. Pour l'une et l'autre de ces catégories d'importations il n'y a, à notre avis aucun avantage de mettre obstacle à leur entrée dans le pays, au moyen du contrôle des devises étrangères.

Un autre inconvénient de cette restriction en matière des devises est la surcharge d'une bureaucratie compliquée, qui ne parvient même pas à empêcher la mauvaise intention des gens sans scrupule qui traitent en bourse noire.

Tout cela ne nous empêche pas d'être partisan du contrôle des devises, en tant qu'institution provisoire d'un court délai de deux ou trois mois. C'est alors qu'elle peut porter les fruits qu'on en attend, à savoir : mettre en échec une spéculation acharnée qui mène la monnaie vers l'abîme. Mais si l'existence de cette institution se prolonge, non seulement son effet bienfaisant disparaît, l'institution elle-même devient une source de gêne, de malaise et surtout de fraude.

LOI COMPLÉMENTAIRE DU CONTROLE DES DEVICES ÉTRANGÈRES DU 22 JUILLET 1930

Ce que nous avons vu dans les pages précédentes, représente la critique de la loi du contrôle des devises appliquée dans notre pays. Mais le mécanisme même de cette loi était incomplet, il y avait surtout une erreur, une lacune et la loi demandait aussi un article complémentaire.

L'ERREUR. — L'alinéa 8 de l'article 11 de la loi interdit l'importation du métal argent sous forme monnayée ou non ; l'alinéa 10 du même article interdit l'exportation du dit métal.

Si la baisse de la monnaie avait pour cause l'abondance de l'argent métal, on comprend mal l'interdiction de son exportation, et si la pénurie de ce métal pouvait être alarmante, pourquoi prohiber son importation ?

LA LACUNE. — Beaucoup de commerçants avaient pris des engagements avant la loi du contrôle des devises et se trouvaient dans l'embarras pour les tenir.

En tout cas les restrictions de la loi ne pouvaient pas être justifiées à leur égard.

LE COMPLÉMENT. — L'article 5 de la loi prescrit bien que les possesseurs de devises étrangères sont tenus d'informer l'État ou la Banque désignée par lui, du montant de leurs devises. Tout vendeur de devises doit préalablement les offrir à l'État, ou à la banque par lui désignée et attendre la décision qui lui sera transmise.

Mais contrairement à la prescription de cet article certains possesseurs de devises échappaient au contrôle gouvernemental, en recourant à des combinaisons en dehors des banques autorisées à vendre des devises étrangères.

A cause de ces irrégularités, le Gouvernement a été amené à déposer et à faire voter un projet de loi tendant à compléter celle sur le contrôle des devises. C'est la loi complémentaire du contrôle des devises du 22 juillet 1930 dont l'article premier stipule :

« Tous les exportateurs sont tenus de vendre au Gouvernement ou aux banques autorisées, dans le délai de vingt

jours à partir du jour où ils ont touché les devises, 90 p. 100 de ces devises provenant des marchandises exportées. Mais dans le cas où les susdits possesseurs s'engageraient à importer pour 50 p. 100, de leurs devises, des marchandises pour lesquelles n'est pas prévue l'autorisation de la Commission de contrôle, ils seraient exempts de la vente des 50 p. 100 de leurs devises. »

En ce qui concerne l'exportation de l'argent métal, il y a lieu de citer l'article 4 de cette loi ainsi conçu :

ART. 4. — L'exportation de l'argent monnayé ou sous forme de lingots, sera libre à deux conditions :

- 1^o Que les prescriptions de l'article 1 soient observées ;
- 2^o Que préalablement à toute exportation, on informe la Commission du contrôle des devises.

On doit enlever aux pièces monnayées iraniennes, leur valeur légale avant leur sortie, au moyen de l'apposition d'un cachet ou d'un signe spécial.

Néanmoins le Conseil de cabinet est autorisé à interdire l'exportation de l'argent, chaque fois qu'il jugera cette mesure nécessaire.

Enfin pour venir en aide à ceux qui avaient pris des engagements avant le vote de la loi sur le contrôle des devises, il y a l'article 5 de la nouvelle loi qui facilite l'exécution de ces obligations atteignant approximativement le chiffre de 2 millions de livres sterling.

ART. 5. — Les personnes ayant eu des engagements en devises étrangères antérieurement à la loi sur le contrôle des devises, et désirant faire des exportations en vue de remplir leurs engagements, seraient exemptées, pendant six mois des prescriptions de l'article 1 à deux conditions :

1^o De présenter par écrit leurs engagements pris avant la loi, à la Commission du contrôle des devises, pour obtenir un certificat de vérification de leur déclaration;

2^o Présenter ce certificat au bureau douanier d'exportation.

Remarque. — L'exportation des tapis, de la gomme adragante et de l'opium ne bénéficient pas de cette exemption¹.

SECTION II. — Loi préparatoire à l'introduction de l'étalon-or du 18 mars 1930.

Pour la stabilisation du Kran, la mesure la plus fondamentale était, certes, le changement de l'étalon monétaire. C'est par la loi du 27 esfande 1308 (18 mars 1930) que le Madjless a voté la loi adoptant l'étalon-or.

Cette loi qui avait été projetée déjà depuis longtemps, ne pouvait pas fonctionner immédiatement. Certaines conditions devaient être réalisées avant la mise en marche de la loi. La plus importante de ces conditions préalables était l'acquisition d'une réserve nécessaire d'or et on ne pouvait pas encore prévoir quel système de l'étalon-or pourrait être adéquate. Certaines considérations justifiaient l'appel à un concours étranger ; mais on ne pouvait pas encore se prononcer sur la nature de ce concours.

Nous précisons donc dès maintenant que la loi du 18 mars 1930, est une loi préparatoire pour l'adoption de l'étalon-or et elle remet par son article 11, à une loi ultérieure le soin de déterminer la date de la circulation effective des numéraires en or, ainsi que la manière de changer

1. Texte de la loi d'après le rapport du Ministère des Finances.

les Krans en rials et les rials d'argent en rials d'or ou en devises étrangères.

Le législateur ne s'est donc pas décidé sur la modalité du système; en d'autre terme, il n'a pas spécifié, si l'on choisirait l'étalon or proprement dit ou l'étalon du change or (gold exchange standard).

En effet, cette question de modalité ne pouvait être résolue que le jour du vote de la seconde loi autorisant la circulation effective de la monnaie en or ou basée sur l'or, vu les considérations d'opportunité et de possibilité du moment.

Ce qui est certain c'est que le Gouvernement autorisa la Banque Nationale à acheter graduellement dans la mesure de ses disponibilités les monnaies d'or¹, circulant dans le pays, pour augmenter son encaisse métallique.

La réserve d'or existant à Londres allait faire partie de l'encaisse de la Banque Nationale, à laquelle s'ajouterait la redevance annuelle et variable de l'Anglo-Persian Oil Co exigible en quelques mois.

On envisageait aussi, pour accroître cette réserve, de mettre en vente des bijoux de la couronne, et de confier la réserve d'or à la Banque des Règlements internationaux à Bâle.

D'après la loi du 18 mars 1930² l'unité monétaire légale de l'Iran est le « rial » d'or qui se divise en cent dinars (art. 1).

Les pièces monétaires légales ayant cours sont (art. 2) :

a) Pièces d'or :

1. *Bulletin de la Chambre de Commerce franco-persane*, n° 2.

2. Cette loi du 18 mars 1930 a été modifiée en différents points par l'article I d'une seconde loi du 22 Esfand 1310 (13 mars 1931), en même temps que quelques prescriptions de l'ancienne loi furent entièrement supprimées.

Pièce en or de vingt rials nommée « Pahlevi » ;

Pièce en or de dix rials nommée « demi-Pahlevi ».

b) Pièces d'argent :

Les pièces d'un demi-rial, d'un rial, de deux rials et de cinq rials.

c) Pièces de nickel :

Les pièces de cinq dinars, de dix dinars, et de vingt-cinq dinars.

d) Pièces de cuivre :

Les pièces d'un dinar et de deux dinars (ce littéra fut supprimé par la loi de 1931).

L'article 3 de cette loi détermine le poids et le titre de l'étalon :

a) Un rial équivaut à 0,07322382 gr. d'or fin.

b) La pièce en or de dix rials ou le demi-Pahlevi possède 3,661191 gr. d'or pur et la Monnaie Impériale doit frapper 136,5675 pièces d'un Pahlevior avec un kilogramme d'or pur.

d) La pièce en argent d'un demi-rial ayant cours légal à l'intérieur du pays et qui représente le demi-rial or, possède 2,07 gr. d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 483,0916 pièces d'un demi-rial avec un kilogramme d'argent pur.

e) Le rial argent ayant cours légal à l'intérieur du pays, et qui représente le rial d'or, possède 4,14 gr. d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 241,548 pièces d'un rial avec un kilogramme d'argent pur.

f) La pièce de deux rials argent ayant cours légal à l'intérieur du pays et qui représente deux rials or, possède 8,28 gr. d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 120,774 pièces de deux rials avec un kilogramme d'argent pur .

g) La pièce de cinq rials argent ayant cours légal à l'intérieur du pays et qui représente cinq rials or, possède 20,70 gr. d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 48,309 pièces de cinq rials avec un kilogramme d'argent pur.

D'après les stipulations de l'article 6, la frappe des pièces d'or est libre pour le compte des particuliers.

Le droit de frapper des pièces d'argent, de nickel et de cuivre, est exclusivement réservé au Gouvernement, ce droit ne peut être l'objet d'aucune cession.

L'article 9 consacre la réserve monétaire. Cette réserve obligatoire doit au moins être égale au total de la somme des monnaies d'argent, de nickel et de cuivre.

La réserve devra consister en monnaies et lingots d'or et en devises sur des pays où l'achat, la vente et les transactions de l'or sont libres.

Cet article a été supprimé et remplacé par l'article 8 de la loi monétaire du 13 mars 1932, nous y reviendrons dans la troisième partie de cet exposé.

L'article 11 concerne la date de la circulation. D'après cet article la date de circulation des rials, la manière de changer les Krans en rials, et les rials d'argent en rials d'or ou en devises étrangères, et la limite de la frappe des rials d'argent et des pièces en nickel et en cuivre, sera déterminée par une loi spéciale approuvée par le Parlement, dans un délai ne dépassant pas un an.

ART. 12. — Aux termes de cet article l'entrée est libre pour l'or, elle est prohibée pour l'argent sous toutes les formes à l'exception des objets d'orfèvrerie.

La sortie de l'or et de l'argent est interdite sous toutes leurs formes, exception faite des cas prévus par les lois et règlements.

Nous venons d'examiner ainsi, les articles les plus saillants d'une loi fondamentale, en matière de stabilisation monétaire de notre pays, depuis longtemps en expectative.

Aux termes de cette loi, il devait y avoir en circulation vers la fin de 1309 (mars 1931) deux monnaies à cours légal : la monnaie or Pahlevi et la monnaie argent rial, sans compter la monnaie divisionnaire dinar.

Le titre des monnaies d'or et d'argent était de 900 /1.000 de métal pur et de 100 /1.000 de cuivre.

La réserve or devait être déposée à la Banque Nationale qui la tiendrait en Iran ou dans les Banques étrangères. Quant aux devises étrangères, on comptait que la grosse partie en serait à l'étranger.

Cette tendance de déposer la réserve en métal et en devises dans les banques étrangères, rapprochait le système de celui du gold exchange standard. La possibilité de garder une partie de la réserve dans la Banque Nationale, écartait ce système du gold exchange standard pour le rattacher au système du gold bullion ou du gold spécis standard suivant la modalité qu'on aurait accepté pour se mettre en harmonie avec les circonstances.

Un autre point méritait d'attirer l'attention. C'était le montant de la nouvelle monnaie d'argent à frapper, non établi par la loi. C'est une question délicate qui doit être résolue avec autant de précision que possible. En réalité, il faut éviter d'une part, l'inflation monétaire par une frappe abondante, et d'autre part, la pénurie et la gêne créées par la frappe d'une quantité de monnaie insuffisante par rapport aux besoins normaux du pays. On préconisait à 30 millions de tomans (un toman vaut dix rials) le chiffre global de la nouvelle monnaie d'argent sur le point d'être frappée.

Il nous reste à parler des billets de banque et de leur adaptation au régime monétaire nouveau.

La complication venait de ce que le droit d'émission des billets de banque était une concession appartenant à la Banque Impériale de Perse. Ce point ayant une importance particulière dans l'histoire économique et monétaire de l'Iran, nous allons étudier dans une partie spéciale l'arrangement qu'il y a eu à ce sujet, entre l'Imperial Bank of Persia d'une part et le Gouvernement iranien de l'autre.

LOI DU 6 KHORDAD 1309 (JUN 1930). RETRAIT
DU PRIVILÈGE D'ÉMISSION DE L'IMPERIAL BANK OF PERSIA

A la date du 6 Khordad 1309, le Parlement a voté une loi d'un seul article autorisant le Gouvernement à échanger ses quatre articles annexes sous le titre de l'annexe 5 de la concession de l'Imperial Bank of Persia avec cette Banque.

D'après l'article 1 de cette annexe, la Banque Impériale renonce à son privilège d'émission des billets de banque, qui lui avait été concédé par le Gouvernement. La Banque est tenue de payer, jusqu'au 20 juin 1931, au plus tard, la somme de tous les billets émis, et présentés à elle, sous la surveillance du Haut Commissariat impérial.

A l'expiration de ce terme, la Banque paiera à l'État, la somme des billets non présentés par les particuliers.

L'article 2 est la contre-partie du premier, aux termes de cet article :

1^o Le Gouvernement iranien renonce à son droit de contrôle spécial, après le retrait des billets. La fonction du Haut Commissariat impérial sera abolie et la Banque sera exemptée de payer à l'État des indemnités pour le compte de ce haut fonctionnaire.

2° La Banque sera dispensée du paiement à l'État d'une redevance annuelle de 6/100 des revenus nets, à partir de la ratification de cette annexe.

3° Le Gouvernement paiera à la Banque, le 20 mars 1931, en compensation de son renoncement, une somme de 200.000 livres sterling comptant, à Londres.

4° La Banque sera autorisée par le Gouvernement à accepter des gages mobiliers dans ses transactions, et elle pourra acheter les immeubles hypothéqués auprès d'elle, pour rentrer dans ses créances. Ce droit de propriété est provisoire et ne doit pas dépasser un an.

L'article 3 concerne la conciliation et l'arbitrage dans les conflits éventuels entre la Banque Impériale et le Gouvernement.

Ainsi le privilège d'émission des billets de banque, qui était non seulement une source de profits mais aussi un dernier vestige de l'influence britannique dans le pays, fut aboli et rétrocédé au Gouvernement. Ce droit fut exercé dès lors, par la Banque Nationale, érigée en Banque d'émission.

SECTION III. — Institution du monopole du commerce extérieur en Iran. Lois du 25 février et 11 mars 1931.

Malgré toutes les mesures prises par le Gouvernement en vue de maintenir la stabilité du rial, la baisse nouvelle du métal argent à partir de l'année 1931 fit hausser le change étranger. La livre sterling monta à 89 Krans au cours de l'année 1930-31 contre 48 Krans pendant 1928-29.

Pour soutenir le cours du Kran, le Gouvernement a été amené à établir le monopole du commerce extérieur. La loi principale est celle du 25 février 1931, avec

l'article unique instituant le principe du monopole.

Pour déterminer les modalités relatives à la mise en exécution et de fixer les attributions des fonctionnaires de l'État et celles des commerçants, cette loi a été complétée par une loi supplémentaire du 11 mars 1931.

D'après l'article 2 de cette dernière on ne peut importer des produits étrangers en Iran que sous la stricte condition d'exporter des produits iraniens et dans les limites du prix des marchandises exportées.

L'exportation du pétrole, des matières pétrolifères et des produits de pêcheerie ne donnera pas droit à l'importation de marchandises.

L'importation de l'or en lingots ou en poudre dispense de l'obligation d'exporter.

Le Gouvernement peut concéder à des particuliers le droit d'importation des produits au moyen des permis spéciaux. Le permis contient et spécifie les engagements du bénéficiaire, tels que le non-accaparement et la vente à un juste prix (art. 3).

La rigueur de la loi est assouplie par l'article 4 qui admet l'importation de certaines marchandises sans les assujettir à une exportation équivalente :

a) Les marchandises que le Gouvernement importe pour ses propres besoins ;

b) Les marchandises en transit par l'Iran ;

c) Les marchandises qui ne sont pas destinées à la vente et dont le prix d'achat n'est pas acquis en Iran, et cela avec l'autorisation du Gouvernement ;

d) Les marchandises qui seront importées pour les besoins des personnes ou des institutions jouissant de l'exemption douanière, dans les limites de leurs besoins et avec l'autorisation spéciale du Gouvernement ;

e) Les machines et outils importés et destinés à assurer les besoins importants du pays et à dispenser ce dernier des productions et de l'industrie des pays étrangers.

D'après l'article 5, chaque année le Gouvernement détermine la quantité de marchandises à importer, en distinguant deux catégories : les produits dont l'importation sera déléguée à des particuliers et ceux dont le Gouvernement réserve l'importation.

Pour retirer les marchandises importées de la douane, il est indispensable de présenter le permis d'importation et le certificat d'exportation des marchandises équivalentes. Toutefois, à défaut de certificat, on peut donner une garantie reconnue valable et suffisante que dans trois mois au plus tard, une exportation équivalente aura lieu (art. 8).

L'article 11 est consacré à l'amélioration de la qualité des produits d'exportation. Le Gouvernement interdit la sortie des produits non conformes aux échantillons et aux conditions de préparations fixées par des règlements, et qui porteraient atteinte à la bonne réputation des exportations du pays.

Tout exportateur est tenu de vendre au Gouvernement, dans le délai pour lequel il se sera engagé au moment de l'exportation et dont le maximum sera de huit mois, ses devises étrangères au cours du rial fixé au moment de l'évaluation de ses exportations (art. 13).

CARACTÈRES DE LA LOI DU MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Après l'énoncé des dispositions les plus importantes de la loi, nous nous trouvons en mesure de l'apprécier et d'en tirer les idées générales dont le législateur a été inspiré.

Avant tout, nous tenons à remarquer que la dénomina-

tion du « monopole du commerce extérieur » n'est pas tout à fait conforme ni à l'esprit ni à la lettre de cette loi ; car, le commerce extérieur, tant pour les importations que pour les exportations, reste en principe libre entre les mains des particuliers sauf certaines restrictions relatives à l'établissement de l'équilibre de la balance commerciale et à la bonne qualité des produits exportés.

C'est plutôt une loi du contingentement des importations tout en admettant le libre-échange dans le cadre des prescriptions légales.

Le moyen le plus efficace dont s'est servi la loi est le certificat d'exportation, car ce dernier étant négociable à des prix allant jusqu'à 27 p. 100 de la valeur nominale, constitue une mesure favorable à l'exportation. C'est ainsi que pour la première fois nous constatons, dans l'année même où la loi a été votée, un excédent d'exportations (autres que les huiles minérales) sur les importations.

Cet état excédentaire, par suite de l'aggravation de la crise mondiale et ses répercussions en Iran, n'a pu continuer au cours de l'année suivante 1932-1933 ; il n'en est pas moins vrai que la loi en question a été la mesure la plus fondamentale pour sauvegarder les intérêts légitimes du pays, tout en respectant les conventions préalablement établies avec les pays étrangers.

Nous apprécions d'autant plus la loi sur le monopole du commerce extérieur qu'elle répond à notre sentiment de justice sociale ; elle consacre, en réalité, la répartition égale des charges à l'intérieur du pays.

L'enchérissement du certificat d'exportation au-dessus de sa valeur nominale, constitue, il est vrai une prime à l'exportation, indispensable d'ailleurs pour l'état économique du pays ; mais cette prime est payée, de la sorte,

par tous les consommateurs qui constituent la masse de la population, étant donné que les produits importés sont d'une utilité reconnue et doivent répondre aux besoins réels de l'homme.

Toutefois, le mot « prime » ne doit pas nous induire en erreur ; n'oublions pas que nous sommes dans une année de crise mondiale en 1931-1932, et que l'exportateur serait voué à l'échec sans cette soi-disante « prime » acquis par le moyen du certificat. En d'autres termes les charges de la crise mondiale, trop lourdes à supporter par le seul exportateur, ont été réparties d'une façon égale entre les différentes classes du pays entier.

En ce qui concerne l'effet de la loi sur le marché du change, il est probable que sans la loi sur le monopole du commerce extérieur, les répercussions de la crise mondiale en Iran auraient abouti à l'exode du métal blanc pour combler l'excédent des importations sur les exportations. Le Gouvernement serait-il intervenu en mettant l'embargo sur l'argent, une sous-évaluation exagérée s'en serait suivie dans le marché du change et aurait constitué un péril imminent pour la monnaie nationale.

D'un certain côté la loi sur le monopole du commerce extérieur paraît comme le perfectionnement de la loi sur le contrôle des devises, qui assure tous les avantages de cette loi sans en présenter les inconvénients ; mais, selon nous, c'est une mesure de portée plus considérable, d'ordre plus général, qui ne regarde pas seulement l'état du change, mais l'ensemble de l'état économique du pays. On peut considérer que par cette loi, le législateur, d'une façon consciente ou non, a pris une mesure préventive contre les méfaits et réactions inévitables de la crise mondiale en Iran.

CHAPITRE V

ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE DE L'IRAN

SECTION I. — Balance commerciale et balance des comptes.

§ 1. — BALANCE COMMERCIALE

Il serait souhaitable de suivre le commerce extérieur de l'Iran, au moins à partir du XIX^e siècle ; mais il n'y a aucun document ni aucune statistique dignes d'être admis comme base pour l'évaluation du commerce extérieur au cours de la majeure partie du siècle dernier.

C'est seulement en 1881-1882 qu'on établit pour la première fois la statistique des exportations et des importations, sous l'initiative d'Aminod-Dowlé, ministre des Douanes à cette époque¹.

La statistique ainsi établie démontre que les importations excédaient les exportations. Toutefois, nous rappelons que les statistiques d'avant 1900 ne sont pas exemptes d'erreurs, car il n'existait pas encore de registres réguliers pour inscrire les marchandises à l'entrée et à la sortie.

D'après Lord Curzon² entre les années 1880 et 1889 la moyenne annuelle du commerce extérieur de l'Iran a été de 7.250.000 £ ou 181.250.000 francs. Plus de 3.000.000 £ de ce total doivent être imputées au commerce irano-anglais (les

1. Iran Eghtéssadi, p. 438.

2. *Persia and the Persian question*, p. 562.

Indes comprises) dont 2.000.000 pour les importations et 100.000 pour les exportations.

En prenant l'année 1889 le même auteur évalue le commerce extérieur¹ à 220.500.000 Krans (la valeur de la livre sterling étant 35 Krans en 1889, l'équivalent serait 6.300.000 £ ou 157.500.000 francs. Dans ce total les importations représentent 136.696.000 Krans (3.913.100 £) et les exportations 74.420.000 Krans (2.126.000 £).

A partir de 1900 le commerce extérieur de l'Iran prend une extension considérable. Nous indiquons dans les colonnes ci-dessous la valeur des importations et exportations de 1901-1902² jusqu'à 1913-1914.

Année.	Importation en Krans.	Exportation en Krans.	Total du commerce extérieur.
1901-1902. . . .	298.577.216	150.597.757	449.174.973
1902-1903. . . .	273.442.664	189.020.079	462.462.743
1903-1904. . . .	385.036.158	254.774.504	639.810.662
1904-1905. . . .	349.914.613	247.961.340	597.875.955
1905-1906. . . .	386.463.091	293.143.331	679.606.422
1906-1907. . . .	431.039.773	353.376.841	784.416.614
1907-1908. . . .	408.434.263	317.080.682	725.514.945
1908-1909. . . .	372.484.073	326.206.999	698.691.072
1909-1910. . . .	442.428.516	377.526.189	813.954.705
1910-1911. . . .	484.507.631	375.426.903	859.934.534
1911-1912. . . .	570.208.440	420.784.682	990.993.122
1912-1913. . . .	567.575.639	436.333.271	1.003.908.910
1913-1914. . . .	674.164.841	455.839.636	1.103.004.476

La valeur moyenne du Kran 0 fr. 45.

Excédent des importations sur les exportations :

Année.	Krans.	Année.	Krans.
1901-1902. .	147.974.459	1908-1909. .	46.777.074
1902-1903. .	84.422.585	1909-1910. .	70.902.327
1903-1904. .	130.261.654	1910-1911. .	109.080.728
1904-1905. .	101.953.273	1911-1912. .	143.423.758
1905-1906. .	93.319.760	1912-1913. .	131.242.367
1906-1907. .	77.662.939	1913-1914. .	191.325.206
1907-1908. .	91.353.581		

1. P. 559 et suiv.

2. L'année iranienne commence le 21 mars avec l'équinoxe de printemps.

Ce développement, qui a presque quintuplé l'importance du commerce extérieur¹, s'explique en partie par l'industrialisation de la Russie à cette époque. Ce pays achetait les matières premières à des prix très avantageux, grâce à la convention douanière de 1902 pour les transformer en produits fabriqués et en assiéger le marché iranien.

Un autre fait doit attirer l'attention au sujet de cette augmentation brusque du commerce extérieur. C'est qu'avant l'année 1900 les douanes de l'Iran étaient en fermage, et il en résultait deux sources d'erreurs : en premier lieu par le manque de surveillance douanière et en second lieu par défaut de registres réguliers et de statistique sérieuse.

Malgré l'accroissement du commerce extérieur la balance commerciale restait déficitaire. La balance des comptes était aussi défavorable dans cette période, puisque le pays s'appauvrisait démesurément, et le Gouvernement était toujours en quête d'expédients et de moyens d'emprunter.

BALANCE COMMERCIALE PENDANT LA GUERRE. — L'observation du tableau suivant montr l'état du commerce extérieur au cours des quatres années de la guerre mondiale :

Année.	Importations.	Exportations.	Total en Krans.
1914-1915	499.322.910	396.575.863	895.380.773
1915-1916	464.107.965	377.134.614	841.242.379
1916-1917	494.771.017	433.895.346	928.666.363
1917-1918	468.065.910	338.714.384	806.780.299

Il est facile de constater la diminution du commerce extérieur pendant les hostilités. Elle est causée par le fléchissement de la production, résultant des dégâts, com-

1. M. Kazémi, *Le commerce extérieur de la Perse*, p. 29.

mis par les armées belligérantes sur le territoire de l'Iran, qui, bien que neutre, ne servait pas moins de champ d'opérations aux armées russes, anglaises, allemandes et turques.

Il y a lieu d'ajouter à cette première cause la famine et l'épidémie de 1917-1918, ravageant le pays et détruisant 1/5 de sa population. Or, l'atteinte portée à la production a eu comme résultat fatal la diminution des exportations et par réaction l'affaiblissement des importations. C'est purement et simplement la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say appliqué à notre cas.

BALANCE COMMERCIALE APRÈS LA GUERRE. — L'événement le plus important dans l'histoire économique de notre pays a été son indépendance douanière, reconquise après la guerre, à la suite de traités conclus avec les Soviets. Le régime libéral et d'autonomie a été généralisé et étendu vis-à-vis d'autres pays en relations commerciales avec l'Iran, et, jouissant auparavant de la clause des nations les plus favorisées.

Le commerce extérieur progresse et devient florissant; la balance commerciale accuse un état favorable et excédentaire à partir de 1922-1923.

Année.	Importations.	Exportations.	Total en Krans.
1918-1919. . .	476.286.723	270.868.943	747.155.736
1919-1920. . .	629.797.656	367.817.353	997.610.009
1920-1921. . .	482.551.633	371.198.779	835.550.412
1921-1922. . .	609.775.368	502.044.789	1.111.820.157
1922-1923. . .	619.201.046	733.982.813	1.353.183.889
1923-1924. . .	681.321.823	768.392.162	1.449.713.985
1924-1925. . .	771.445.143	1.000.163.142	1.771.608.285
1925-1926. . .	881.025.407	1.059.389.922	1.940.415.329
1926-1927. . .	787.396.720	1.104.115.298	1.891.512.018
1927-1928. . .	807.433.373	1.060.411.054	1.867.844.427
1928-1929. . .	819.665.455	1.517.601.192	2.337.466.647

Excédent des importations sur les exportations¹ :

Année. .	1918-1919	1919-1920	1920-1921	1921-1922
Krans. .	205.417.850	261.975.303	411.152.854	407.730.579

Excédent des exportations sur les importations. :

Année. .	1922-1923	1923-1924	1924-1925	1925-1926
Krans. .	114.781.794	870.070.349	228.717.999	178.364.515

Année. .	1926-1927	1927-1928	1928-1929
Krans. .	316.718.578	252.977.681	697.735.737

La consultation du tableau ci-dessus permet de constater que notre balance commerciale, déficitaire avant 1922-1923 est devenue favorable depuis cette date.

Cette balance commerciale excédentaire est un signe heureux, mais ne constitue qu'un des éléments de la balance des comptes.

Nous verrons dans les pages suivantes les éléments négatifs de la balance des comptes, qui interviennent pour contrecarrer l'heureux effet de cette balance commerciale favorable.

BALANCE COMMERCIALE AU COURS DES DEUX ANNÉES (1928-29 ET 1929-30) PRÉCÉDANT LA LOI SUR L'ÉTALON-OR.

— Nous étudierons sous un titre spécial la balance commerciale pendant les années 1307 et 1308 (1928-29 et 1929-30) pour avoir une idée exacte de cette balance au moment où la crise monétaire fait son apparition en Iran.

Pendant l'année 1307 (Mars 1928-mars 1929) le volume du commerce extérieur de l'Iran a atteint 2.337.466 Krans dont 819.865.455 Krans pour les importations et 1.517.601.192 Krans pour les exportations.

1. M. Kazémi, *Le Commerce extérieur de la Perse*, p. 32.

En comparant ces chiffres à ceux de 1306 (1927-28) on constate facilement qu'il y a une augmentation de volume de 469.622.220 Krans pour le commerce général de l'Iran avec les mays étrangers en 1307.

Les excédents des exportations sur les importations, qui avaient été de 252.977.681 Krans en 1306 se sont élevés à 697.735.737 Krans en 1307 ¹.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que l'augmentation totale des importations ne s'élève qu'à 12.432.082 Krans, tandis que l'augmentation sur les lingots importés ainsi que sur les monnaies iraniennes fabriquées à l'étranger et celles réimportées, atteint 27.652.107 Krans ; d'où il résulte que le commerce réel d'importation est en diminution de 15.220.115 Krans par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le volume du commerce général de l'Iran avec les pays étrangers pendant l'année 1308 ² (1929-30) s'est élevé à 2.494.691.397 Krans dont 919.953.685 Krans pour les importations et 1.574.837.712 Krans pour les exportations.

Comparativement à l'année précédente il y a donc pour l'année 1308 une augmentation de 157.224.750 Krans.

En 1307 ce sont surtout les exportations des huiles minérales qui ont augmenté le volume du commerce extérieur, tandis qu'en 1308 l'accroissement des importations a contribué au développement du trafic avec les autres pays.

1. *Bulletin périodique de la Chambre de commerce franco-iranienne*, n° 2, p. 7.

2. *Bulletin périodique de la Chambre de commerce franco-iranienne*, n° 2, p. 27.

§ 2. — BALANCE DES COMPTES

On détermine la balance des comptes d'une manière approximative, car elle contient, en plus des éléments de la balance commerciale, des éléments invisibles favorables ou défavorables. Il y a d'autre part certains facteurs susceptibles de rendre un pays créiteur ou débiteur vis-à-vis de l'étranger, qui ne font pas partie de la balance commerciale.

Nous allons examiner les éléments de la balance des comptes et nous tâcherons d'indiquer dans quelle mesure ils ont profité à cette balance ou l'ont rendue déficitaire.

1^o INTÉRÊTS DES DETTES CONTRACTÉES AVANT LA GUERRE.

— Pendant le règne de Nasérod-dine¹ et pour la première fois en 1891, le Gouvernement iranien a emprunté une somme de 500.000 livres sterling pour dédommager une compagnie anglaise². Celle-ci avait obtenu la concession des tabacs pour cinquante ans en 1890 et devait payer chaque année au Gouvernement 15.000 de livres sterling, en plus d'un quart des bénéfices nets annuels. Le Gouvernement s'engageait à ne pas augmenter les impôts et taxes existants, pendant toute la durée de la concession³.

Les conditions de cette concession ne parurent pas favorables au pays auprès du public et les opérations de la compagnie inspirèrent des soupçons. Prenant prétexte, le pays se révolta et l'usage du tabac fut prohibé par le clergé, de telle sorte que Nassérod-dine se trouva obligé d'abolir la concession et de payer 500.000 £ au concessionnaire, Talbot,

1. De la dynastie Kadjar destituée.

2. The Imperial Tobacco Corporation in Persia.

3. *Gandjé Chayegan*, p. 117.

pour dommages et intérêts. Cette somme fut prêtée par la Banque Impériale de Perse au taux d'intérêt de 6 p. 100.

Le tableau suivant montre l'état des dettes de notre pays en 1913 à la veille de la guerre mondiale ¹.

N ^o	Somme.	Date.	Prêteur.	Délai.
1.	22.500 000 rouble d'or.	1900	Russie.	75 ans.
2.	10.000.000 —	1902 ²	Russie.	75 ans.
3.	314.281 £	1900	Inde.	15 ans.
4.	1.111.100 £	1911	Russie.	15 ans.
5.	1.250.000 £	1911	Angleterre.	50 ans.
6.	140.000 £	1912	Inde-Angl.	Indéterminé.
7.	200.000 £	1913	Russie.	3 ans.
8.	200.000 £	1913	Angleterre.	2 ans 1/2
9.	100.000 £	1913	Angleterre.	Indéterminé.

Pour le paiement des intérêts de ses emprunts, le Gouvernement avait engagé ses recettes douanières; celles du nord étaient affectées à la Russie et celles du sud réservées à l'Angleterre.

Nous devons reconnaître que ces emprunts russo-anglais, qui se montaient à une somme de plus de 6 millions et demi de livres sterling, étaient accordés d'autant plus facilement que nos deux voisins du nord et du sud avaient certaines visées politiques. Le gage qu'ils avaient obtenu, à savoir les recettes douanières et leur surveillance le cas échéant, laissait la porte toute ouverte aux influences de ces deux pays.

L'État iranien avait donc avant la guerre des dettes extérieures, qui pesaient lourdement sur son faible budget. La difficulté du paiement fut telle qu'en 1915 le Gouvernement ² demanda et obtint un moratorium des deux pays prêteurs : l'Angleterre et la Russie.

1. *Gandjé Chayegan*, p. 152.

2. Le cabinet de Mostowfiol-Memalik.

La révolution et la transformation du régime social en Russie pendant et après la guerre furent favorables par certains côtés à l'Iran.

Les soviets ne voulant pas payer leurs dettes à la France et aux autres pays créanciers, durent renoncer à leurs propres créances envers les pays endettés du régime tsariste. Le traité signé en 1921 avec l'U. R. S. S. annule toutes les dettes de l'Iran envers la Russie.

2° FRET ET ASSURANCES. — Les sommes importantes payées chaque année par les commerçants, aux transporteurs et aux compagnies d'assurances étrangères, constituent un élément débiteur de la balance des comptes.

3° INTÉRÊTS ET COMMISSIONS TOUCHÉS PAR LES BANQUES ÉTRANGÈRES. — Nous connaissons déjà les deux établissements : la « Banque d'Escompte de Perse » et la « Banque Impériale de Perse » organes d'influence russo-britannique ; il y avait encore d'autres institutions bancaires moins importantes comme la Banque Ottomane, qui faisaient toutes sortes d'affaires dans le pays et touchaient les intérêts des dettes et les commissions des transactions commerciales.

Cet état de choses est changé après la guerre : La Russie soviétique a cédé au Gouvernement iranien la « Banque d'Escompte de Perse » et cela par le même traité de 1921 qui annule ses créances envers lui.

D'autre part, l'institution de la « Banque Nationale de l'Iran » en 1306 (1926) a mis fin au monopole de fait de l'« Impérial Bank of Persia ». Notre Banque Nationale attire de plus en plus les affaires vers elle ; et ce côté n'est pas alarmant pour la balance des comptes.

4^o VOYAGE DES NATIONAUX A L'ÉTRANGER. — Les dépenses causées par les nationaux dans leurs voyages à l'étranger, jusqu'à ces dernières années, constituaient un élément négatif de la balance des comptes. En 1913 par exemple il y a eu 27.429.390 Krans de monnaies d'or et d'argent sortis contre 12.147.400 Krans entrés par la voie touristique. Bon nombre de nationaux partaient en pèlerinage pour les lieux saints (leur nombre était environ de 25.000 par an avant la guerre). Le Gouvernement a pris dernièrement des mesures restrictives (en 1930) en vue d'empêcher la sortie des capitaux ; et il n'y a presque pas de possibilité de voyager à l'étranger, si l'on n'est pas fonctionnaire en mission, étudiant ou malade.

D'après la statistique, le nombre des voyageurs entrés dans le pays pendant les dernières années avant la crise monétaire est supérieur au nombre de ceux qui en sont sortis (en 1927 il y a eu 50.991 personnes entrées et 40.329 sorties. Ces chiffres sont respectivement 49.437 et 33.348 pour 1928 ¹).

Il faut tenir compte des frais d'entretien des boursiers venant en Europe depuis 1928-29 à raison de 100 étudiants par an.

5^o HUILES MINÉRALES. — Les huiles minérales constituent l'élément le plus important de la balance commerciale, mais c'est un élément mixte qui peut aussi bien rentrer dans la balance des comptes.

L'exportation des huiles minérales rend fictivement la balance commerciale excédentaire, en ce sens que c'est une compagnie anglaise « Anglo-Persian Oil Co, » qui

1. M. Kazémi, *Commerce extérieur de la Perse*.

effectue ces exportations en fin de compte, et que c'est à elle, que le montant des ventes revient. Les actions de cette société sont possédées en la majeure partie par des sociétaires et capitalistes anglais. D'ailleurs, c'est à partir de 1922-23 que les exportations de cette compagnie tendent à augmenter.

Dans le tableau ci-dessous nous mettons en relief la part que les huiles minérales ont dans le commerce d'Exportations de notre pays au cours des trois années précédant la crise monétaire ¹ :

ANNÉE	1927-1928	1928-1929	1929-1930
	Krans.	Krans.	Krans.
Importations.	807.433.373	849.865.455	919.953.685
Exportations.	1.060.444.054	1.547.601.492	1.574.837.712
Exportation d'huiles minérales	597.273.000	1.037.547.500	1.087.441.684
Exportation d'autres produits.	463.138.054	480.053.692	487.397.031

L'observation de ce tableau prouve que les chiffres de 1307 (1928-29) représentent sur ceux de 1306 (1927-28) :

1° Une augmentation de 440.274.500 Krans ou 1,41 p. 100 pour les importations ;

2° Une augmentation de 440.274.500 Krans pour les exportations des huiles minérales ;

3° Une augmentation de 16.915.638 Krans ou 3,65 p.100 pour les exportations des autres produits.

En comparant les chiffres de 1308 (1929-30) à ceux de 1307 (1928-29) on arrive aux constatations suivantes :

1° Une augmentation de 99.988.230 Krans ou 12,19 p. 100 sur les importations ;

¹ *Bulletin périodique de la Chambre de commerce franco-iranienne*, n° 2 et n° 6, p. 7 et p. 27.

2° Une augmentation de 49.894.181 Krans ou 4,80 p. 100 pour les exportations des huiles minérales ;

3° Une augmentation de 7.342.339 Krans ou 1,52 p. 100 pour les exportations des autres produits iraniens.

En retranchant du total des exportations la valeur imputable aux huiles minérales, on constate donc que la balance commerciale devient nettement déficitaire. Mais cette matière d'huiles minérales contient des éléments favorables pour l'Iran dont on doit tenir compte dans la balance des comptes. Voici quelques-uns de ces éléments favorables :

a) L'État iranien et les particuliers nationaux possèdent des actions produisant un bénéfice annuel de près de 5 millions de Krans ;

b) Le Gouvernement a droit à une redevance annuelle de 16 p. 100 des bénéfices nets de la société. Ces redevances atteignent une somme d'environ 50.000.000 Krans par an ;

c) Les ouvriers qui travaillent dans les usines sont presque tous des Iraniens ; les salaires qu'ils reçoivent profitent à la balance des comptes de notre pays ;

d) De nombreux outils et machines que la compagnie fait venir de l'étranger, doivent être défalqués des importations, puisqu'ils sont payés par la société elle-même (80.000-000 Krans pour l'année 1927-28).

Quelques autres éléments moins importants méritent cependant d'être cités en faveur de la balance des comptes : Bon nombre de nationaux possèdent des avoirs dans les banques étrangères et touchent des intérêts impossibles à évaluer, qui contribuent cependant à rendre la balance créditrice.

Beaucoup d'émigrés et de résidents dans les pays étrangers envoient de l'argent à leurs familles.

Enfin, selon la remarque très juste d'ailleurs de M. Kazémi, les exportateurs déclarent une valeur approximative de leurs marchandises dans le bureau de douane, sans tenir compte des bénéfices qu'ils réaliseront au moment de leur vente à l'étranger. Nous ajoutons que cette différence est compensée d'ailleurs de la même façon, au moment de l'arrivée des marchandises dans le pays, et cela d'autant plus que les importateurs sont enclins à sous-estimer, à cause des charges douanières, la valeur de leurs importations.

Il n'y a qu'un cas où la différence entre la valeur déclarée à la sortie et le prix comprenant le bénéfice payé par l'étranger, serait à l'avantage de la balance commerciale : C'est lorsque les importateurs et les exportateurs seraient des nationaux ; mais nous sommes loin de là, et une grande partie du commerce extérieur de l'Iran s'effectue par les commerçants étrangers.

CONCLUSION SUR LA BALANCE COMMERCIALE ET LA BALANCE DES COMPTES. — De ce que nous venons de dire au sujet de la balance commerciale, il ressort que si elle était déficitaire, avant la guerre, elle est devenue favorable après les hostilités. Même si cet état excédentaire est apparent et fictif, il ne constitue pas moins une amélioration, toutes choses égales d'ailleurs, par rapport aux périodes antérieures.

En ce qui concerne la balance des comptes, le progrès est très sensible surtout dans les quinze dernières années. Nous n'avons pas à revenir sur les articles de cette balance, déjà étudiés, qui ont tourné, les uns et les autres, en faveur de notre pays depuis l'année 1921.

SECTION II. — Budget de l'Iran.

On peut dire qu'après Nasserod-dine 1313 (1895) les dépenses étaient toujours supérieures aux recettes.

Pour équilibrer le budget, on a pris certaines mesures à plusieurs reprises.

Au début du règne de Nassérod-dine ¹ l'évaluation des recettes et des dépenses (par Mirza Taghi Khan Farahani, Amir Atabek et Mirza Agha Khan Nouri Etemadod-Dowlé) a déterminé un million de tomans d'excédent des dépenses sur les recettes. Après quelques années d'efforts ce déficit a été comblé.

Plus tard à l'époque de Mozaffarod-dine ² on recourait aux emprunts extérieurs pour équilibrer le budget.

En 1907, la première année du Madjless, on reconnut que les recettes de l'État étaient de 7 millions et demi et ses dépenses de 10 millions et demi de tomans, c'est-à-dire qu'il y avait un déficit de 3 millions.

Pour obvier à cet inconvénient on a pris des mesures ; ces mesures consistaient, d'une part, dans la perfection de la perception des impôts, et d'autre part, dans la réduction des pensions et le retour à l'État de ses domaines cédés aux particuliers.

Cet état de choses ne dura pas longtemps et le budget de l'État perdit de nouveau son équilibre.

Prenons les chiffres, approximatifs il est vrai, de l'année 1910-11, qui nous sont connus : les dépenses atteignent 190.305.000 de Krans et les recettes 106.551.800 de Krans. Il y a donc un déficit budgétaire de 83.753.206.

1. 1264-1313 de l'Hégire.

2. 1313-1324 de l'Hégire.

Il paraît que ce déficit n'est pas réel parce que les articles des recettes et des dépenses ont été évalués d'une façon très approximative.

Pour nous persuader, nous donnons les chiffres de l'année 1912-13 dont la valeur documentaire est plus sérieuse ¹.

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE L'IRAN EN 1912-1913.

Dépenses :

Ministères et administrations publiques . .	102.429.985 krans.
Amortissements et intérêts d'emprunts extérieurs et intérieurs	26.151.166 —
Report pour l'année 1913-1914.	16.569.777 —
Total	145.150.928 krans.

Recettes :

Restes de l'année 1911-1912.	40.555.672 krans.
Recettes de l'année présente	108.698.127 —
Report de l'année 1911-1912.	7.395.636 —
Avances et impôts de l'année suivante . .	207.444 —
Emprunts et avances.	18.393.849 —
Total	145.250.728 krans.

D'après le tableau ci-dessus le déficit se monte seulement à 18.593.849 de Krans procurés par l'emprunt, plus 207.444 de Krans d'avances sur les impôts de l'année suivante, soit à un total de près de 19 millions Krans.

En 1941-15 l'état budgétaire de notre pays est le suivant :

Dépenses	155.040.800 krans.
Recettes.	116.120.000 —
Déficit budgétaire :	48.920.000 —

Le déficit moyen du budget était donc, pour chaque année de près de 2 millions de tomans. Mais on peut considérer que, si l'État n'avait pas à effectuer des paiements pour ses emprunts, l'équilibre budgétaire serait facilement établi.

1. Pour l'année 1912-1913, d'après le *Journal Raad* de 1915, n° 16.

L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE DE L'IRAN
APRÈS LA GUERRE

L'après-guerre fut une période heureuse pour les Finances publiques de l'Iran. L'événement remarquable à ce propos est que le pays s'est presque entièrement débarrassé de ses dettes.

Nous avons déjà fait allusion aux soviets, qui, par le traité de 1921, renoncèrent à toutes les créances de la Russie sur l'Iran. De plus, le Gouvernement a poursuivi une politique méthodique d'amortissement, de sorte qu'aujourd'hui, les dettes envers l'étranger se réduisent à un montant minime.

Ce qui est intéressant pour nous, c'est de passer en revue l'état budgétaire de l'Iran pendant les quelques années qui ont précédé la crise du change.

D'après le *Journal de l'Iran* du 1^{er} janvier (1930) le 24^e rapport que le ministère des Finances a fait paraître marque un progrès certain sur tous les précédents rapports sur la situation des Finances. Le journal observe qu'il a une augmentation de recettes fort appréciable dans de nombreux chapitres, spécialement dans les recettes des douanes, et des monopoles d'État de l'opium et du tabac.

L'Iran reproduit le tableau suivant extrait du dit rapport :

Année 1306 (1927-28) :

Recettes budgétaires approuvées par le Parlement :
258.000.000 Krans.

Recouvrement d'impôts : 205.714.000 Krans.

Recettes provenant de l'A. P. O. C. : 1.488.391 £ 175 sh.
9 d.

Année 1307 (1928-29) :

Recettes budgétaires approuvées par le Parlement : 276.807.000 Krans.

Recouvrement d'impôts : 244.291.000 Krans 91.940 £ provenant des droits de concession de la Banque Impériale de Perse ; 596.955 £ provenant de l'A. P. O. C.

Dépenses budgétaires approuvées par le Parlement pour l'année 1307 : 281.237.000 Krans.

Dépenses réelles effectuées en 1307 : 275.437.000 Krans.

D'après le rapport, la situation financière de l'Iran n'a jamais été si favorable qu'en ces dernières années.

D'une façon générale, les recettes sont en notable augmentation, excepté pour celles du ministère des P. T. T. dont les moins-values proviennent de la fondation de nombreuses sociétés privées de transport, et, d'autre part, de l'installation de nouvelles lignes téléphoniques dispensant les particuliers d'avoir recours aux bureaux télégraphiques.

Par contre, les recettes du monopole de l'opium, pour lesquelles on avait prévu une moins-value certaine, ont été de 3.453.503 Krans supérieures à celle de l'année précédente.

Le monopole du tabac accuse également une plus-value annuelle de 844.005 Krans. Mais les deux plus gros chiffres des plus-values budgétaires se rapportent aux douanes, qui ont eu 21.789.057 Krans d'augmentation de recettes et à la Banque Impériale de Perse, qui a versé au Trésor 5.277.000 Krans au lieu de 386.517 Krans.

Bref, le total général des recettes de l'État pour l'exercice 1307 montre une plus-value de 43.467.049 Krans par rapport à l'exercice 1306, chose d'autant plus réjouissante que les recettes de l'A. P. O. C. ne sont pas comprises dans ce total.

Nous savons déjà que les recettes de l'A. P. O. C. servent comme fonds de réserve du Gouvernement qui les garde

sous forme de dépôt à Londres. A la fin de l'exercice 1307 les sommes ainsi épargnées se montaient au total de 1.785.122 £.

Année 1308 (1929-30) :

Recettes approuvées par le Parlement : 311.124.000 Krans

Crédit ouvert pour les dépenses de 1308 : 349.425.000 Krans.

Le budget de cette année a été en déficit de 38.328.561 Krans.

Nous croyons que ce déficit budgétaire et le resserrement qu'en éprouvait l'État sont pour quelque chose dans la crise du change apparue dans la même année, en Iran.

Année 1309 (1930-31) :

Le total des revenus pour cette année est évalué à 353.374.827 Krans et celui des dépenses à 352.987.776 Krans. Ce budget présente donc un excédent de recettes de 387.051 Krans, en tenant compte toujours que les revenus des pétroles du Sud ne se trouvent pas compris dans ce total.

TROISIÈME PARTIE

SUSPENSION DE L'ÉTALON OR EN IRAN

INTRODUCTION

La loi du 18 mars 1930 préparant l'adoption de l'étalon-or n'a pas pu être mise en exécution à cause de certains événements extérieurs. La crise monétaire et la suspension de l'étalon-or en Grande-Bretagne ont eu leur répercussion sur la destinée monétaire d'un grand nombre de pays, entre autres l'Iran. Notre pays a été conduit, par suite de cet événement, à surseoir à l'exécution de la loi consacrant l'étalon-or et il est revenu en fait à l'étalon-argent par la loi du 22 Esfand 1310 (13 mars 1931).

Remarquons que la loi principale qui régit notre système monétaire actuel, est toujours la loi du 27 Esfand 1308 (18 mars 1930) introduisant l'étalon-or ; la seconde loi du 22 Esfand 1310 n'est qu'une loi de circonstance apportant certaines modifications et ajoutant quelques prescriptions à la précédente loi.

La plus importante de ces prescriptions, au point de vue qui nous intéresse, est celle relative à la prohibition du remboursement des billets de banque ou monnaies d'argent en monnaies d'or, lingots d'or ou devises, tant que les pays ayant suspendu le remboursement en or ou devises or de leurs billets de banque n'auront pas repris ce remboursement. En effet, le jour où l'Angleterre stabiliserait sa

monnaie et reviendrait au paiement en or, nous serions en mesure de prendre effectivement l'or comme base de notre monnaie ; il suffirait de faire voter une loi prescrivant la mise en vigueur de la loi citée ci-dessus et déterminant en même temps la modalité du système de l'étalon-or appropriée au moment.

Quoi qu'il en soit, la crise monétaire et la suspension de l'étalon-or en Angleterre ont influencé directement la destinée du système monétaire de l'Iran et l'ont conduit dans une nouvelle direction. C'est pourquoi nous avons préféré traiter dans une partie spéciale, le système monétaire de notre pays, à partir de la crise monétaire de la Grande-Bretagne.

Nous examinerons dans un premier chapitre la crise monétaire et l'abandon de l'étalon-or en Angleterre, abandon qui par son contre-coup a amené le Gouvernement iranien à prendre une nouvelle disposition en faisant voter la loi du 13 mars 1931, qui consacre le système monétaire actuel.

CHAPITRE PREMIER
CRISE MONÉTAIRE ET LA SUSPENSION DE L'ÉTALON-OR
EN ANGLETERRE. SES RÉPERCUSSIONS
SUR LE SYSTÈME MONÉTAIRE IRANIEEN

SECTION I. — Situation monétaire de l'Angleterre
après la guerre.

Le change de la livre avait été maintenu pendant toute la guerre aux environs de son pair métallique, malgré le développement de l'inflation à l'intérieur du pays et le déséquilibre de la balance commerciale, grâce à des ouvertures de crédits consenties à l'Angleterre par la Trésorerie américaine.

Lorsque ces crédits cessèrent, en 1919, d'être renouvelés, le cours de la livre s'effondra, laissant apparaître la répercussion sur la devise anglaise de la politique d'inflation, poursuivie pendant les hostilités.

La dépréciation extérieure de la livre sterling créait un état de choses alarmant pour le Gouvernement britannique qui prévoyait un danger pour la situation de la place de Londres, jusqu'alors le centre du marché international des capitaux.

Dès le début de 1918, le Gouvernement nomma une « Commission d'enquête sur la circulation monétaire et les changes étrangers » présidée par Lord Cunliffe, alors Gouverneur de la banque d'Angleterre.

Le Comité Cunliffe, préconise le retour à l'étalon-or, mais sans circulation intérieure des pièces. L'avis du comité est que l'or joue le rôle d'un régulateur dans un système basé sur ce métal et le mécanisme de l'étalon-or permet de maintenir un équilibre monétaire satisfaisant. En effet, lorsqu'il y a un déficit momentané de la balance des comptes, une exportation d'or pour régler ce déficit entraîne la hausse du taux de l'escompte et un afflux de capitaux étrangers en quête de placements rémunérateurs. Dans le cas contraire, une importation d'or fait baisser le taux d'escompte et cause la fuite des capitaux. Dans l'un et l'autre cas l'équilibre s'établit, pour ainsi dire, automatiquement.

Le comité envisage aussi certains moyens pour revenir à l'étalon-or :

1° Les emprunts d'État étant à l'origine de l'inflation, il importe de rétablir l'équilibre budgétaire et d'entreprendre une politique d'amortissement de la dette, par la création d'un fonds d'amortissement.

2° Par le jeu du taux d'escompte, la Banque d'Angleterre doit enrayer la fuite de l'or et attirer les capitaux étrangers.

3° Il faut limiter l'émission des billets d'État — les currency-notes — qui sont pour la Banque d'Angleterre un obstacle à sa prédominance sur le marché monétaire.

En ce qui concerne l'émission des billets de la Banque d'Angleterre, le comité est partisan du maintien des règles d'émission fixées par l'Acte de Sir Robert Peel de 1844.

Les suggestions du Comité Cunliffe ont été suivies par le Gouvernement anglais entreprenant une politique énergique de déflation de 1920 à 1923. Le résultat a été une diminution importante de la dette. En même temps, le

change de la livre a remonté à \$ 4,65 en décembre 1921 contre \$ 3,78 en janvier 1920, malgré une balance commerciale déficitaire. Le retour à l'étalon-or paraissait donc possible au début de 1923.

Le gold standard act du 13 mai 1925. — Pendant les années 1923 et 1924 une nouvelle crise monétaire, due à des raisons d'ordre psychologique (crainte d'inflation, politique du Gouvernement travailliste) entraîna la sortie des capitaux. C'était surtout les capitaux américains, dont l'afflux sur la place de Londres rendait les conditions favorables pour la revalorisation, qui furent rapatriés en Amérique. Ce n'est qu'en 1925 que l'Angleterre revint à l'étalon-or par l'acte du 13 mai 1925, appelé le « gold standard act ». D'après cet acte, la réserve d'or ne doit servir qu'aux paiements extérieurs ; en d'autres termes, la Banque ne serait plus tenue de payer en espèces les billets qui lui seraient présentés. Il faudrait un minimum de billets correspondant à 411 troy, pour que la Banque rembourse non en espèces, mais en lingots. C'est le système du « gold bullion standard » que l'acte de 1925 établit pour mettre obstacle à la thésaurisation intérieure de l'or. La même raison explique la suppression de la frappe libre de l'or pour les particuliers. Le droit de présenter à la Monnaie des lingots d'or à transformer en pièces, est réservé à la Banque d'Angleterre.

Par un acte postérieur, le « Currency notes and bank notes act » de 1928, on a décidé de joindre à la circulation de la Banque d'Angleterre toute la circulation des Currency notes. C'est, en effet, le retour au monopole d'émission concédé à cet établissement.

La politique monétaire anglaise, en 1925, consistait en

une revalorisation intégrale de la livre sterling ; il s'agissait aussi de rendre à une circulation presque quadruplée par rapport à la circulation d'avant-guerre, la même valeur avec une encaisse métallique exactement égale à celle d'avant la guerre. Si l'on tient compte aussi que le montant des dépôts dans les banques avait doublé, on s'aperçoit de la difficulté devant laquelle la Banque d'Angleterre se trouvait par la diminution de la couverture.

Pour la réussite de la politique de revalorisation anglaise il aurait fallu une série de circonstances favorables qui ne se sont pas produites. Il aurait fallu d'abord que le niveau des prix or dans le monde entier se fût maintenu très haut, ou même eût continué à monter¹ ; la valeur de la livre exprimée en marchandises aurait diminué de la sorte et permis de soutenir plus facilement les cours de celle-ci. Ceux qui avaient préconisé la revalorisation étaient convaincus qu'une hausse des prix allait se produire. En fait, c'est le phénomène inverse qui s'est produit : le niveau des prix extérieurs a baissé à partir de 1925 et il est bien probable que la stabilisation anglaise ait influé directement sur cet abaissement des prix.

Une autre condition qui aurait permis de maintenir la valeur de la livre eût été l'acquisition par la Banque d'Angleterre d'une très forte encaisse d'or. Mais cette politique aurait imposé un sacrifice énorme au marché de Londres, en lui faisant renoncer à son rôle de fournisseur de crédit pour le monde entier et, en particulier, pour l'Europe centrale et orientale. La Banque d'Angleterre a renoncé à fortifier son encaisse et le marché de Londres a continué, avec toutes les facilités qui lui sont particulières, les opéra-

1. M. Rist, *Cours d'économie politique*.

tions de prêts à l'étranger, à court terme et à long terme.

La hausse des prix à l'étranger et l'accumulation d'or à la Banque d'Angleterre n'ayant pas été réalisées, cette dernière s'est trouvée devant une situation précaire et exposée à des sorties d'or et à des demandes de paiement provenant de l'étranger.

SECTION II. — Crise économique et financière en Angleterre.

Crise économique. — La Grande-Bretagne souffrait déjà depuis six ans d'une crise économique quand la crise internationale, se développant en 1929, vint ajouter ses effets à ceux déjà existants. La conséquence immédiate de la crise était la chute des prix, surtout des matières premières dont tous les grands marchés sont à Londres, marché du coton, marché des céréales, marché des métaux. La restriction des exportations, déclenchée par la baisse des prix et la revalorisation de la livre sterling, était aggravée par la crise internationale.

La crise économique avait aussi ses répercussions sur la situation budgétaire de l'Angleterre. En effet, le chômage qui existait d'une façon continue depuis la stabilisation de la monnaie anglaise pesait lourdement sur le budget, en ce qu'il devait pourvoir au paiement des indemnités de chômage. Le montant de ces indemnités était d'autant plus élevé que la crise économique avait augmenté le nombre des chômeurs déjà considérable dans le pays.

Les effets de la crise économique sur le marché monétaire anglais ont été plutôt salutaires; car le ralentissement des transactions, conséquence de la crise, a permis à la Banque d'Angleterre d'accroître son encaisse or malgré de

fortes exportations d'or d'Angleterre, soit en France, soit en Amérique.

Par cette détente du marché monétaire, la proportion de l'encaisse à la circulation a passé, entre avril et juillet 1931 (la veille de la crise financière) de 40 p. 100 à 46 p. 100, et la réserve de billets, l'encaisse de banking département par rapport aux dépôts a passé de 46 p. 100 à 57 p. 100.

L'abondance des disponibilités a fait baisser le taux d'escompte sur le marché monétaire anglais, à partir de 1930. Le taux de l'argent à court terme est tombé à 1 1/2 en décembre 1930, à 1 p. 100 en juin 1931. Le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre a passé de 3 p. 100 en décembre 1930 à 2/12 p. 100 en mai et juin 1931.

En même temps que les taux d'escompte privés et officiels baissaient, le stock d'or de la Banque d'Angleterre augmentait. Ce stock passait de 140 millions de livres sterling en janvier 1931, à 166 millions en juillet 1931.

Crise financière. — La Grande-Bretagne avait fait des crédits considérables à l'Europe centrale et spécialement à l'Allemagne et à l'Autriche. La crise autrichienne et la défaillance de la banque du « Kredit Anstalt », au mois de mai 1931, suivie par la crise des banques allemandes, suscitèrent des craintes sur le marché de Londres. On pensait, avec raison, que le non remboursement des crédits faits par Londres aux banques austro-allemandes mettrait les banques anglaises dans l'embarras quand il s'agirait de rembourser les sommes qui étaient déposées chez elles par les banques étrangères.

Ces craintes créèrent une situation fragile pour la place de Londres et incitèrent les déposants à en retirer leurs fonds.

Les grands centres européens commencèrent les retraits de leurs dépôts sur le marché de Londres ; les pays les plus intéressés étaient la France, l'Allemagne, la Hollande, la Suisse et la Belgique qui, par des retraits de fonds importants, drainèrent l'or de la Banque d'Angleterre.

En juillet et août 1931, deux crédits ont été faits successivement par la place de Paris à Londres, l'un de 25 millions et l'autre de 40 millions de livres.

Un autre crédit, d'un montant de 50 millions de livres sterling, a été accordé, moitié par moitié, par la Banque de France et la Federal Reserve Bank de New-York. Ce fonds a été utilisé pour combattre la spéculation à la baisse de la livre, par le moyen des ventes de devises étrangères.

Pour enrayer la spéculation à la baisse de la livre et résister devant les retraits violents de capitaux, la Banque d'Angleterre a mis en jeu la politique du taux d'escompte ; le taux d'escompte a été élevé à Londres le 24 juillet, et porté de 2 1/2 p. 100 à 3 1/2 p. 100.

On a objecté que cette élévation du taux d'escompte a eu le défaut d'être tardive et insuffisante. Pour provoquer des afflux de fonds, le marché anglais aurait dû élever son taux d'escompte dès le mois de juin et le porter à 4 1/2 p. 100 et même à 5 1/2 p. 100.

Un autre fait et élément d'inquiétude pour le public anglais était la situation déficitaire du budget, révélée par le rapport d'un Comité présidé par M. May. Pour combler la lacune, on pensa à augmenter le montant de l'émission de la Banque d'Angleterre, qui prit des mesures en ce sens, d'accord avec la Trésorerie et porta son émission de 260 à 275 millions de livres ¹.

1. Le principe de circulation c'est que les billets sont couverts par de l'or et par des titres d'Etat ; les titres d'Etat constituent un chiffre fixe qui ne

Il faut citer aussi la crise politique du 24 août 1931, qui est venue s'ajouter à la crise monétaire et aux sorties d'or. Un Gouvernement de coalition remplace le Gouvernement travailliste et se fait accorder un crédit de 80 millions de livres sterling, moitié par moitié, par la France et les États-Unis. Ce crédit était fourni par une émission de bons du Trésor anglais sur les deux places de Paris et de New-York. Comme les taux d'émission de ces bons étaient supérieurs aux taux des bons du Trésor britannique sur le marché intérieur (anglais), bon nombre d'arbitragistes anglais ont vendu leurs bons du Trésor britannique pour acheter des bons du Trésor émis en France et aux États-Unis. Ainsi la sortie de livres nouvelle a neutralisé, en partie, l'entrée des dollars et des francs.

Quoi qu'il en soit ce crédit n'a pu suffire aux offres de livres, consécutives à l'exode des capitaux : le 16 septembre la sortie des capitaux s'élève à 5 millions, le 17 à 10 millions, le 18 à 18 millions et le samedi 19, pour une demi-journée seulement, à 10 millions.

Le 17 septembre, le Trésor britannique demande un nouveau crédit à la France et aux États-Unis. La France a consenti, mais le Président du Federal reserve board à New-York a déclaré que ces crédits seraient inutiles.

SECTION III. — Suspension de l'étalon-or en Angleterre le 19 septembre 1931. Ses répercussions sur le système monétaire iranien.

Le dernier crédit franco-américain n'ayant pas été obtenu, le Gouvernement britannique a pris la décision de

peut pas être augmenté. Le chiffre des currency notes, qui a été ajouté aux titres d'Etat, s'élève à 260 millions de livres. Mais on autorise la Banque d'Angleterre à accroître cette émission or avec le seul consentement du Trésor, sans avoir besoin, comme autrefois d'un bill d'indemnité.

suspendre la vente de l'or par la Banque d'Angleterre.

En réponse à une lettre du Gouverneur de la Banque d'Angleterre, le Gouvernement a répondu par la lettre suivante :

« Le Gouvernement de Sa Majesté vient de prêter l'attention la plus sérieuse à votre lettre du 19 courant, dans laquelle vous l'informiez des grandes difficultés avec lesquelles vous vous débattiez pour répondre à l'obligation qui incombe à la Banque, d'après le Gold Standard Act 1925, de vendre de l'or en barres à toute personne ayant fait demande et selon les conditions dudit Act, et des dangers que vous appréhendez si cette obligation se maintient. Le Gouvernement de Sa Majesté est de l'opinion que la Banque doit prendre telles mesures de protection en ce qui concerne son encaisse or qu'elle jugera nécessaires pour l'intérêt national.

« Le Gouvernement, de son côté, préparera un Bill indemnisant la Banque pour toute mesure prise par elle dans cet esprit, et le présentera au Parlement. »

La déclaration par laquelle le Gouvernement britannique a annoncé sa décision est aussi intéressante à connaître (déclaration faite à la Presse, le 20 septembre au soir) :

« Le Gouvernement de Sa Majesté a décidé, après la consultation avec la Banque d'Angleterre, qu'il est devenu nécessaire de suspendre provisoirement le fonctionnement de la section du Gold Standard Act de 1925, qui impose à la Banque de vendre de l'or à un prix fixe. Un projet de loi dans ce but va être présenté immédiatement au Parlement, et l'intention du Gouvernement est de demander au Parlement de le voter, le lundi 21 septembre 1931. Dans l'intervalle, la Banque d'Angleterre a été autorisée à suivre dès maintenant et par anticipation l'action du Parlement.

« Les raisons qui ont conduit à cette décision sont les
« suivantes : Depuis le milieu de juillet 1931 des sommes,
« s'élevant à plus de 200 millions de livres sterling, ont
« été retirées du marché de Londres. On a fait face à ces
« retraits, en partie avec de l'or et des devises étrangères
« détenues par la Banque, en partie avec le produit du
« crédit de 50 millions de livres à court terme, fourni à la
« Banque d'Angleterre par New-York et par Paris, et en
« partie avec le produit des bons émis sur les marchés
« français et américains, s'élevant à 80 millions, obtenus
« plus récemment par le Gouvernement anglais. Au cours
« des derniers jours, les retraits de dépôts étrangers se sont
« accélérés si rapidement que le Gouvernement de Sa
« Majesté s'est senti obligé de prendre la décision à laquelle
« nous venons de faire allusion. »

Le bill fut voté le 21 septembre et d'autres mesures interdirent l'achat des traites étrangères aux nationaux anglais (sauf pour les besoins ordinaires) ; en d'autres termes, on mit l'embargo sur le change. La Banque d'Angleterre éleva le taux de son escompte et le porta de 4 1/2 p. 100 à 6 p. 100. Cette mesure eut des répercussions sur les banques étrangères qui haussèrent immédiatement le taux de leur escompte.

A cette époque, l'Angleterre entraît dans une nouvelle politique commerciale ; elle renonçait à la politique traditionnelle du libre-échange pour adopter celle du protectionnisme.

C'est l'initiative du Gouvernement national, arrivé au pouvoir le 27 octobre 1931, à la suite d'élections générales.

L'effet immédiat des mesures prises par le Gouvernement et le Parlement anglais, consacrant l'inconvertibilité de la livre sterling, fut la dépréciation de cette monnaie. Du

cours de 123,97 qui, le 13 septembre, exprimait sa parité par rapport au franc, la livre sterling s'est abaissée à 106,50 le 21 septembre et à 87 francs en décembre 1931.

Ce qui est important, au point de vue qui nous intéresse, ce sont les conséquences d'ordre international du fléchissement rapide de la livre sterling.

En réalité, peu de temps après la suspension de la convertibilité de la livre, l'étalon-or fut abandonné par une série de pays dont la monnaie s'appuyait, par le système du gold exchange standard, sur la devise britannique. En dehors de cette raison de couverture, quelques autres pays avaient fait dépendre leur monnaie de la livre, à cause de l'importance de leurs rapports commerciaux avec la Grande-Bretagne.

Ainsi, pour l'une ou l'autre raison, le cours forcé en Angleterre, fut suivi par l'abandon de l'étalon-or en Norvège, Suède, Finlande, Danemark, Portugal, Egypte, Palestine, Siam et, sauf quelques exceptions, par les pays formant l'Empire britannique. Il faut citer aussi d'autres pays comme le Japon, la Grèce et la plupart des pays Sud-Américains (par exemple la Bolivie et la Colombie) qui ont été amenés à abandonner l'étalon-or à la suite de la débâcle de la livre sterling, malgré l'indépendance des cours de leurs monnaies par rapport à celui de la livre sterling.

Nous avons déjà fait allusion, dans l'Introduction, à la situation de notre pays qui, affilié nouvellement à l'étalon-or, avait deux raisons pour surseoir à l'application de la loi consacrant cet étalon ; d'abord la couverture de sa monnaie en livres sterling dans les banques anglaises ; et, en second lieu, l'importance de notre commerce extérieur avec la Grande-Bretagne faisant dépendre du sort de la livre, pour ainsi dire, le sort de notre unité monétaire.

CHAPITRE II

LOI DE 1932 ET L'ABANDON DE L'ÉTALON-OR EN IRAN

SECTION I. — Situation favorable de la balance commerciale.

L'année économique 1310-11 (23 juin 1931-21 juin 1932) constitue une année exceptionnelle dans le commerce extérieur de l'Iran. Grâce aux mesures prises en vertu de la loi sur le monopole du commerce extérieur, l'équilibre de la balance commerciale est rétabli en faveur des exportations de notre pays. Alors qu'en 1309 (1930-31) le chiffre des exportations était en francs français de 899 millions et celui des importations de 1.589 millions, l'année suivante (1931-32) ces chiffres sont respectivement de 886 et 826 millions de francs. (La valeur du rial étant à ce moment-là en perpétuelles variations, à cause de la baisse du métal argent, nous avons ramené les valeurs des exportations et des importations en francs français basés sur l'or).

Il est incontestable que le commerce extérieur de l'Iran en 1931-32¹ a subi un fléchissement, aussi bien du côté des exportations que de celui des importations, par rapport à l'année précédente, mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu un excédent de 60 millions de francs des exportations

1. Année économique iranienne : 23 juin 1931 jusqu'au 21 juin 1932. A partir de cette date, c'est l'année économique, créée par la loi du monopole du commerce extérieur, qui sert de base aux statistiques.

sur les importations. Faut-il rappeler qu'on était en pleine crise, et que la régression du commerce extérieur était un fait général dans tous les pays auquel nous ne pouvions pas faire exception ?

La loi même du monopole du commerce extérieur était une mesure préventive contre les méfaits des répercussions de la crise mondiale en Iran. Cette loi a donné les meilleurs résultats, en ce sens que nos exportations, compte tenu de l'ensemble du commerce mondial, témoignent d'un moindre fléchissement.

En effet, l'augmentation du prix du certificat d'exportation, institué par cette loi, constituait une prime et encourageait l'exportateur.

Le commerce extérieur mondial se réduit en 1931-32 à 48,7 p. 100 de ce qu'il était en l'année 1929-30.

En Iran, les exportations sont dans la même année 83,7 p. 100 et les importations 41,3 p. 100 par rapport à 1929-30.

En ce qui concerne la diminution des importations, nous remarquons qu'elle ne provient pas de privations imposées au pays, mais bien plutôt de l'industrialisation de l'Iran qui l'a rendu apte à subvenir à ses besoins de consommation par ses propres moyens de production.

SECTION II. — Abolition du contrôle des transactions et des cours des devises étrangères.

(Loi du 14 février 1932.)

L'équilibre produit dans la balance commerciale, grâce au monopole du commerce extérieur, constituait une très bonne occasion pour le Gouvernement d'abolir le contrôle

des devises étrangères. Nous n'avons pas épargné nos critiques à l'égard de cette institution, déjà étudiée dans la seconde partie de cet exposé. Le Gouvernement, pour dire la vérité, avait pour but depuis 1931, de trouver l'occasion favorable pour se débarrasser de cette loi restrictive, gênante autant pour les particuliers que pour l'administration ; mais avant d'y procéder, il fallait attendre des circonstances favorables permettant la stabilisation de fait du rial. Autrement, on aurait abandonné l'unité monétaire à des fluctuations accentuées, causant le bouleversement économique du pays.

L'harmonie économique produite en 1931-32 a permis au Gouvernement d'entreprendre l'abolition de la loi du contrôle des devises étrangères par une autre loi du 14 février 1932.

Cette dernière contient cinq articles dont les trois premiers sont les plus importants.

L'article 1 admet la liberté des transactions et des cours des devises étrangères. Il stipule cependant, par mesure de précaution, que le Gouvernement est tenu de proposer au Parlement, en cas de nécessité, des dispositions relatives au contrôle et aux cours des devises étrangères.

L'article 2 est consacré au maintien de l'article 13 du Supplément à la Loi du monopole du commerce étranger du 11 mars 1931. Rappelons que cet article 14 est ainsi conçu :

« Tout exportateur est tenu de vendre au Gouvernement,
« dans le délai pour lequel il se sera engagé au moment de
« l'exportation et dont le maximum sera de huit mois, ses
« devises étrangères au cours du rial fixé au moment de
« l'évaluation de ses exportations... »

L'article 3 interdit les opérations suivantes :

- 1° L'accaparement des devises en papier et en métal;
- 2° L'exportation de l'or, sous n'importe quelle forme ;
- 3° L'importation de l'argent métal, que ce soit sous forme de monnaie ou sous une autre forme, à l'exception d'objets en argent ouvragés ¹;
- 4° L'exportation de l'argent monnayé ou en lingots, sauf avec l'autorisation du Gouvernement.

Ces trois articles montrent de quelles précautions est entourée l'abolition de la loi du 25 février 1930 (concernant le contrôle des devises étrangères). Celle-ci revit cependant, par l'article 13 de la loi du monopole du commerce qui doit rester en vigueur ; cette disposition se complète par l'article 1 donnant au Gouvernement le droit d'intervention pour rétablir le contrôle des devises.

Le seul effet remarquable de la loi est de donner la liberté aux cours des devises étrangères ; cela même ne nous paraît pas chose nouvelle, étant donné que la loi du contrôle avait failli dans la pratique. Dans les bourses noires on traitait des cours autres que ceux établis par le Gouvernement ; en vain ce dernier intervenait-il pour créer des cours artificiels contrariés en fait par les particuliers.

Ce qui régissait au fond le cours du rial dans le change étranger, c'était la valeur métallique de l'argent.

L'alinéa 4 de l'article 3 prohibant l'exportation de l'argent, est une disposition très critiquable dans cette loi. Nous verrons dans le chapitre du marché des changes comment cette mesure aboutit à la dépréciation du rial au dessous de sa parité métallique.

1. *Bulletin périodique de la Chambre de commerce franco-persane*, n° 10, p. 28.

SECTION III. — Loi de réforme monétaire
du 22 esfand 1910 (13 mars 1932).

I. — CARACTÈRES DE LA PREMIÈRE LOI DU 18 MARS 1930

La loi de réforme monétaire du 18 mars 1930 était essentiellement une loi introduisant l'étalon-or dans le pays. D'après cette loi, le Pahlevi-or devait être équivalent à une livre sterling et devait être divisé en 20 rials, comme la livre est divisée en 20 shillings. Le rial argent créé par elle n'était qu'une monnaie fiduciaire, ayant une valeur monétaire considérablement supérieure à sa valeur métallique. Nous savons d'autre part que la mise en exécution de cette loi devait être remise à un temps ultérieur, à un moment que le Gouvernement jugerait opportun, un an, au moins, après le vote de la loi.

Quant au système de l'étalon-or prescrit par la loi, c'était un système mixte de Gold Exchange Standard et de Gold Species Standard. En effet les billets et les pièces d'argent devaient être entièrement couverts par des réserves d'or ou bien par des devises-or, sans qu'aucune proportion soit déterminée entre ces deux sortes de réserves.

Parallèlement à l'achat et à l'importation de l'or, le Gouvernement constituait son encaisse de devises en déposant dans les banques de Londres des livres sterling provenant des redevances et parts de l'État dans l'Anglo-Persian Oil Co.

II. — INCONVÉNIENTS DU GOLD EXCHANGE STANDARD

En soi-même le système du Gold Exchange Standard est condamnable parce qu'il aboutit à l'extension abusive

du crédit et à une sorte d'inflation mondiale. Une même réserve sert pour la couverture de deux émissions : celle du pays adoptant le système du Gold Exchange et celle du pays dont la monnaie a servi comme couverture à l'autre. Dans la plupart des pays ayant l'étalon-or, la couverture n'est déjà que de 35 à 40 p. 100 de leurs émissions ; avec le système du Gold Exchange, ce pourcentage de réserve or se réduit encore davantage.

Si le système du change-or s'étend à plusieurs pays, c'est l'inflation mondiale dans la même mesure qui en résultera.

Nous rappelons ici que l'une des théories les plus importantes pour l'explication de la crise mondiale est basée sur l'extension du crédit, elle-même provenant du système du Gold Exchange Standard.

Quant aux inconvénients du système du change-or pour le pays adoptant ce système, ils consistent à le priver de son indépendance monétaire. En même temps que le système du change-or, il doit accepter les aléas, risques et fluctuations de la monnaie du pays choisi.

Mais le système du change-or a aussi ses avantages. L'expérience des autres pays montre que pour un pays débutant, ayant l'intention de stabiliser sa monnaie, il est très avantageux de passer par l'étape intermédiaire du Gold Exchange Standard. Cela se justifie d'autant plus qu'on manque généralement, au début, de réserve suffisante en or.

III. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA LOI DU 13 MARS 1932

Toutes ces idées trouvent leur application dans le cas de l'Iran. Ayant adopté en partie l'étalon de change-or basé sur la monnaie anglaise, il dut surseoir à l'exécution

de la loi sur l'étalon-or, lorsque l'Angleterre abandonna, en 1931 l'étalon-or.

Les réserves en devises que l'Iran possédait, en particulier dans les banques britanniques, subirent une dépréciation à la suite de la dévalorisation de la livre sterling. On modifia la loi du 18 mars 1930 par celle du 22 Esfand 1310 (13 mars 1932) mise en vigueur à partir du nouvel an iranien (21 mars 1932).

D'après cette nouvelle loi, le Pahlevi-or et le demi-Pahlevi-or, au lieu de représenter respectivement 20 et 10 rials, comme dans l'ancienne loi, représentent 100 et 50 rials. Le poids d'or fin du Pahlevi et du demi-Pahlevi n'est pas modifié. Il reste à 7,322382¹ grammes d'or fin pour le Pahlevi et à 3,66119 grammes d'or fin pour le demi-Pahlevi.

Chaque Pahlevi est divisé en 100 rials. Le rial divisé en 100 dinars est en argent et contient 4 gr. 14 d'argent. Il remplace unité pour unité, le Kran, mais le titre du rial sera de 828 /1.000 alors que celui du Kran était théoriquement de 900 /1.000. Le rial, pour être équivalent au Kran, qui contenait suivant les frappes entre 4 gr. 14 et 4 gr. 17 d'argent, pèsera donc 5 grammes, tandis que le Kran ne pesait que 4 gr. 64.

Les pièces en argent sont : la pièce de rial 5, 2, 1, 0,50. Les dinars sont en nickel en pièces de 5, 10, et 25 dinars.

La quantité de billets de banque à imprimer qui avait été fixée à l'origine à 340 millions de rials a été portée par la loi du 2 août 1932 à 465 millions de rials.

Le droit d'émission des billets est concédé à la Banque Nationale de l'Iran pour dix ans. La concession pourra être

1. *Bulletin de la Chambre de commerce franco-iranienne*, n° 12, p. 21.

automatiquement renouvelée de dix ans en dix ans et pour une même durée.

Il existe actuellement des billets de 1.000, 500, 100, 50, 20, 10 et 5 rials.

D'après la loi, les billets doivent être entièrement couverts de la façon suivante : 60 p. 100 en monnaie d'argent, 40 p. 100 en lingots d'or et en devises de pays où l'achat, la vente, l'exportation et les transactions de l'or sont libres.

Les billets peuvent être échangés contre des pièces d'argent. Quant aux pièces d'or, elles ne sont pas en circulation et ne peuvent pas par conséquent être échangées contre des billets de banque.

Les Krans continueront à avoir cours jusqu'à ce que le Gouvernement soit en mesure de frapper des rials en nombre suffisant pour les remplacer.

Quant aux anciennes pièces en nickel, elles continueront à avoir cours au même titre que les nouvelles pièces.

Le Kran n'a pas été complètement remplacé par le rial. Il continue donc à avoir cours. Quant aux billets tomans, ils seront remplacés par les billets rial.

Dans les évaluations administratives le Pahlevi-or continue à être considéré comme l'équivalent de la livre sterling or (124 fr.). Mais dans le commerce on ne compte qu'en rials sans s'occuper du pahlevi-or.

IV. — RETOUR DE FAIT A L'ÉTALON-ARGENT

La nouvelle loi de réforme monétaire, tout en conservant l'étalon-or en principe, consacre l'étalon-argent dans la pratique. L'article 10 en constitue la pierre angulaire et l'alinéa 1^{er} de cet article, qui suspend le remboursement en or des billets de banque, est ainsi conçu :

« Tant que la situation économique ne sera pas redevenue normale et que les pays ayant, à la suite de la crise, suspendu le remboursement en or ou devises or de leur billets de banque n'auront pas repris ce remboursement, la Banque Nationale est autorisée de refuser le remboursement des billets de banque ou monnaies d'argent par des monnaies d'or, lingots d'or ou devises. »

L'alinéa 2 met la Banque Nationale dans l'obligation d'échanger en rials d'argent les billets de banque et monnaies de nickel :

« Toutefois elle sera tenue d'échanger en rials d'argent les billets de banque et monnaies de nickel sans délai et à toute époque qu'une telle demande lui est faite par qui que ce soit. Cet échange s'effectuera à Téhéran sans restriction, et en province dans les limites des effectifs en argent que la Banque Nationale de l'Iran possède dans les places respectives en province. »

La réforme monétaire n'a abouti, en apparence, qu'à une nouvelle dénomination de l'unité monétaire en Iran.

Le rial est un mot d'origine espagnole et il est entré dans l'usage depuis le temps où les Portugais ont eu des relations commerciales avec l'Iran, c'est-à-dire depuis la seconde partie du XIX^e siècle de l'Hégire (XVI^e siècle de l'ère chrétienne). A cette époque, Albuquerque avait pris possession des îles du Golfe Persique qui ne firent retour à l'Iran qu'en 1031 (de l'Hégire), pendant le règne de Chah Albas.

A l'époque de Fathali Chah, le poids d'une pièce de rial était d'abord de 2 misgales et 6 nokhods, plus tard ce poids n'était que de 2 misgales.

En 1242 de l'Hégire le rial fut abandonné et le Kran le remplaça à titre de l'unité monétaire de notre pays.

CHAPITRE III

SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

DEPUIS LA LOI DU 13 MARS 1932

SECTION I. — Commerce extérieur.

L'heureuse situation de la balance commerciale de la première année du monopole du commerce extérieur, n'a pu continuer à partir de l'année 1311-12 (1932-33).

Voici la valeur en rials des importations au cours des deux années suivantes :

Années.	Importations.	Exportations.
1932-1933 ¹	611.665.090 rials.	322.040.916 rials.
1933-1934.	847.096.000 —	457.684.000 —

Il ressort du tableau ci-dessus qu'en 1932-33 le déficit de la balance commerciale atteint le chiffre de 89.634.174 rials. Il faut remarquer que les importations, dans l'année en question, comprennent également celles exemptées de l'obligation d'exporter des produits iraniens et qui se chiffrent à 133.169.271 rials. Les 85 p. 100 de ce montant représentent les importations du Gouvernement, qui se trouvent couvertes par des ressources en devises dont le pays dispose hors du cadre de sa balance commerciale¹.

L'année 1312-13 (1933-34) accuse un déficit de 389.412.000 rials.

1. Valeur moyenne du rial pendant ladite période : 0,85 franc français.

4. *Bulletin de la Banque national*, n° 4, p. 2.

Il faut déduire de ce montant la somme de 143.480.000 rials qui représente l'importation de l'or acheté par le Gouvernement à Londres avec les fonds de la Réserve Nationale. Ainsi le déficit se réduit à 245.932.000 rials. La cause du déficit, malgré les dispositions strictes de la loi du monopole du commerce extérieur, réside dans les importations non assujetties à des exportations réciproques des produits nationaux. Ces importations atteignaient pendant l'année en question (1933-34) le chiffre de 243.957.000 rials ; de ce montant 85 p. 100 environ représentent les marchandises et articles achetés au dehors pour le compte du Gouvernement. Ces importations expliquent, bien entendu, pour une notable part, la situation déficitaire de la balance commerciale ; mais même en ne les prenant pas en considération, le déficit n'en est pas moins certain.

L'année 1312-13 marque aussi une diminution dans les exportations.

Deux causes principales nous expliquent cet état de choses, d'une part la baisse des cours des changes et du certificat d'exportation, et d'autre part la crise économique sévissant dans le monde et les bouleversements qui en sont résultés dans tous les pays.

Quant au fléchissement des cours des changes, il y a lieu de signaler, en particulier, la chute du dollar qui a affecté le commerce d'exportation de l'Iran de deux manières : en élevant le prix de nos produits sur le marché américain, et en facilitant la concurrence des produits agricoles des États-Unis avec ceux de l'Iran, sur les autres marchés mondiaux.

La plupart des pays étrangers ont procédé à la manipulation arbitraire de leur monnaie, à la suite de la crise mondiale. Cela est de nature à créer des obstacles à l'écoulement de nos produits sur les marchés extérieurs.

Le fléchissement des changes et la baisse générale des prix mondiaux ont exercé leurs effets sur le marché intérieur en abaissant le prix des articles d'importation. Un autre fait s'est greffé sur celui-ci, en accentuant la baisse : les contingents d'importation, étant fixés en valeur et non en poids ou en volume, se sont montrés, par suite de la baisse précipitée, quelquefois trop élevés par rapport aux besoins réels du pays, et ils ont perdu dans la même mesure de leur valeur.

SECTION II. — Change et prix.

I. — CHANGE

Change pour l'année 1932-33 (1311).

Nous indiquons ci-dessous les moyennes mensuelles des cours de la livre sterling, les prix de l'argent métal (cotés à Londres, en pence par once standard) et les parités argent avec frais (6 p. 100 frais de transport de l'argent métal de l'Iran à Londres)¹.

Mois.	Cours en rials pour 1 livre sterling.	Prix de l'argent.	Parité et frais.
Mars-avril 1932	92,4	17,2	102,7
Avril-mai 1932.	98,0	17,0.	103,9
Mai-juin 1932.	105,6	16,9	104,5
Juin-juillet 1932.	109,7	16,8	105,2
Juillet-août 1932.	111,1	17,7	99,9
Août-septembre 1932.	105,4	18,1	97,6
Septembre-octobre 1932	103,6	17,7	99,9
Octobre-novembre 1932	100,4	18,1	97,6
Novembre-décembre 1932	99,6	17,5	100,9
Décembre-janvier 1933.	101,1	16,7	105,8
Janvier-février 1933	104,2	16,9	104,5
Février-mars 1933.	105,0	17,5	100,9
1932-1933 (1311).	103,0	17,3	102,1

1. V. le *Bulletin de la Banque national de Perse*, n° 1.

La date du 21 mars 1932 est celle à partir de laquelle on a adopté le rial comme unité monétaire en Iran, basé en fait, sur l'argent. C'est donc les fluctuations de ce dernier qui auraient dû déterminer les cours du change en 1932. Cependant en examinant le tableau ci-dessus, on est frappé de considérer que malgré une stabilité relative de l'argent, le rial parcourt une marche descendante. Cela se voit nettement en juillet-août où il atteint son minimum de prix par rapport à la livre sterling.

Bien qu'il y ait d'autres facteurs secondaires ayant leurs influences sur le change, c'est la prohibition de sortie de l'argent qui a été l'agent principal pour ramener le rial au-dessous de sa parité métallique¹.

On se trouvait en présence de faits contradictoires : d'une part les efforts déployés, au moyen des restrictions du trafic des devises pour maintenir le change, et, d'autre part, l'aboutissement de ces mesures restrictives pour ramener le rial au-dessous même de sa parité métallique. Mais cela s'expliquerait en tenant compte du fait que le déficit de la balance commerciale en 1932-33, avait accru la demande des devises, alors que celles-ci étaient obliga-

1. On a cependant expliqué cette baisse dans la valeur de notre monnaie, par la sortie des capitaux de l'Iran de la part des commerçants étrangers. Cette idée nous paraît inadmissible. Nous avons déjà indiqué dans la deuxième partie que la circulation internationale des capitaux est presque inexistante en Iran. Autrefois la sécurité juridique manquait et les capitaux étrangers ne se risquaient pas, malgré les taux d'intérêt très rémunérateurs, à s'investir et à faire leur entrée dans notre pays.

Par la réorganisation judiciaire, introduite depuis une dizaine d'années, la sécurité est assurée aujourd'hui pour les capitaux à la recherche de placement, mais à dessein on n'a pas encore fait une demande des capitaux étrangers et ces derniers continuent à rester loin de notre pays. Aujourd'hui encore le taux d'intérêt est excessivement élevé; cela prouve bien qu'il n'y a pas de changement à cet égard. Les quelques établissements étrangers qui existent en Iran n'ont aucun motif de sortir leurs capitaux, étant donné que ceux-ci sont sous forme de marchandises. Ils continuent leurs affaires et leur situation n'est pas plus mauvaise qu'avant.

toirement vendues au Gouvernement par les exportateurs et que d'un autre côté l'exportation de l'argent était prohibée pour les particuliers.

Rappelons-nous que la loi du contrôle des transactions et des cours des devises étrangères était bien abolie par la loi du 14 février 1932 ; mais il en restait encore des vestiges dont les deux mesures précitées, à savoir l'obligation de vendre au Gouvernement les devises provenant des exportations et la prohibition de l'exportation de l'argent métal.

Nous n'avons pas ménagé nos critiques à cet égard, critiques qui se justifient, croyons-nous, en présence des conséquences.

Marché des changes en 1933-34 (1312).

Poursuivant notre méthode, nous commençons par former le tableau suivant, pour mettre en relief les variations du change, au cours de l'année en question :

Mois.	Cours ² .	Prix de l'argent ³ .	Parité et frais ⁴ .
Mars-avril 1933 ¹	102,9	17,8	99,2
Avril-mai 1933.	98,0	19,4	91,1
Mai-juin 1933.	86,7	19,1	92,5
Juin-juillet 1933	83,9	18,4	96,0
Juillet-août 1933	81,3	17,9	98,7
Août-septembre 1933	78,8	18,1	97,6
Septembre-octobre 1933.	76,2	18,3	96,6
Octobre-novembre 1933.	79,4	18,4	96,0
Novembre-décembre 1933.	84,7	18,5	95,5
Décembre-janvier 1934	83,6	19,2	92,0
Janvier-février 1934.	80,3	19,7	89,7
Février-mars 1934	77,7	20,4	86,6
1312 (1933-1934)	84,5	18,8	94,0

1. D'après le mois iranien : 2 mars au 20 avril 1933.

2. En rials par livre.

3. Coté à Londres, en pence par once standard.

4. 6 p. 100 frais de transport, etc., de l'argent métal d'Iran à Londres.

On peut bien remarquer dans les chiffres ci-dessus la baisse survenue, au cours de l'année 1933-34, en matière de change. Le Kran, qui avait perdu sa parité métallique, pendant l'année précédente, regagne cette parité au mois de mai 1933.

La baisse des cours des changes se manifestait déjà vers la fin de l'année 1311 ; elle s'accroît pendant les premiers mois de l'année 1933 ; pour atteindre son maximum au cours du mois de Mehr (septembre-octobre 1933). Les moyennes des cours des devises or témoignent une baisse de 11,9 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Le cours du dollar, par suite de sa chute au début de l'année 1312 (1933-34) subit une baisse de 35,8 p. 100 par comparaison à l'année 1311. Dans le même ordre d'idées, la dépréciation moyenne des trois devises sterling (livre, dinar iraquien, roupie) est de 18 p. 100.

Nous allons discuter quelques opinions émises pour expliquer le revirement du change par la baisse des devises au cours de l'année 1312 :

1^o Politique de contingentement.

La baisse du cours des devises, au cours de l'année que nous étudions, est la conséquence de la diminution de leur demande elle-même, résultant de la politique du contingentement, a-t-on prétendu. Nous réfutons cependant cette opinion, car ladite politique existait déjà bien avant l'année 1312. D'ailleurs, la balance commerciale était encore plus déficitaire en 1312 qu'en 1311. La réduction de la demande des devises paraît, dans ces conditions, inacceptable.

2^o Crise.

Les méfaits de la crise mondiale s'étendant en Iran, la

puissance d'achat des marchandises d'importation s'affaiblissait, et les commerçants étaient obligés de puiser dans leurs réserves maintenues sous forme de devises. Cette offre extraordinaire, ainsi que l'exportation clandestine de l'or, influençaient naturellement le marché des changes. Tel est l'avis des partisans de cette opinion.

Remarquons que les effets de la crise ne sont pas non plus choses nouvelles.

D'autre part, il est plus vraisemblable que la liquidation des réserves de devises ait été effectuée au cours de l'année 1311, vu la hausse des devises en ce temps-là.

D'ailleurs la liquidation ne pouvait pas être une opération continue susceptible de maintenir les changes en baisse pendant toute l'année 1312.

Ces considérations nous portent à repousser cette opinion qui nous semble dépourvue d'arguments solides.

3^o Remboursement des billets de la Banque Impériale.

On a dit aussi que le remboursement des billets de la Banque Impériale, au cours du premier semestre de 1311, avait donné lieu à une vente massive de devises sur le marché pour acquérir des Krans-argent nécessaires à la conversion. Cette offre considérable de devises, prétend-on a eu ses répercussions en 1312. Mais c'est une idée bien singulière. Comment l'offre des devises de la part de la Banque Impériale au premier semestre 1311, aurait-elle reporté son influence sur les changes de l'année 1312 ?

4^o Hausse du prix de l'argent.

En 1312 le prix moyen de l'argent à Londres s'élevait à 18,8 d. par once standard contre 17,3 d. en 1311.

Par conséquent la parité argent du rial par rapport à la

livre sterling baissait de 96,3 à 88,7, alors que le cours moyen effectif de la livre en 1312 était de 84,5 rials contre 103 rials en 1911.

Il résulte de tout cela qu'en 1312 le cours du rial était de 4,7 p. 100 plus bas que la parité, alors qu'en 1311 il était de 7 p. 100 plus haut.

C'est une vérité indéniable que le prix de l'argent métal est un facteur décisif des variations du cours des devises en Iran. Seulement, c'est un facteur qui agit à la longue ; envisagé pendant des périodes rapprochées, il n'a qu'une action faible sur les fluctuations du change. On peut relever plus d'un cas, où le cours des devises s'est trouvé considérablement au-dessous ou au-dessus de la parité argent de notre monnaie.

En 1905-6, le Kran était en moyenne 2,6 p. 100 inférieur à la parité argent.

Cet écart pour 1920-21 était de 20 p. 100 ; pour 1921-22, il était de 12 p. 100 et pour 1922-23, il dépassait de 14 p. 100.

Mais il y a plus encore : les tendances contraires au fond à la normale du mouvement des changes et du prix de l'argent métal.

Depuis le mois de juin 1933 la tendance à la baisse des changes est en contradiction avec le mouvement descendant du prix de l'argent. A partir du mois d'octobre de la même année, le prix de l'argent commence à monter ; le cours des changes dans la même période, au lieu de subir une baisse, s'élève à nouveau par rapport aux mois antérieurs.

Ces contradictions surprenantes et les écarts souvent considérables, entre le cours du rial et sa parité métallique s'expliquent par la suspension de la frappe libre et la prohibition du trafic de l'argent, pour les particuliers.

On est donc dans l'impossibilité d'établir un rapport de

cause à effet entre le prix du métal blanc et le cours du rial au change.

5° *Spéculation.*

La tendance vers la hausse du prix de l'argent en 1933-34 a agi immédiatement sur le change par la voie de la spéculation. Un fait capital est survenu au début de l'année en question qui a rendu possible les opérations spéculatives

En effet, à la date du 30 mai 1933 l'obligation des exportateurs de vendre leurs devises au Gouvernement a été abolie. Le premier effet de cette mesure a été une détente dans le marché des devises en augmentant l'offre de ces dernières. C'est à partir de la même époque que les devises se mirent à baisser et que le rial rattrapa sa parité pour la dépasser ensuite aux mois suivants.

Ce dernier fait, à savoir la hausse hors de proportion du rial par rapport à l'argent métal, s'explique, à notre avis, par la spéculation à la hausse de notre monnaie, encouragée par plusieurs raisons :

- a) La liberté du trafic des devises ;
- b) L'existence d'importants montants de réserve de devises auprès des commerçants ;
- c) Les mesures prises en Amérique par le président Roosevelt en faveur de l'argent, renforçant les prévisions de hausse de ce métal. De là, les espoirs toujours grandissant dans l'avenir du rial et la hausse continue de celui-ci.

II. — PRIX

L'étude approfondie de cette matière dans les circonstances présentes, paraît hors de notre portée, sinon à cause de la complication par les facteurs les plus divers, le plus

souvent contradictoires, qui y interviennent, du moins par l'insuffisance des documents qui nous sont parvenus à ce sujet jusqu'ici. Cependant c'est une étude pleine d'intérêt, digne d'être l'objet de recherche et pouvant être érigée le cas échéant en un sujet de thèse.

Nous essayons néanmoins de tirer parti de quelques chiffres fournis par le *Bulletin de la Banque Nationale de l'Iran*¹ ainsi que par nos précédentes études sur le change et le commerce extérieur.

L'idée maîtresse qui domine la matière, est que si les variations du change ont un effet presque immédiat et proportionnel sur les prix des marchandises d'importation, il n'en est pas de même en ce qui regarde les prix dans l'intérieur même du pays; de sorte qu'une dépréciation monétaire est toujours accompagnée d'une hausse proportionnelle des importations. La même dépréciation se traduit par une hausse minime par rapport à celle des importations pour les produits nationaux, hausse qui s'accroît par l'effet du temps.

Prenons l'année 1308 comme année de base en lui donnant pour index le chiffre 100 pour le volume et la valeur des exportations. Suivons leurs variations au cours des trois années suivantes :

Année ² .	Exportations ³ .	Index.	Valeur des importations.
1308 :	67,6	100	100
1309	60,9	90,1	94,2
1310-1311	84,3	125	147

Pour l'année 1309 le poids des exportations subit une diminution de 10 p. 100 par rapport à l'année précédente

1. N° 2, 1934.

2. 1308 : 21 mars 1929-20 mars 1930; 1309 : 21 mars 1930-22 mars 1931; 1310-1311 : 23 juin 1931-21 juin 1932.

3. Poids en millions de Man (Man = kgr. 2,970).

et cela à cause des répercussions de la crise qui s'est fait sentir dans cette année.

D'autre part, comme on peut bien remarquer dans le tableau ci-dessus, il y a une augmentation de valeur de 4,5 p. 100 relativement à l'année précédente. En tenant compte que notre monnaie avait subi une dépréciation de 44,2 p. 100 par rapport à sa valeur moyenne de 1308, on est persuadé que l'enchérissement des exportations dans la mesure de 4,5 p. 100 est tout à fait minime en face de la dépréciation monétaire.

Les indications de l'année 1310-11 ¹ juin 1931 à juin 1932) ne sont pas moins significatives : les exportations se trouvent augmentées de volume en raison de 25 p. 100, ce qui est remarquable ; quant au chiffre de la valeur, l'accroissement en est encore plus accentué et marque une hausse de 17,6 p. 100 par rapport au prix-base de l'année 1308 (1929-30).

Il est bien facile de constater que cette hausse des prix à l'intérieur n'a nullement égalé l'intensité de la baisse du rial qui a été de 60,8 p. 100 par rapport au cours moyen de 1308.

Pour déterminer l'effet de la dépréciation du rial sur le prix des marchandises importées, observons le tableau suivant analogue au précédent :

Année.	Importations totales ¹ .	Index.	Valeur des exportations.
1308.	457,1	100	100
1309.	123,4	78,5	88,1
1310-1311	63,2	40,2	72,7

Remarquons que les données du tableau ci-dessus ne nous paraissent pas très sûres, on y voit des contradictions.

En 1309 l'augmentation des produits d'importation, en

1. Poids en millions de Man.

raison de la baisse intense de notre monnaie aurait dû être plus accentuée ; on peut admettre que, d'autre part, l'abaissement des prix mondiaux a modéré cette hausse.

Mais ce qui reste inexplicable, c'est l'année 1310-11, où la hausse des produits d'importation atteint 81 p. 100 par rapport à 1308, alors que la baisse du rial n'est que de 60,8 par rapport à la dite année. Si l'on tient compte encore de ce que les prix mondiaux étaient toujours en baisse (les prix de 1310-11¹ témoignent une baisse d'environ 20 p. 100 par rapport à l'année précédente), ce qui aurait dû agir dans le sens contraire de l'effet de notre dépréciation monétaire, on reste étonné de cette hausse extraordinaire.

SECTION III. — Crise économique en Iran.

En dehors de la crise monétaire, objet de notre présente étude, il y a eu une crise économique ayant un aspect tout à fait particulier dans notre pays. Cette crise commence avec la diminution des exportations résultant elle-même de la crise mondiale.

La capacité d'achat des produits étrangers ayant diminué, les importations se réduisent à leur tour et augmentent considérablement de prix par suite de la dépréciation monétaire. Cette dernière faisant sentir, quoique bien plus modérément, son effet sur les prix intérieurs, il en résulte la hausse générale des prix et du coût de la vie.

On peu donc dire que la crise économique en Iran consistait dans la contraction du volume du commerce extérieur, ainsi que dans le renchérissement général des prix, rendant plus difficile les conditions de vie pour les gens et

1. 1931-1932.

leur imposant un standard de vie plus bas. Par contre c'est la baisse des prix qui caractérise la crise économique dans les autres pays.

D'autre part, le chômage, effet redoutable de la crise mondiale n'existe pas non plus dans notre pays, à cause de l'industrialisation et de la réalisation d'un vaste programme de travaux publics par le Gouvernement au cours de ces dernières années, provoquant une demande de main-d'œuvre de plus en plus grande.

Les caractères de la crise économique ainsi déterminés, remarquons toutefois que la stagnation des affaires a été très préjudiciable aux commerçants, qui ont souffert plus que les autres classes de ce marasme. Ils ont été, à proprement parler, les seules victimes de la crise économique en Iran.

Le commerce extérieur de notre pays fléchit à partir de 1308 (1929-30) mais comparé au mouvement du commerce mondial, le fléchissement est sensiblement moindre jusqu'à l'année 1332-33, à partir de laquelle il subit à peu de chose près la même diminution.

Pour mettre au jour l'état de cette comparaison, nous reproduisons le tableau ci-dessous empruntés au *Bulletin de la Banque Nationale de l'Iran*, n° 2.

Année.	Valeur totale, sans exportation, des huiles minérales ¹ .			Index du commerce mondial ² .
	Rials.	F. fr.	Index.	
1308.	1,407	3,058	100	100
1309.	1,269	2,488	81,4	76,1
1310-1311	1,387	1,712	56,0	48,7
1311-1312	1,196	1,017	33,3	36,6
1312-1313 ³	247	254	32,3	35,6

1. En millions de rials et francs français.

2. Le chiffre index du commerce mondial est extrait du *Bulletin de Statistique* publié par la Société des Nations.

3. Pour le premier trimestre seulement (juillet-septembre 1933).

Un point remarquable à considérer réside dans le fait que les effets de la crise se sont montrés inégaux suivant qu'il s'agissait du commerce d'importation ou d'exportation; l'atteinte a été moins grave pour ces dernières.

Les deux tableaux ci-dessous montrent le mouvement du commerce d'exportation et d'importation de notre pays pendant les années de crise, et leur comparaison avec le commerce mondial d'exportation et d'importation.

Année.	Valeur des exportations en F. fr.	Index des exportations	
		iraniennes.	mondiales.
1308.	1,059	100	100
1309.	899	84,9	76,1
1310-1311	886	83,7	48,7
1311-1312	455	43,0	36,6
1312-1313 ¹	108	40,8	35,6

Année.	Valeur des importations en F. fr.	Index des importations	
		iraniennes.	mondiales.
1308.	1,999	100	100
1309.	1,589	79,5	76,1
1310-1311	826	41,3	48,7
1311-1312	562	28,1	36,6
1312-1313	146	29,2	35,6

Les considérations générales qui peuvent se dégager de cet exposé confirment, en réalité, cet état relativement favorable de notre commerce extérieur par rapport au commerce mondial.

La crise monétaire se faisant jour dans notre pays, sous forme de la dépréciation de la monnaie, a eu pour effet d'encourager les exportations, tout en mettant obstacle aux importations. D'autre part, les mesures prises par le

1. Premier trimestre (juillet-septembre 1933).

Gouvernement d'une façon consciente en vue d'équilibrer la balance commerciale, et l'institution du monopole du commerce extérieur, ont dû nécessairement aboutir à cet état de choses, renforcer les exportations et limiter les importations.

CONCLUSION

L'instabilité du change dans un pays provoque les plus grands désordres : si le cours du change monte, c'est au détriment de la monnaie nationale, et si, au contraire, la cote des devises étrangères tombe, les exportations se réduisent et la balance commerciale en pâtit.

D'ailleurs l'instabilité du change engendre une paralysie générale du commerce, qui ne peut se reposer sur une base stable afin de continuer ses opérations.

La dévalorisation monétaire, en augmentant les exportations, a, ces dernières années, tenté comme un appât la plupart des pays. Les peuples, emportés dans un vaste tourbillon, ont négligé les grandes lois économiques qui de tous temps ont régi le monde.

En enlevant notamment la stabilité aux monnaies, en permettant à celles-ci de flotter au gré de la fantaisie des gouvernements ou des aléas de l'économie nationale, ils ont détruit de leurs mains l'une des bases les plus indispensables des transactions commerciales : la sécurité, et partant, la confiance.

En ce qui concerne notre pays, la dépréciation de sa monnaie, qui s'est produite, il y a quelques années, ne provient nullement d'une dévalorisation, mais, comme nous l'avons vu, de la baisse du marché de l'argent-métal.

L'adoption de l'étalon-or, mesure la plus fondamentale qu'on ait prise en vue de remédier à l'instabilité de notre monnaie dans le change étranger, n'a pas pu pratiquement fonctionner étant donné les circonstances.

L'élément d'instabilité et, partant, l'insécurité, subsistera tant que nous resterons fidèles à l'étalon-argent ; le prix marchand de ce dernier étant un facteur déterminant de notre change, d'autant plus que son effet se trouve toujours accru par la spéculation. Si la baisse du prix de l'argent est susceptible de porter atteinte à notre monnaie et même d'engendrer des crises catastrophiques, sa hausse n'en présente pas moins un danger d'une autre nature, en paralysant notre commerce d'exportation. Avec l'étalon-argent nous devons faire face à deux sortes d'instabilités, celle du métal blanc et celle des devises dépréciées, tandis que l'adoption du métal or comme base monétaire nous épargne la première instabilité.

Dans ces conditions, nous nous trouvons devant un dilemme : rester à l'étalon-argent et nous exposer à subir tous les caprices du métal blanc, pour attendre le moment favorable où les autres pays, et en particulier l'Angleterre stabiliseront leur monnaie, ou bien couper court à toutes les appréhensions et rétablir l'étalon-or purement et simplement.

Cette dernière décision, d'une hardiesse impressionnante, paraît la seule solution radicale du problème ; elle ne doit cependant pas nous induire en erreur, car il existe toujours un fait qui nous donne à réfléchir : le retour à l'étalon-or, dans l'état actuel des choses, est une entreprise par trop hasardeuse avant que la Grande-Bretagne ne décide de la destinée de la livre sterling.

Alors que les autres pays, par le dumping du change

depuis quelques années, se sont engagés successivement les uns après les autres dans une lutte de concurrence en vue de conquérir les marchés extérieurs, nous ne pouvons pas nous résoudre à mettre dans une situation dangereuse le commerce de notre pays. La hausse des prix intérieurs par rapport aux prix étrangers est une conséquence inévitable de la mise en vigueur de la loi adoptant l'étalon-or.

Il est certain que notre opinion est en faveur d'un système monétaire assurant la stabilité; celle-ci ne pourrait être réalisée qu'en adoptant pour base monétaire un métal ayant un caractère international ou du moins rassemblant le plus grand nombre des pays civilisés. Avons-nous besoin de dire que c'est l'or qui a le privilège de posséder cette qualité ?

Nous pouvons donc nous prononcer en faveur de l'étalon-or, en tant que question de principe, mais nous ne croyons nullement que la réalisation, d'une façon précipitée et prématurée, en soit avantageuse pour notre pays. Les faits qui ont justifié notre retour à l'étalon-argent n'ont pas cessé d'exister; l'Angleterre et les autres pays ayant renoncé au paiement en or n'ont pas encore stabilisé leur monnaie. Il ne serait donc pas logique de décider la mise en pratique de l'étalon-or avant que les autres pays n'aient pris parti dans ce sens. Nous n'avons pas été les promoteurs de la dévalorisation monétaire, nous ne pouvons pas en être les initiateurs pour la revalorisation ou la stabilisation. N'est-ce pas la Grande-Bretagne qui a déclenché, malgré elle d'ailleurs, le mouvement pour la suspension de l'étalon-or, entraînant ainsi les autres pays qui l'ont suivie dans cette politique ? C'est donc à elle, à l'Angleterre que s'impose l'initiative d'entreprendre une politique de stabilisation de sa monnaie.

La vérité est que nous vivons en principe sous le régime de l'étalon-or ; notre retour de fait à l'étalon-argent n'est qu'une attitude provisoire qui ne peut durer qu'avec les faits et circonstances qui le justifient. Les prescriptions du législateur ainsi que le zèle et l'effort du Gouvernement pour accroître la réserve d'or de la Banque Nationale, montrent bien la volonté du pays de mettre en vigueur la loi adoptant l'étalon-or, dès que les circonstances et les conditions extérieures se montreront favorables.

Si le fonctionnement de la loi du 27 Esfand 1308 (18 mars 1930) ne dépendait que des conditions intérieures, nous n'aurions aucune hésitation à nous prononcer en sa faveur, étant donné l'existence, à l'heure actuelle, des circonstances avantageuses pour mettre en exécution la loi citée ci-haut.

Ces conditions favorables sont :

1^o L'équilibre budgétaire ;

2^o L'inexistence de dettes extérieures, ni intérieures, pour le Gouvernement ;

3^o La politique d'accumulation des réserves d'or suivie depuis quelques années par la Banque Nationale.

Répondons en passant à une objection éventuelle d'ordre international : l'abandon de l'étalon-argent dans les pays jusqu'ici fidèles à ce dernier, est susceptible de porter atteinte au marché de l'argent métal en même temps que de créer une nouvelle demande d'or restreignant le marché de ce dernier, l'insuffisance du métal jaune, survenant à la suite de ces nouveaux besoins, pourrait être fatale dans les conditions économiques actuelles.

Cette objection pourrait être sérieuse dans le cas de la Chine, pays qui a entre 400 et 500 millions d'habitants et qui vit sous le régime de l'étalon-argent : le changement

brusque de la base métallique dans ce pays provoquerait des perturbations graves dans le marché des métaux précieux. Il n'en est pas de même dans le cas de notre pays qui a environ 15 millions d'habitants.

Une fois les conditions extérieures redevenues favorables, la mise en exécution de la loi adoptant l'étalon-or sera d'autant plus nécessaire que nous sommes plus proches de l'Occident et que nos relations commerciales avec les pays européens se développent de plus en plus.

On peut prévoir, en attendant, certains palliatifs en vue de réaliser une stabilisation relative de notre change. Il serait très utile, par exemple, d'instituer un fonds d'égalisation des changes, à la Banque Nationale. Celle-ci interviendrait chaque fois que la hausse ou la baisse de notre unité monétaire dépasserait une certaine limite ; l'achat ou la vente massive des devises étrangères, par la Banque Nationale, pèserait efficacement sur l'offre ou la demande des devises et les ramènerait au point d'équilibre désiré. Ces interventions se justifieraient jusqu'à la stabilisation définitive de notre monnaie, qui doit coïncider avec la stabilisation dans les pays tels que l'Angleterre, grand banquier et financier du monde et dont la monnaie est un intermédiaire indispensable aux transactions mondiales.

VU :

Le Président,

ALBERT AFTALION.

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

ANNEXE

LOI DE L'UNITÉ MONÉTAIRE LÉGALE DE L'IRAN

La Loi fut décrétée en date du 27 Esfand 1308 (18/3/30) et modifiée dans différents points par l'article 1 d'une seconde Loi du 22 Esfand 1310 (13/3/1931); en même temps aussi quelques prescriptions de l'ancienne Loi furent entièrement supprimées.

ARTICLE 1. — Etalon d'or.

L'unité monétaire légale de l'Iran est le rial d'or qui se divise en cent dinars.

ARTICLE 2. — Multiples et sous-multiples de l'Etalon.

Les pièces monétaires légales ayant cours sont :

a) *Pièces d'or :*

Pièce en or de cent rials au nom de Pahlevi;

Pièce en or de cinquante rials au nom de demi-Pahlevi.

b) *Pièces d'argent :*

Les pièces d'un demi-rial, d'un rial, de deux rials et de cinq rials.

c) *Pièces de nickel :*

Les pièces de cinq dinars, de dix dinars, et de vingt-cinq dinars.

d) (Supprimé).

ARTICLE 3. — Poids et titres de l'Etalon.

a) Un rial équivalent à 0,07322382 gramme d'or fin.

b) La pièce en or de cinquante rials ou le demi-Pahlevi possède 3,661191 grammes d'or pur et la Monnaie Impériale doit frapper 273,135 pièces de demi-Pahlevi or avec un kilogramme d'or pur.

c) La pièce en or de cent rials ou le Pahlevi possède 7,322382 grammes d'or pur et la Monnaie Impériale doit frapper 136,5675 pièces d'un Pahlevi or avec un kilogramme d'or pur.

d) La pièce en argent d'un demi-rial ayant cours légal à l'intérieur du pays et qui représente le demi-rial or, possède 2,07 grammes d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 483,0916 pièces de demi-rial avec un kilogramme d'argent pur.

e) Le rial argent ayant cours légal à l'intérieur du pays, et qui représente le rial d'or, possède 4,14 grammes d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 241.548 pièces d'un rial avec un kilogramme d'argent pur.

- f) La pièce de deux rials argent ayant cours légal à l'intérieur du pays et qui représente deux rials or, possède 8,28 grammes d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 120,771 pièces de deux rials avec un kilogramme d'argent pur.
- g) La pièce de cinq rials argent ayant cours légal à l'intérieur du pays et qui représente cinq rials or, possède 20,70 grammes d'argent pur et la Monnaie Impériale doit frapper 48,309 pièces de cinq rials avec un kilogramme d'argent pur.

REMARQUE. — Le titre des monnaies d'or est de 900/1000 or pur et de 100/1000 de cuivre. Celui des monnaies d'argent est de 828/1000 argent pur et de 172/1000 de cuivre.

ARTICLE 4. — Modalités de la frappe et tolérance légale.

Pour rendre effectives les prescriptions légales relatives à la teneur en fin au poids standard et pour déterminer les dimensions des pièces monnayées, un règlement sera approuvé par le Conseil des Ministres.

Pour chaque pièce d'or, la tolérance pour le titre est jusqu'à deux millièmes au maximum, en plus ou en moins, et la tolérance pour le poids standard est jusqu'à deux millièmes et demi en plus ou en moins par rapport aux quantités indiquées dans l'article 3.

Pour les pièces d'argent, la tolérance pour le titre est jusqu'à trois millièmes en plus ou en moins et la tolérance pour le poids est jusqu'à dix millièmes en plus ou en moins par rapport aux quantités indiquées dans l'article 3, mais pour l'ensemble on doit respecter précisément les prescriptions de l'article 3.

ARTICLE 5. — Formes et descriptions des pièces de monnaie or et argent.

- a) Toutes les pièces de monnaie dont il est fait mention dans l'article 2 seront de forme ronde.
- b) Les pièces d'or porteront à l'envers l'effigie de Sa Majesté et au revers le lion et le soleil, la valeur légale et le millésime de la frappe.
- c) Les pièces d'argent porteront à l'avvers le lion et le soleil et au revers les chiffres indiquant la valeur légale et le millésime de la frappe.
- d) Les pièces en nickel et en cuivre porteront à l'avvers les armoiries nationales, au revers, en gros chiffres, la valeur légale et le millésime.

ARTICLE 6. — Droit de frappe.

La frappe de toutes monnaies persanes ne peut avoir lieu qu'à la Monnaie Impériale.

La frappe des pièces d'or pour le compte du public est libre.

Les frais de frappe ne doivent pas dépasser dix rials par kilogramme d'or fin.

Le droit de frapper des pièces d'argent, de nickel et de cuivre est exclusivement réservée au Gouvernement, le droit n'est susceptible d'aucune cession sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 7.

Personne n'est obligé d'accepter dans les changes et transactions plus de 10 rials de pièces en nickel. Mais les Administrations gouvernementales font

exception de cette règle et doivent accepter les monnaies en nickel pour toute quantité qu'on leur délivrera du chef des impôts et taxes.

La Banque Nationale et ses succursales doivent, par représentation et pour compte du Gouvernement changer toute quantité des dites monnaies leur présentée à cette fin.

ARTICLE 8. — Monnaie défectueuse et fausse monnaie.

Est interdite la mise en circulation des pièces frappées contrairement aux prescriptions de la présente Loi, ainsi que des pièces défectueuses, telles que pièces trouées, mutilées, munies d'attaches ou diminuées par des procédés chimiques ou mécaniques et de telles pièces n'ont pas cours légal.

ARTICLE 9. — Supprimé.

ARTICLE 10. — Prescriptions des impôts et taxes.

Tous impôts et taxes d'Etat qui doivent être perçus, soit à l'Etranger soit à l'entrée ou à la sortie de l'Empire, tels que droits et taxes de douane, du monopole des sucres et thés, taxes de route, droits et taxes du monopole des tabacs et du monopole de l'opium, droits et taxes perçus dans les chancelleries des Ambassades, Légations et Consulats à l'Etranger, taxe de passeport et de visa, etc., etc., à dater de l'approbation de cette Loi par le Parlement, seront perçus sur la base du rial or.

ARTICLE 11. — Date légale de circulation.

La date de circulation des rials, la façon du changement des Krans en Rials, la manière du changement des Rial d'argent en rials d'or ou en devises étrangères, et la limite de la frappe de rial d'argent, seront établies par une loi séparée approuvée par le Parlement dans un délai ne dépassant pas un an.

ARTICLE 12. — Prohibitions et pénalités.

L'entrée de l'or est libre.

Sont prohibées, l'entrée de l'argent sous toutes les formes ainsi que la frappe de la monnaie actuellement en cours, à l'exception des objets d'orfèvrerie.

La sortie de l'or et de l'argent est prohibée sous toutes les formes, sauf les exceptions prévues par les lois et règlements.

Les contrevenants aux prescriptions du présent article seront passibles d'une amende égale au double de la somme sur laquelle aura porté l'infraction, et d'un emprisonnement simple de un à trois ans.

ARTICLE 13. — Supprimé.

ARTICLE 14. — Mise en vigueur.

La loi deviendra exécutoire le dixième jour qui suivra la date de son approbation.

De plus, les articles 2-14 de la loi du 22 Esfand 1310 (13/1/1912) mentionnée ci-haut contiennent les stipulations suivantes :

ARTICLE 2.

A partir du 1^{er} Farvardine 1311 (21/3/32) les monnaies d'or de 1 Pahlevi, demi-Pahlevi et celles en argent de demi-rial, de 1 rial, de 2 rials et de 5 rials, de même que les pièces en nickel de 5 dinars, de 10 dinars et de 25 dinars ainsi que les billets de 5 rials, de 10 rials, de 20 rials, de 50 rials, de 100 rials et de 500 rials imprimés par la Co. de Billet américaine à New-York seront mis en circulation et auront cours légal pour les transactions.

ARTICLE 3.

A partir de la ratification de la présente loi, la frappe des monnaies d'or actuelles et des pièces d'argent de 10 chahis, de 1 kran, de 2 krans, et de 5 krans ainsi que celle des pièces en nickel de 1 chahi et de 2 chahis est interdite.

Toutefois ces pièces continueront à avoir cours légal et pourront être maintenues en circulation jusqu'au 1^{er} Mehr 1311 (23/9/32), date après laquelle elles perdront leur valeur légale.

ARTICLE 4.

A partir du 1^{er} Farvardine (21/3/32) jusqu'au 1^{er} Mehr 1311 (23/9/32) un kran d'argent ou mille dinars en nickel seront égaux à un rial d'argent et sur demande, ils doivent être d'urgence échangés contre nouvelles pièces.

A partir du 1^{er} Mehr 1311 (23/9/32) les monnaies d'argent en kran et les pièces de nickel ne seront acceptées par le Gouvernement qu'à leur valeur métallique.

En ce qui concerne les engagements devant être tenus après le 1^{er} Mehr 1311 (23/9/32) il faudra payer un rial pour chaque kran.

ARTICLE 5.

L'autorisation exclusive de la mise en circulation des billets mentionnés à l'article 2 s'élevant à un montant de 90 millions de rials est accordée à la Banque Nationale pour une période de dix années, à dater de l'approbation de la présente loi.

Une fois ce délai expiré, au cas où ce droit exclusif ne serait pas annulé par une loi spéciale, il sera prorogé automatiquement pour une autre période de dix années.

Ce même système sera mis en pratique pour les périodes de dix années.

Le nombre des billets dont il s'agit est de :

Billets de	5 rials	4 millions	feuilles.
» »	10	2	» »
» »	20 »	1	» »
» »	50 »	200.000	»
» »	100 »	100.000	»
» »	500 »	20.000	»

soit en tout sept millions et trois cent vingt mille feuilles.

La Banque Nationale est autorisée à faire imprimer et à mettre en circulation, en plus de 90 millions de rials des billets en question, une autre quantité de 250 millions rials de billets dont une partie en coupures de mille rials.

Dans ces conditions, le montant général des billets en circulation sera de 340 millions de rials.

ARTICLE 6.

Le Gouvernement est tenu d'avoir en circulation des monnaies d'argent pour 60 p. 100 au minimum des billets en circulation.

ARTICLE 7.

Le montant des pièces en nickel de 5 dinars, de 10 dinars et de 25 dinars se trouvant en circulation ne doit pas dépasser trois millions de rials et la frappe supplémentaire des monnaies dont il est question est subordonnée en tout cas à une loi spéciale.

ARTICLE 8.

Le Gouvernement est tenu d'assurer l'existence d'une réserve toujours disponible qui s'élèvera à 100 p. 100 de la contre-valeur des billets de banque et monnaies de nickel en circulation. Cette réserve devra consister en monnaies et lingots d'or, en monnaies et lingots d'argent et en devises sur des pays où l'achat, la vente, l'exportation et les transactions de l'or sont libres.

Ladite réserve qui ne comprend pas les monnaies circulant dans le pays devra être gardée auprès de la Banque Nationale. Celle-ci conservera en Perse la partie de la réserve consistant en lingots et pièces de monnaie, tandis qu'elle placera les devises auprès de banques de premier ordre à l'Etranger, conformément aux instructions écrites du Conseil des Ministres.

ARTICLE 9.

Pour la surveillance de la réserve dont il est question dans l'article précédent, un comité spécial composé des 7 personnes suivantes :

- Deux membres du Madjless ;
- Un délégué du Conseil des Ministres ;
- Le Procureur Général de la Cour de Cassation ;
- Le Directeur de la Banque Nationale de Perse ;
- Le Trésorier Général ;
- Le Commissaire du Gouvernement auprès de la Banque Nationale :

sera chargé de vérifier une fois par mois, la situation et le compte de la réserve susdite pour soumettre ensuite au Gouvernement un rapport relatif au montant des billets en circulation, des monnaies d'or, d'argent et de nickel, des lingots d'or et d'argent et des devises existantes. Le rapport dont il s'agit sera publié par le Gouvernement pour l'information du public.

La durée de la mission des 2 députés et des représentants du Gouvernement est d'une année. Ils seront désignés au mois d'Ordibehechte de chaque année et à la première séance du Parlement et du Conseil des Ministres et si en ce temps le Parlement n'était pas réuni, les députés seront choisis à la première séance que tiendra le Parlement.

ARTICLE 10.

Tant que la situation économique ne sera pas redevenue normale et que les pays ayant, à la suite de la crise, suspendu le remboursement en or ou devises or de leurs billets de banque n'auront pas repris ce remboursement, la Banque Nationale est autorisée de refuser le remboursement des billets de banque ou monnaies d'argent par des monnaies d'or, lingots d'or ou devises.

Toutefois elle sera tenue d'échanger en rials d'argent les billets de banque et monnaies de nickel sans délai et à toute époque qu'une telle demande lui est faite par qui que ce soit. Cet échange s'effectuera à Téhéran sans restriction, et en province dans les limites des effectifs en argent que la Banque Nationale de Perse possède dans les places respectives en province.

ARTICLE 11.

La mise en circulation de billets au delà des montants désignés dans la présente loi est strictement défendue. La mise en circulation des billets supplémentaires dépend dans chaque cas d'une autorisation spéciale à octroyer par une loi spéciale.

ARTICLE 12.

L'exportation de l'or et l'importation d'argent, chaque fois qu'elles s'imposent pour les besoins économiques réels du pays, seront effectuées par la Banque Nationale conformément à une autorisation spéciale du Conseil des Ministres.

ARTICLE 13.

Toutes les personnes refusant d'accepter la monnaie en cours du pays seront condamnées aux pénalités stipulées dans la Loi sur les pénalités publiques.

ARTICLE 14.

La présente Loi entrera en vigueur dès son approbation.

BIBLIOGRAPHIE

TRAVAUX D'AUTEURS ET DE COMMISSIONS

En français.

- AFTALION (Albert). — *Monnaie, prix et change. Expériences récentes et théories*. Paris, Tassin, 1927, in-8°.
- *L'or et sa distribution mondiale*. Librairie Dalloz, 1932.
- *Les expériences monétaires récentes et la théorie du revenu*. Paris, 1925, pièce gr. in-8°.
- *Les expériences monétaires récentes et la théorie psychologique de la monnaie*. Paris, 1925, pièce gr. in-8°.
- *Les expériences monétaires récentes et la théorie quantitative*. Paris, 1925, pièce in-8°.
- AFCHAR. — *La politique européenne en Perse*.
- ALLIX (Edgard). — *Journal des économistes*, 1933.
- ALLIZÉ (Fabrice). — *Problèmes économiques et financiers de l'argent métal*. Paris, 1932.
- ANONYME (un rural des bords de la Sensée). — *Iniquité et danger de la suspension du monnayage de l'argent*, 1892 (imprimé à Douai chez P. Dutilleux).
- ARNAUNE (Aug.). — *La monnaie, le crédit et le change*, 2^e éd., Alcan, 1902.
- ARSENOVICI. — *La stabilisation monétaire en Roumanie*.
- AUBIN. — *La Perse d'aujourd'hui*. Paris, A. Colin, 1908, in-16.
- AUPÉTIT. — *Essai sur la théorie générale de la monnaie*. Paris, 1901.
- BABELON (Ernest). — *Traité des monnaies grecques et romaines*, 2^e partie, description historique; t. II : *Les monnaies de l'Empire des Perses achéménides de l'Orient sémitique et de l'Asie mineure au V^e siècle avant J.-C.* Paris, 1910, gr. in-8°.
- BAILLY (L.). — *La réforme monétaire universelle*. Paris, 1890.
- BAMBERGER (Louis). — *Le métal argent à la fin du XIX^e siècle*. Paris, 1894.
- BANNERET DE MATRAN. — *Où va la monnaie dans le monde? Quelques points d'histoire monétaire récent. Gold Specis standard, Gold Exchange standard, Gold Bullion standard.*

- BASHWITZ. — *La répartition mondiale de l'or.*
BELIN. — *Cours d'expériences monétaires (1933-1934).*
BONNET. — *La politique monétaire anglaise d'après-guerre.*
— *Les expériences monétaires contemporaines.*
BOURGUIN. — *L'étalon-or au Japon.*
CHARDIN (Le chevalier). — *Voyage en Perse et autres lieux de l'Orient*, éd. L. Langlès. Paris, Le Normant, 1811, 10 vol. in-8° et un vol. d'atlas in-fol.
CHEVALIER (Michel). — *De la monnaie.* Paris, 1850.
— *De la baisse probable de l'or, des conséquences commerciales et sociales qu'elle peut avoir et des mesures qu'elle provoque.* Paris, 1859.
— *Le système monétaire, 1876.*
CHRISTENSEN (Arthur). — *L'empire des Sassanides.* Kobenhavn, 1907, in-4° (*Mémoires de l'Académie royale des sciences et des lettres de Danemarck*, 7^e série, section des lettres, t. I).
COLSON. — *Cours d'Économie politique. Comité des monnaies. Rapport 1790.* Analyse de l'ouvrage de M. de Mirabeau sur la constitution monétaire, 1791.
DAMOUGET, PERRON et BOCCON-GIBOD. — *Les systèmes monétaires contemporains.*
DARMESTETER (James). — *Coup d'œil sur l'histoire de la Perse.* Paris, 1885, in-18.
DELAISI (Francis). — *La bataille de l'or.* Payot, 1933.
DEL MAR. — *Les systèmes monétaires.* Paris, 1899.
DELMAS. — *La crise de l'argent et la hausse de l'or. Le Génie civil*, 1894.
DÉMORGY. — *Les institutions financières en Perse.*
DESOUBRY (Maurice). — *L'argent métal, 1932.*
DIEULAFOY (Marcel). — *L'art antique de la Perse, Achéménides, Parthes, Sassanides.* Paris, 1884-1885, 5 vol. in-fol.
Documents sélectionnés soumis à la délégation de l'or du Comité financier (S. D. N. Genève).
ELVER. — *Le contrôle des devises et le maintien nominal de l'étalon-or.*
FAUCHER (Léon). — *Recherches sur l'or et sur l'argent considérés comme étalon de la valeur.* Paris, 1843.
— *De la production et de la démonétisation de l'or. Revue des Deux Mondes*, 1852, t. III.
FAUGONNIER. — *L'argent et l'or*, 1881.
FEER (Herzog). — *Or ou argent*, 1873.
FISHER (Irving). — *L'illusion de la monnaie stable.*
FLANDIN et COSTES. — *Voyage en Perse pendant les années 1840 et 1841.*
FRÉDÉRIC (Jenny). — *Les projets de restauration du bimétallisme et le problème de l'argent.*
GARINO (Canina). — *Problèmes internationaux de l'or (recueil de cours).*

- GARNIER. — *Histoire de la monnaie depuis le temps de la plus haute antiquité jusqu'au règne de Charlemagne*, 1819, 2 vol.
- GIDE (Charles). — *Précis et cours d'Économie politique*.
— et RIST. — *Histoire des doctrines économiques*.
- GOBINEAU (comte Arthur de). — *Histoire des Perses*. Paris, 1869, 2 vol. in-8°.
— *Sur quelques médailles à légendes iraniennes de l'époque arsacide*.
- GONARD. — *Précis d'Économie politique*.
- GROUSSET. — *L'Iran extérieur* (conférence du 16 décembre 1930. Musée Guimée).
- HÉRODOTE. — *Histoire*. Trad. de Henri Greguin, E. Garnier Frères, 2 vol., Paris (s. d.).
- HOUDARD (Ad.). — *La question monétaire à la conférence de Bruxelles*, juin 1893.
— *Le malentendu monétaire*, 1896.
— *Étude critique du monométallisme or et du bimétallisme à rapport constant*. Guillaumin, 1897.
- HUART (Clément). — *La Perse antique et la civilisation iranienne*. Paris, 1925, in-8°.
- JEZE (Gaston). — *La réforme monétaire en Roumanie*.
- JUGLAR (Clément). — *La question monétaire d'après les faits observés en France, en Angleterre et aux États-Unis*. *Journal de la Société de statistique*, août 1874.
— *La baisse de l'argent et la situation monétaire aux États-Unis*, 1893.
— *Le rapport légal entre l'or et l'argent a-t-il toujours existé ?* 1897.
- KELLERSOHN. — *La dispute de l'or. Une évolution monétaire inachevée*.
- KEMMERER (Mission). — *L'étalon-or en Chine*. Pékin, 1929.
- KEYNES (John Maynard). — *Réforme monétaire*. Trad. Paul Trank. Paris, 1924.
- KITSON (Arthur). — *Étalon monétaire*.
- KOCHNE (B. von). — *L'ère des Arsacides*.
- LAZARD. — *Politique et théorie monétaire anglaise d'après la guerre*.
- LEROI (René). — *La politique monétaire anglaise dans l'Inde*. Paris, 1928.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *Traité théorique et pratique d'Économie politique*.
— *Les doctrines monétaires à l'épreuve des faits*. Piétri, Allix, Celier, Flandin, Herbeth, Pomery, Lebée, Rueff. École des sciences politiques, 1932, in-16.
- MÉNANT (Joachim). — *Les Achéménides et les inscriptions de la Perse*. Paris, 1872, in-8°.
- MLYNARSKY (D^r Feliks). — *La crise de l'étalon de change or*.
- MONTESQUIEU. — *De l'esprit des lois*. Edition Garnier.
- MORGAN (Jacques de). — *Numismatique de la Perse antique*.

- MARKOFF (Alexis de). — *Les monnaies des rois parthes.*
— *Les monnaies arsacides de l'Institut des langues orientales.*
— *Catalogue des monnaies sassanides de l'Institut des langues orientales.*
- NOELDEKE (Th.). — *Étude historique sur la Perse antique.* Tr. fr. Oswald wirth. Paris, 1896, in-8.
- NOGARO. — *Le rôle de la monnaie dans le commerce international et la théorie quantitative.* Thèse Paris, 1904.
— *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains.* Paris, 1924.
— *L'expérience bimétalliste au XIX^e siècle.*
- OLMAR. — *Rapport sur une mission scientifique en Perse.*
- PANDÈLE. — *La répartition de l'or dans le monde après l'assainissement des monnaies européennes* (Thèse Paris), in-8°, 1928.
- PATGANIAN (M.-K.). — *Essai d'une histoire de la dynastie des Sassanides.* d'après les renseignements fournis par les historiens arméniens. Trad. en fr. par Évariste Prud'homme, Paris, 1866.
- PERRET (Auguste). — *L'or, l'argent, platine.* Paris, 1902, in-16.
- PERREAU (C.). — *Cours d'Économie politique*, 4^e édit., 1928.
- PICARD (Roger). — *Revue d'histoire des doctrines économiques*, 1912.
- PILLET (Maurice). — *Khorsabad.* Paris, 1918, in-8°.
- PIROU (Gaëtan). — *Doctrines sociales et science économique*, *Recueil Sirey*, 1929. *Cours d'Économie politique.*
- POGNON. — *Darius et la monnaie.*
Rapport du Comité des experts sur l'argent métal, septembre 1931.
Rapport de la délégation de l'or du Comité financier (Genève, série de publication de la Société des Nations, 1932).
- RAYNAUD. — *Argent, sa baisse vis-à-vis de l'or.*
- REBOUD (P.). — *Précis d'Économie politique*, t. I, 1934.
- RIST (Charles). — *Essai sur quelques problèmes économiques et monétaires.* *Recueil Sirey*, 1933.
— *Le mécanisme de l'étalon-or a-t-il été faussé ? (Question monétaire de l'heure présente).*
- ROSWAG (A.). — *L'argent et l'or. Production, consommation et circulation des métaux précieux.* Paris, 1889-1890, en 2 vol. in-8°.
- SAY (J.-B.). — *Traité et cours d'Économie politique* (Editions successives).
- SAY (Léon). — *Discours prononcé pendant la session de 1876.* Paris, 1877, — *Le bimétallisme*, 1895.
- SHIRRAS. — *Prix de l'argent.*
- SIR JOHN MALCOLM. — *Histoire de Perse.*
- SMITH Adam. — *Recherches sur la valeur et les causes de la richesse des Nations.* Garnier, 1802.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. — *Documents sélectionnés.*
- SOETBEER (Ad.). — *Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports économiques des métaux précieux et de la question monétaire.* Berger-Levrault, 1889.

- STANLEY JEVONS. — *L'économie politique*, trad. J. Byron-Gallini, in-16, 1931.
- TAVERNIER (Jean-Baptiste). — *Voyage en Perse et description de ce royaume...* Paris, aux Éditions du carrefour, 1930, in-8°.
- Travaux du Congrès des économistes de langue française, 1933. *Économie libérale et économie dirigée. L'étalon-or.*
- TRUCHY. — *Cours d'Économie politique.*
- TURGOT. — *Valeurs et monnaies.*
- VICTOR BÉRARD. — *Les révolutions de la Perse.*
- WOLOWSKY. — *La monnaie*, 1864.
- *L'or et l'argent.* Paris, 1870.
- XÉNOPHON. — *Cyropédie ou histoire de Cyrus et Anabase ou Retraite des Dix-Mille.* Trad. en fr., par J. A.-G. Buchon, Paris, 1836, in-8°.
- ZOLOTAS. — *L'étalon-or en théorie et en pratique.*

En anglais :

- CURZON (Georges N.). — *Persia and the persian question*, 2 vol. London, Longmans green and Co, 1892.
- Gold and silver commission. *First report of the royal commission appointed into the recent changes in the precious metals.* London, 1888, 4 vol. in-fol.
- GREGORY. — *The first year of the gold standard.* London, 1926, in-8°.
- HAWTREY. — *Monetary reconstruction.*
- *Monetary policy and the depression.*
- *The gold standard in theory and practice.*
- HILL. — *Is gold any more sound as money than silver?*
- *American Journal of Politics*, New-York, sept. 1893.
- JACOB W. — *An Historical Inquiry into the Production and consumption of the Precious Metals*, 2-vol., 1831.
- LINDSAY. — *A view of the history and coinage of the Parthian Kings*, Cork, 1853, in-4.
- LINGERMAN (E. R.). — *Report on the finance and commerce of Persia.*
- LOCK (John). — Some considerations of the consequences of the lowering of interest and raising the value of money, in a letter to a member of Parliament. London, 1692.
- Several papers relating to money interest and trade. London, 1696.
- Further considerations concerning raising the value of money. Reimp. 1759.
- MAC LEOD. — *Bimetallism*, 1894.
- *The law of Gresham and its relation to bimetallism*, 1896.
- Memorandum on silver and the world depression.* Shangaï, 1931.
- MILL (John Stuart). — *Principles of Political Economy.* Boston, 1848.

- MLYNARSKY. — *Gold and central banks. The functioning of the gold standard.*
- NICHOLSON. — *Effects of the depreciation of silver. The economic Journal, 1894.*
- PARUCK (Furdoonjée D.-J.). — *Sassanian coins, Bombay, in-fol., 1924.*
- PERCY. — *Silver and gold. London, 1873.*
- PUXLEY. — *A critique of the gold standard.*
- RAYMOND. — *Silver and gold. London, 1873.*
- REGINALD (Stuart Poole L. L. D.). — *The coins of the shahs of Persia. Safavis, Afgans, Efsharis. Zands and Kajars, London, 1875, in-8°. Report from the select committee on depreciation of silver, 1876.*
- SALTER (sir Arthur). — *The silver problem. Political science Quarterly, septembre 1931.*
- SHUSTER (W. Morgan). — *The struggling of Persia. Ficher Union. London and Leipsic, 1912.*
- SYKES (P. U). — *A History of Persia. 2 vol. London Mac Millon, 1915. The international gold problem. Oxford, university press.*

En persan :

- DJAMAL ZADEH. — *Grandjé Chaigan.*
- FATEH. — *Bankdari.*
- PIR NIA. — *Irané Bastan.*
- RAHIM ZADEH SAFAVI. — *Irané Eghtéssadi.*

Périodiques :

- Bulletin de la Chambre de Commerce Franco-Iranien.*
- Bulletin périodique de la Banque Nationale de l'Iran.*

Thèses :

- AMINI (Ali). — *L'institution du monopole du commerce extérieur en Perse. Paris, Rousseau, 1932, in-8°.*
- KAZÉMI (Parviz Khan). — *Le commerce extérieur de la Perse. Paris, Rousseau, 1930, in-8°.*
- KIAN (Gholam-Reza). — *Introduction à l'histoire monétaire de la Perse des origines à la fin de la période parthe. Paris, 1933, in-8°.*
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE LA MONNAIE EN IRAN

CHAPITRE PREMIER. — Des Achéménides à l'invasion arabe.	7
<i>Section I.</i> — Monnayage achéménide.	7
§ 1. — Généralités	7
§ 2. — Système monétaire achéménide	8
<i>Section II.</i> — Monnayage des Arsacides	10
§ 1. — Métal monétaire.	10
§ 2. — Monnaies parthes. Leurs types.	11
<i>Section III.</i> — Période Sassanide.	12
§ 1. — Généralités	12
§ 2. — Aspect des monnaies sassanides	13
CHAPITRE II. — De l'invasion arabe aux Safavides.	15
CHAPITRE III. — Période Safavide. Règne de Nadir Chah.	19
§ 1. — Période Safavide.	19
§ 2. — Règne de Nadir Chah	21
CHAPITRE IV. — Les Kadjars	22
Règne de Nasserod-Dine. Réforme dans l'Hôtel des Monnaies	23
Pénurie monétaire	25
Exploitation de la monnaie.	27
CHAPITRE V. — Evolution économique de l'Iran	30
<i>Section I.</i> — Etat économique de l'Iran dans les trois derniers siècles.	30
<i>Section II.</i> — Traités.	34
<i>Section III.</i> — Concessions	37

DEUXIÈME PARTIE

CRISE MONÉTAIRE EN IRAN — ADOPTION DE L'ÉTALON-OR

	Pages.
CHAPITRE PREMIER. — Dépréciation de l'argent.	45
<i>Section I.</i> — Historique.	45
Crise de l'argent au XIX ^e siècle.	45
<i>Section II.</i> — Production des métaux précieux.	49
CHAPITRE II. — Dépréciation monétaire en Iran	51
<i>Section I.</i> — Evolution de la dépréciation	51
<i>Séction II.</i> — Baisse rapide de l'argent métal Crise monétaire en Iran	54
CHAPITRE III. — Opinions émises sur la chute rapide de la monnaie-iranienne.	61
I. — Baisse de l'argent métal.	62
II. — Balance des comptes.	62
III. — Placement international des capitaux. Facteurs psychologiques	68
1 ^o Placement international des capitaux	68
2 ^o — Facteurs psychologiques : fuite devant la monnaie dépréciée. Spéculation au bazar	69
CHAPITRE IV. — Mesures prises par le Gouvernement.	73
<i>Section I.</i> — Contrôle des devises	74
<i>Section II.</i> — Loi préparatoire à l'introduction de l'étalon-or du 18 mars 1930	85
<i>Section III.</i> — Institution du monopole du commerce extérieur en Iran. Lois du 25 février et 11 mars 1934	91
CHAPITRE V. — Équilibre économique et budgétaire de l'Iran. . .	96
<i>Section I.</i> — Balance commerciale et balance des comptes. . . .	96
<i>Section II.</i> — Budget de l'Iran	109

TROISIÈME PARTIE

ABANDON DE L'ÉTALON-OR EN IRAN

INTRODUCTION	115
CHAPITRE PREMIER. — Crise monétaire et la suspension de l'étalon-or en Angleterre. Ses répercussions sur le système monétaire iranien.	117
<i>Section I.</i> — Situation monétaire de l'Angleterre après la guerre. .	117
<i>Section II.</i> — Crise économique et financière en Angleterre . . .	121

	Pages.
<i>Section III. — Suspension de l'étalon-or en Angleterre le 19 septembre 1931. Ses répercussions sur le système monétaire iranien.</i>	124
CHAPITRE II. — Loi de 1932 et l'abandon de l'étalon-or en Iran.	128
<i>Section I. — Situation favorable de la balance commerciale</i>	128
<i>Section II. — Abolition du contrôle des transactions et des cours des devises étrangères (loi du 14 février 1932).</i>	129
<i>Section III. — Loi de la réforme monétaire du 22 Esfand 1910 (13 mars 1932).</i>	132
§ 1. — Caractère de la première loi de réforme monétaire du 18 mars 1930.	132
§ 2. — Inconvénients du Gold Exchange Standard.	132
§ 3. — Aperçu général de la loi du 13 mars 1932	133
§ 4. — Retour de fait à l'étalon-argent.	135
CHAPITRE III. — Situation économique et monétaire depuis la loi du 13 mars 1932.	137
<i>Section I. — Commerce extérieur.</i>	137
<i>Section II. — Change et prix.</i>	139
§ 1. — Change	139
§ 2. — Prix.	145
<i>Section III. — Crise économique en Iran</i>	148
CONCLUSION	152
ANNEXE.	157
BIBLIOGRAPHIE.	163

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :